



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 31 MAI 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 31st, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Alberts Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un avril 1947, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Ezra Yelin, marchand et Ray Goldstein, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, réparer, convertir, louer, arrenter ou autrement négocier ou faire le commerce de vêtements, meubles, fournitures de maison, bijouterie, marchandises sèches, menus objets, nouveautés, chaussures, accessoires électriques, ménagers, commerciaux et industriels, appareils, outils, ustensiles, fournitures, ferronnerie et instruments de toutes sortes, et tous matériaux, pièces, accessoires et articles utilisés dans la fabrication, l'opération et la réparation desdits biens ou aucun d'eux, sous le nom de "Alberts Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Letters Patent

Alberts Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1947, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Ezra Yelin, merchant, and Ray Goldstein, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, repair, convert, let, hire or otherwise deal in or with wearing apparel, furniture, household furnishings, jewellery, dry goods, small, wares, novelties, foot wear, electrical, household, commercial and industrial equipment, appliances, tools, utensils, supplies, hardware and implements of all kinds, and all materials, parts, accessories and articles used in the manufacture, operations and repair of the said property or any of same, under the name of "Alberts Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of the par value of \$100 each.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19149

L. DÉSILETS.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1947.

L. DÉSILETS.

19149-o

Deputy Attorney General.

Association Sportive de Ste-Anne des Monts, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand Tremblay, avocat, Hugues Bouchard, garagiste, Romuald Pelletier, gérant, Maurice Lefrançois, Gérard-C. Gagnon, marchands, et Louis-Philippe Langelier, notaire, tous de Sainte-Anne-des-Monts, district de Gaspé, pour les objets suivants:

Grouper en association toutes les personnes qui s'intéressent au développement des sports dans la région de Ste-Anne-des-Monts, sous le nom de "Association Sportive de Ste-Anne des Monts, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de quinze mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Anne-des-Monts, district de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19150-o

L. DÉSILETS.

Association Sportive de Ste-Anne des Monts, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Bertrand Tremblay, advocate, Hugues Bouchard, garage keeper, Romuald Pelletier, manager, Maurice Lefrançois, Gérard C. Gagnon, merchants, and Louis-Philippe Langelier, notary, all of Sainte-Anne-des-Monts, district of Gaspé, for the following purposes:

To unite into an association all those who are interested in the development of sports in the region of Ste-Anne-des-Monts, under the name of "Association Sportive de Ste-Anne des Monts, Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is fifteen thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Sainte-Anne-des-Monts, district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1947.

L. DÉSILETS.

19150

Deputy Attorney General.

Champeau & Frère Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1947, constituant en corporation: Rolland Boucher, gérant-comptable, Roger H. Guertin, avocat, et Emilia Drapeau, sténographe, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et faire le commerce en gros et en détail; du bois, sous toutes ses espèces et dans tous ses usages, en produits et sous-produits, sous le nom de "Champeau & Frère Incorporée", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19151-o

L. DÉSILETS.

Champeau & Frère Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1947, incorporating: Rolland Boucher, manager, accountant, Roger H. Guertin, advocate, and Emilia Drapeau, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber business and deal, whole sale and retail, under all forms and for all uses, in wood, wood-products and by-products, under the name of "Champeau & Frère Incorporée", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Coaticook, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1947.

L. DÉSILETS.

19151

Deputy Attorney General.

Cheneaux Investments, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1947, constituant en corporation: Henri Germain, gérant Wilfrid Boyer, comptable, et J. Médard Bélanger, agent financier, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, de quelque manière que ce soit, les opérations et activités d'une compagnie de contrôle et de placement;

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1947, incorporating: Henri Germain, manager, Wilfrid Boyer, accountant, and J. Médard Bélanger, financial agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, in any manner whatsoever, the business and activities of a holding and investment company;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder des immeubles, édifices et entrepôts de toute nature, et administrer, hypothéquer, louer, aliéner, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou partie d'iceux; construire, modifier, améliorer, ériger des structures, charpentes, édifices et constructions de tout genre et description, sous le nom de "Cheneaux Investments, Ltd."

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 4,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19152-o

L. DÉSILETS.

Continental Foods Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux avril 1947, constituant en corporation: Lucien Salvador, marchand, de Lachine, Marcel Lafontaine et Armand Chevrette, avocats, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, négocier, distribuer, fabriquer, transformer, emballer et généralement faire toute opération comme marchand, négociant, fabricant, exportateur, importateur, vendeur, acheteur de tout produit alimentaire ou comestible, produit de la terre ou de la mer, sous le nom de "Continental Foods Corporation", avec un capital de \$75,000, divisé en 7,500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19153-o

L. DÉSILETS.

Dural Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1947, constituant en corporation: René Dubé, comptable, Laurent Drouin, avocat, et Françoise Bellay, sténographe, cédulaire, tous des cité et district de Montréal pour les objets suivants:

Acheter, acquérir, vendre, posséder, louer opérer, exploiter des automobiles, camions, taxis et toutes sortes de véhicules-moteurs;

Faire le transport des personnes et des choses et de tous genres d'effets, articles et marchandises;

Acheter, vendre, opérer, exploiter des garages, ateliers de réparations, postes d'essence; acheter, vendre des huiles, graisses, gazoline, pétrole, tous leurs produits et sous-produits, des parties d'automobiles et accessoires, sous le nom de "Dural Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19154-o

L. DÉSILETS.

To buy, lease or otherwise acquire and owe immovables, buildings, and warehouses of every kind and to manage, hypothecate, lease, alienate, exchange, dispose of, or otherwise deal with such immovables or parts thereof, to build, alter, improve, erect buildings, frame-work, edifices and constructions of every kind and description, under the name of "Cheneaux Investments, Ltd."

The capital stock of the company will be divided into 4,000 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will begin its operations, shall be at least \$20,000.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Continental Foods Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1947, incorporating: Lucien Salvador, merchant, of Lachine, Marcel Lafontaine and Armand Chevrette, advocates, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, deal in, distribute, manufacture, transform, pack, and carry on business generally as merchant, dealer, manufacturer, exporter, importer, salesman, purchaser of all food products or eatables, products of land or sea, under the name of "Continental Foods Corporation", with a capital stock of \$75,000, divided into 7,500 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Dural Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1947, incorporating: René Dubé, accountant, Laurent Drouin, advocate, and Françoise Bellay, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire, sell, own, lease, operate and deal in automobiles, trucks, taxis and all other types of motor vehicles;

To transport passengers and things and all kinds of goods, wares and merchandise;

To purchase, sell, operate and manage garages, repair shops, gas stations; to buy, sell oil, grease, gasoline, petroleum, and their products and by-products, automobile parts and accessories, under the name of "Dural Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Elegant Hosiery Mills, Limited
La Manufacture de Bas de Soie Élégants,
Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1947, constituant en corporation: Adéland Dumas, marchand, Roland Dugré, c. r. avocat, et Samuel Fabi, gérant, tous de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, pour les objets suivants:

Pouvoir, manufacturer, acheter, vendre ou disposer, de n'importe quelle manière, de toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Elegant Hosiery Mills, Limited — La Manufacture de Bas de Soie Élégants, Limitée."

Le capital-actions sera divisé en 6,660 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 et en 6,000 actions ordinaires, sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas inférieur à \$46,650.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19155-o

L. DESILETS.

Ganterie St-Jean Ltée
St. Jean Glove Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1947, constituant en corporation: Germaine Roberge, commis, John A. Nolan, avocat, de la cité d'Outremont, Marcel Cocho, comptable, Pauline Ladouceur, commis, fille majeure, Jérôme Forrest, sténographe, Marcel Forget, étudiant, tous de la cité de Montréal, et Béatrice-E. Fortier, secrétaire, de la paroisse de Sainte-Geneviève, fille majeure, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire toutes et chacune des industries se rapportant à la manufacture, à l'importation, à l'exportation, à l'exportation et au trafic en gros et en détail, ou au commerce de gants, mitaines, mocassins, pantouffles, fantaisies, en articles de cuir ou de toutes sortes d'habits ou de vêtements fabriqués en tout ou en partie de cuir, sous le nom de "Ganterie St-Jean Ltée — St. Jean Glove Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 70 actions ordinaires de \$100 chacune et en 130 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1979, avenue Papineau, Montréal, District de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit, avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19156-o

L. DESILETS.

H. & J. Construction Company Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux avril 1947, constituant en corporation: Albert A. Hughes, Hans Jorgensen, entrepreneurs, et J. Urbain Simoneau, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à construire ou bâtir ou passer des contrats pour la construc-

Elegant Hosiery Mills, Limited
La Manufacture de Bas de Soie Élégants,
Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1947, incorporating: Adéland Dumas, merchant, Roland Dugré, K. C., advocate, and Samuel Fabi, manager, all of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, for the following purposes:

To promote, manufacture, buy, sell or dispose of, in any manner whatsoever, all kinds of wearing apparel, under the name of "Elegant Hosiery Mills, Limited — La Manufacture de Bas de Soie Élégants, Limitée".

The capital stock will be divided into 6,660 preferred shares having a par value of \$25 each and into 6,000 common shares, having no par or nominal value, and the amount with which the company will commence operations will not be less than \$46,650.

The head office of the company will be at Sherbrooke, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of April, 1947.

L. DESILETS.

19155

Deputy Attorney General.

Ganterie St-Jean Ltée
St. Jean Glove Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1947, incorporating: Germaine Roberge, clerk, John A. Nolan, advocate, of the city of Outremont, Marcel Cocho, accountant, Pauline Ladouceur, clerk, spinster, Jérôme Forrest, stenographer, Marcel Forget, student, all of the city of Montreal, and Béatrice E. Fortier, secretary, of the parish of Sainte-Geneviève, spinster, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses connected with the manufacturing, importation, exportation of and wholesale and retail dealing or trading in gloves, mittens, moccasins, slippers, fancy goods, leather articles, or all sorts of clothes or garments made, in whole or in part, of leather, under the name of "Ganterie St-Jean Ltée — St. Jean Glove Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 70 common shares of \$100 each and 130 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1979 Papineau Avenue, Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1947.

L. DESILETS.

19156

Deputy Attorney General.

H. & J. Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1947, incorporating: Albert A. Hughes, Hans Jorgensen, contractors and J. Urbain Simoneau, lawyer, all of the City and District of Montréal, for the following purposes:

To carry on the business of constructing or building or contracting the building of houses, apart-

tion de maisons, logements, maisons jumelles, cottages et résidences de toutes sortes ou descriptions; pour le pavage ou la construction de chemins, pavés, rues, ruelles, allées ou tous autres chemins publics ou privés, et celui qui consiste à manufacturer, faire, traiter ou couper et préparer de la brique et de la pierre ou des minéraux d'aucune sorte ou description, sous le nom de "H. & J. Construction Company Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19157

L. DÉSILETS.

Inter-American Fisheries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1947, constituant en corporation: Marcel Piché, Jacques Flynn, avocats, et Arline Goundrey, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire toute opération relativement à la préparation, à la conservation, à l'achat et à la vente de poissons et de tout autre produit et sous-produit de la pêche, sous le nom de "Inter-American Fisheries Limited", avec un capital de \$60,000 divisé en 60,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1947.

L'Assistant-procureur général.

19206-o

L. DÉSILETS.

La Compagnie de Matériaux de Construction Ravary Limitée Ravary Builders Supply Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1947, constituant en corporation: Gaston Pouliot, Marcel G. Robitaille, Maurice Riel, avocats, Claudine Dulong et Lucille Huard, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie des matériaux de construction sous toutes leurs formes;

Exercer l'industrie de la construction sous toutes ses formes;

Faire d'une façon générale le commerce de l'immeuble à titre de constructeurs, vendeurs, locateurs, agents, courtiers, facteurs, intermédiaires, mandataires, administrateurs, sous le nom de "La Compagnie de Matériaux de Construction Ravary Limitée — Ravary Builders Supply Company Limited."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions, sans valeur au pair ou nominale et en 1000 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$15,000.

Le nombre des détenteurs d'actions privilégiées ou communes n'excédera pas vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19158-o

L. DÉSILETS.

ments, duplexes, cottages, and dwellings of any kinds or description; paving or building roads, pavements, streets, lanes, alleys or any other public or private roads, manufacturing, making, processing or cutting and preparing bricks and stones or minerals, of any kind or description, under the name of "H. & J. Construction Company Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

19157-o

Deputy Attorney General.

Inter-American Fisheries Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1947, incorporating: Marcel Piché, Jacques Flynn, advocates, and Arline Goundrey, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To undertake any operation respecting the preparing, preserving, buying and selling of fish and any other product or by-product of fisheries under the name of "Inter-American Fisheries Limited", with a capital stock of \$60,000, divided into 60,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of May, 1947.

L. DÉSILETS,

19206

Deputy Attorney General.

La Compagnie de Matériaux de Construction Ravary Limitée Ravary Builders Supply Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1947, incorporating: Gaston Pouliot, Marcel G. Robitaille, Maurice Riel, advocates, Claudine Dulong and Lucille Huard, secretaries, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and industry of dealers in builders' supplies in all lines of same;

To carry on the construction business in all its lines;

To deal generally in real estate as builders, vendors, lessors, agents, brokers, factors, intermediaries, mandatories, administrators, under the name of "La Compagnie de Matériaux de Construction Ravary Limitée — Ravary Builders Supply Company Limited."

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares without nominal or par value and into 1000 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence operations is \$15,000.

The number of holders of preferred shares or common shares shall not exceed twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

19158

Deputy Attorney General.

La Corporation de Plage Saint-Laurent

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1947, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Arthur Vincent, homme d'affaires, Dominique Labbé, marchand, tous deux de la cité de Québec, et Lucien Blondeau, manufacturier, de Sillery, tous de la cité de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir, établir, maintenir, organiser et en général s'occuper de natation, tennis, golf, croquet, balle molle, ball au but, bowling, course de canots, et en général tout ce qui a trait aux jeux sportifs, sous le nom de "La Corporation de Plage Saint-Laurent."

Les pouvoirs octroyés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté et la corporation n'est pas autorisée à détenir un permis de club de la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immeubles que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19159-o

L. DÉSILETS.

La Corporation de Plage Saint-Laurent

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: J. Arthur Vincent, business man, Dominique Labbé, merchant, both of the city of Quebec, and Lucien Blondeau, manufacturer, of Sillery, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To promote, establish, maintain, organize and generally interest itself in swimming, tennis, golf, croquet, soft ball, baseball, lawn bowling, canoe races, and in general anything connected with games and sports, under the name of "La Corporation de Plage Saint-Laurent".

The powers conferred do not permit gambling games of chance or games of chance and skill combined, and the corporation is not authorized to hold a club licence from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1947.

L. DÉSILETS.

19159

Deputy Attorney General.

La Ligue d'Action Anti-Communiste

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Archambault Désy, rentier, de Montréal-Nord, Pierre Desrosiers, organisateur, de Montréal, et René Dostaler, avocat, d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Sans but pécuniaire, combattre par tous les moyens légaux, toutes les doctrines subversives en général, et en particulier le communisme, dans toutes les sphères où ils manifestent leurs activités nocives et où ils constituent un danger et une menace pour la religion, la vie sociale, économique et politique des citoyens de la province de Québec, sous le nom de "La Ligue d'Action Anti-Communiste".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal-Nord, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19160-o

L. DÉSILETS.

La Ligue d'Action Anti-Communiste

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Archambault Désy, annuitant, of Montreal-North, Pierre Desrosiers, organizer, of Montreal, and René Dostaler, advocate, of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

Without any view to pecuniary gain, to combat by every lawful means, all subversive doctrines in general, and in particular communism, in all spheres where it manifests its noxious activities and where it constitutes a danger and a menace to religion, and to the social, economic and political life of the citizens of the Province of Quebec, under the name of "La Ligue d'Action Anti-Communiste".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal-North, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1947.

L. DÉSILETS.

19160

Deputy Attorney General.

Lehane & Langford Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1947, constituant en corporation: Galen Lee Prime, secrétaire, Helen Elizabeth Ralph, sténographe, fille majeure, et Joan Gertrude Dargent, veuve, sténographe, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Lehane & Langford Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1947, incorporating: Galen Lee Prime, secretary, Helen Elizabeth Ralph, stenographer, spinster, and Joan Gertrude Dargent, widow stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires de conseillers industriels, d'organisation de commerces et d'annonces et de publicité dans toutes ses spécialités comme mandants et agents et, en général, entreprendre et transiger toutes sortes d'affaires d'une agence qu'un individu peut entreprendre et transiger légalement et connexes à tous les objets et fins susdits;

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction et l'aménagement de travaux et d'édifices publics et privés; et tout commerce dans lequel l'usage de l'électricité ou de toute autre source d'énergie est ou peut être utile ou convenable, sous le nom de "Lehane & Langford Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19161 L. DÉSILETS.

Les Meubles Boulet Limitée
Boulet Furniture Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq avril 1947, constituant en corporation: Edgar Boulet, industriel, Raymond Boulet, comptable, Eva Boulanger-Boulet, épouse contractuellement séparée de biens de Edgar Boulet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous des cité et district de Montmagny, pour les objets suivants:

Conduire et exercer l'industrie générale d'ébénisterie et de fabrication de meubles et objets de cette catégorie et leurs accessoires, sous le nom de "Les Meubles Boulet Limitée — Boulet Furniture Limited," avec un capital de \$150,000, divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25 chacune et 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19207-o L. DÉSILETS.

Les Produits Acme Inc.
Acme Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1947, constituant en corporation: Maurice Archer, ingénieur civil, Robert Blouin, commerçant, Jean-Pierre Giroux, chimiste, et Jacques Angers, hommes d'affaires, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce qui consiste à fabriquer, produire, acheter, vendre, exporter et importer, comme manufacturiers, marchands de gros, négociants, marchands détaillants ou agents, de l'eau de javel diluée, de l'eau de javel concentrée, des nettoyeurs à vitres, des polis ou nettoyeurs de toutes sortes;

Acheter, acquérir et prendre comme une firme en exploitation le commerce et l'entreprise exercés en les cité et district de Québec, et ailleurs, par Robert Blouin, faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Les Produits Acme Enrg."

To carry on the business of industrial consultants, of business promotion and of advertising and publicity in all its branches; both as principals and agents, and in general to undertake and transact all kinds of agency business which an individual may legally undertake and transact for and connected with any of the above objects and purposes;

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works and buildings; and any business in which the application of electricity or any other power is or may be useful or convenient, under the name of "Lehane & Langford Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19161-o Deputy Attorney General.

Les Meubles Boulet Limitée
Boulet Furniture Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1947, incorporating: Edgar Boulet, manufacturer, Raymond Boulet, accountant, Eva Boulanger-Boulet, wife separate as to property by marriage contract of Edgar Boulet, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of the city and district of Montmagny, for the following purposes:

To conduct and carry on the cabinet making trade in general and that of manufacturing furniture and effects of this category and their accessories, under the name of "Les Meubles Boulet Limitée — Boulet Furniture Limited", with a capital stock of \$150,000, divided into 5,000 preferred shares of a par value of \$25 each and 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19207 Deputy Attorney General.

Les Produits Acme Inc.
Acme Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1947, incorporating: Maurice Archer, civil engineer, Robert Blouin, tradesman, Jean-Pierre Giroux, chemist, and Jacques Angers, business man, all of the city and district of Québec, for the following purposes:

To carry on the business which consists in manufacturing, producing, buying, selling, exporting and importing, as manufacturers, wholesale merchants, jobbers, retail merchants or agents, diluted javel water, concentrated javel water, window cleaners, polishes or cleaners of all kinds;

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking carried on in the city and district of Québec, and elsewhere, by Robert Blouin, carrying on business under the firm name and style of "Les Produits Acme Enrg."

Le nom de la présente compagnie est: "Les Produits Acme Inc. — Acme Products Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19162-o L. DÉSILETS.

The name of the present company to be: "Les Produits Acme Inc. — Acme Products Inc."

The amount of capital stock of the company will be \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19162 Deputy Attorney General.

**Les Produits de Bois de Ste-Julienne Limitée
St. Julienne Wood Products Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1947, constituant en corporation: Noël-Arthur Cayer, millwright, Alfred Aumont, garagiste, et Armand Grenier, bourgeois, tous de Sainte-Julienne, district de Joliette, pour les objets suivants:

Manufacturer tous meubles et articles en bois, en métal et en faire le commerce, l'importation et l'exportation en gros ou en détail;

Exercer et faire le commerce de bois brut ou ouvré, sous toutes ses formes, acquérir, posséder et exploiter des terres à bois et des droits de coupe de bois, sous le nom de "Les Produits de Bois de Ste-Julienne Limitée — St. Julienne Wood Products Limited", avec un capital de \$15,000, divisé en 150 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Julienne, district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19163-o L. DÉSILETS.

**Les Produits de Bois de Ste-Julienne Limitée
St. Julienne Wood Products Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-third day of April, 1947, incorporating: Noël Arthur Cayer, millwright, Alfred Aumont, garage keeper, and Armand Grenier, bourgeois, all of Sainte-Julienne, district of Joliette, for the following purposes:

To manufacture any furniture or articles of wood or metal, and deal therein, carry on the importation and exportation thereof, wholesale or retail;

To carry on and engage in the lumber business, whether for rough or wrought wood, under all the forms thereof, acquire, own and operate wooded lands and timber limits, under the name of "Les Produits de Bois de Ste-Julienne Limitée — St. Julienne Wood Products Limited", with a capital stock of \$15,000, divided into 150 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Sainte-Julienne, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19163 Deputy Attorney General.

**Les Produits Mont-Joli Ltée
Mont-Joli Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze avril 1947, constituant en corporation: J. Émile Maheu, Aurélien Noël, comptables, et Laurent Drouin, avocat, tous des cités et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'agriculture, la pisciculture et l'élevage, et d'une façon générale acheter, vendre et exploiter des fermes;

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, et faire le commerce des aliments et substances de tous genres pouvant servir à la consommation par les hommes ou les animaux, sous le nom de "Les Produits Mont-Joli Ltée — Mont-Joli Products Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Joli, dans le comté de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le onze avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19164-o L. DÉSILETS.

**Les Produits Mont-Joli Ltée
Mont-Joli Products Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the eleventh day of April, 1947, incorporating: J. Émile Maheu, Aurélien Noël, accountants, and Laurent Drouin, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on agriculture, pisciculture and breeding, and, in a general manner, to buy, sell and operate farms;

To buy, sell, manufacture, import, export and deal in foods and substances of every kind, capable of being used for human consumption or as cattle feed, under the name of "Les Produits Mont-Joli Ltée — Mont-Joli Products Ltd." with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Joli, of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19164 Deputy Attorney General.

Melmor Mfg. Co. Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies

Melmor Mfg. Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1947, constituant en corporation: Morris Weiner, voyageur de commerce, Louis Abraham DeZwirek, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Melvin Sacks, dessinateur, de la cité d'Outremont, Samuel Leon Mendelsohn, avocat, et conseil en loi du Roi, de Westmount, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce, en gros et en détail, de manufacturiers de vêtements de toute description pour enfants, robes, manteaux, costumes pour dames, vêtements pour dames, vêtements de sport, habits et vêtements de toutes sortes pour hommes et enfants, et marchands de lainages et soieries, toutes sortes de marchandises en pièces et autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Melmor Mfg. Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune, comprenant 200 actions ordinaires et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19165

L. DÉSILETS.

Metal-Coatings Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un avril 1947, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et conseil en loi du Roi, Moses Moscovitch et Ben Schechter, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire, produire et traiter des enduits et finis organiques et inorganiques sur tous genres de matériaux bruts, produits semi-finis et articles finis;

Exercer le commerce de manufacturiers, producteurs et marchands, acheteurs, vendeurs, importateurs et exportateurs de toutes sortes de produits, choses et objets faits de métal, plastiques, bois, textile, papier, cuir, peintures, teintures et aucuns de leurs composés;

Exercer le commerce qui consiste à galvaniser, enduire à vide, enduire par réaction anodique, blanchir, teindre et traiter des matériaux par des moyens mécaniques, électriques et chimiques;

Exercer le commerce de blanchisseurs ou teinturiers de toutes sortes de produits et choses, sous le nom de "Metal-Coatings Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19166

L. DÉSILETS.

Paterson Windermere (Quebec) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1947, constituant en corporation: Royal Ernest Carl Werry, Joseph Helal, tous deux conseils en loi du Roi,

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1947, incorporating: Morris Weiner, commercial traveller, Louis Abraham DeZwirek, advocate, both of the City of Montreal, Melvin Sacks, designer, of the City of Outremont, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and king's counsel, of Westmount, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business, wholesale and retail of manufacturers of children's garments of all description, ladies' dresses, cloaks, suits, ladies' wear, sportswear, men's and children's clothing and wearing apparel of all kinds, and dealers in woollens and silks, all kinds of piece goods, and other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the company, under the name of "Melmor Mfg. Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each, comprising 200 common shares and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

19165-o

Deputy Attorney General.

Metal-Coatings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1947, incorporating: John Jacob Spector, advocate and King's Counsel, Moses Moscovitch, and Ben Schechter, advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, make, produce, and process organic and inorganic coatings and finishes on all types of raw materials semi-finished products and finished goods;

To carry on the business of manufacturers of, producers and dealers in, buyers, sellers, importers and exporters of all kinds of products, things and objects made of metal, plastic, wood, textile paper, leather, paints, dyes, or any combinations thereof;

To carry on the business of electroplating, vacuum coating, anodizing, bleaching, dyeing, and processing materials by mechanical, electrical, chemical means;

To carry on the business of beachers or dyers of all kinds of products and things, under the name of "Metal-Coatings Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

19166-o

Deputy Attorney General.

Paterson Windermere (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1947, incorporating: Royal Ernest Carl Werry, Joseph Helal, both King's Counsel, and Jeanne d'Arc Dumont, stenographer, of the

et Jeanne d'Arc Dumont, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme mandants, agents, marchands à commission, importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et détaillants de:

Machinerie, outils et instruments de toutes sortes;

Aliments, produits et préparations alimentaires
Charbon, bois de charpente, combustible et matériaux de construction;

Textiles, marchandises sèches, habits et vêtements;

Pulpe et papier et leurs produits;

Acier, produits en acier, appareils électriques et plastiques, sous le nom de "Paterson Windermere (Quebec) Ltd."

Le capital de la compagnie est divisé en deux cents actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19167

L. DESILETS.

full age of majority, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as factors, agents, commission merchants, importers, exporters, manufacturers, wholesalers and retailers of:

Machinery, tools and implements of all kinds;

Foods, food products and food preparations;
Coal, timber, fuel and building materials;

Textiles, dry goods, clothing and wearing apparel;

Pulp and paper and their products;

Steel, steel products, electrical appliances and plastics, under the name of "Paterson Windermere (Quebec) Ltd."

The capital stock of the company is divided into two hundred shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be One thousand dollars.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1947.

L. DESILETS,

19167-o

Deputy Attorney General.

Potvin & Bouchard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1947, constituant en corporation: Ovila Potvin, commerçant de bois, de Saint-Cyriaque de Chicoutimi, Adélard Bouchard industriel de Jonquière, tous deux du district de Chicoutimi, et Lucien Boulet, comptable, des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de commerçants de bois, de propriétaires de moulins et marchands généraux soit en gros, soit au détail, de bois de charpente, de bois de Colombie (B. C. Fir.), de bois de toutes sortes et de matériaux de construction, machineries, outillage et accessoires de toute sorte et nature;

Agir comme contracteurs ou entrepreneurs généraux en construction et opérer des moulins à scie, sous le nom de "Potvin & Bouchard Inc.", avec un capital de 70,000, divisé en 700 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 42-44, rue Saint-Jean, Jonquière, district de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19168-o

L. DESILETS.

Potvin & Bouchard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1947, incorporating: Ovila Potvin, lumber merchant, of Saint-Cyriaque de Chicoutimi, Adélard Bouchard, manufacturer, of Jonquière, both of the district of Chicoutimi, and Lucien Boulet, accountant, of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of lumber merchants, mill owners and general dealers, either wholesale or retail, in lumber, British Columbia Fir. wood of all description and building requisites, machinery, equipment and accessories of every kind and description;

To act as contractors and general building contractors and operate saw-mills, under the name of "Potvin & Bouchard Inc.", with a capital stock of \$70,000, divided into 700 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 42-44 Saint-Jean Street, Jonquière, district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1947.

L. DESILETS,

19168

Deputy Attorney General.

Renaissance Cinema, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit avril 1947, constituant en corporation: Joseph-A. De Sève, industriel, Edgar Tessier, secrétaire, et Hector Perrier, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder, louer, céder à bail et exploiter des théâtres, théâtres de vues animées, vaudeville et des édifices pour autres formes d'amusement et généralement exercer toute autre industrie

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1947, incorporating: Joseph A. De Sève, manufacturer, Edgar Tessier, secretary, and Hector Perrier, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To own, lease, assign on lease and operate theatres, moving-picture and vaudeville theatres and buildings for all types of amusement and in general to carry on any other industry having for

ayant pour objet l'amusement et la récréation du public, sous le nom de "Renaissance Cinéma Inc."

Le capital de la compagnie sera composé de 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, ainsi que 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale;

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$190,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19169-o

L. DÉSILETS.

Teen-O-Miss Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre avril 1947, constituant en corporation: Irving Bilmes, Abe Stoffmaker, manufacturiers, Elisabeth Hager Bilmes, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Irving Bilmes, Ida Gurman Stoffmaker, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Abe Stoffmaker, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce en gros et en détail ou celui qui consiste à manufacturer et passer des contrats ou l'un ou l'autre ou les deux, de robes, manteaux, costumes et blouses pour hommes, habits et vêtements pour enfants et bébés, ainsi que des vêtements de sport et des habits de toutes sortes, et comme marchands de lainages, soieries et cotonnades et toutes sortes d'étoffes et de marchandises en pièces, fourrures et autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie avec le droit de manufacturer, importer, exporter et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission, sous le nom de "Teen-O-Miss Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1455 rue Bleury, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1947.

L'Assistant-procureur général,

19170

L. DÉSILETS.

Trim Fit Manufacturing Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1947, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, David Love, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et Ruth Horn, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, manufacturer et emballer des articles de chirurgie et des marchandises en coton en vrac et marchandises en pièces, papier et papier ouvré; exercer l'industrie et le commerce comme marchands en gros et en détail et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de vêtements de toute description pour hommes, dames et enfants, vêtements de toute description pour bébés et enfants, mercerie, nouveau-

its object the amusement and entertainment of the public, under the name of "Renaissance Cinema, Inc."

The capital stock of the company will be composed of 9,000 preferred shares having a par value of \$100 each, and 20,000 common shares having no nominal value.

The amount with which the company will commence operations is \$190,000.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

19169

Deputy Attorney General.

Teen-O-Miss Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1947, incorporating: Irving Bilmes, Abe Stoffmaker, manufacturers, Elisabeth Hager Bilmes, marchande publique, wife separate as to property of the said Irving Bilmes, Ida Gurman Stoffmaker, marchande publique, wife separate as to property of the said Abe Stoffmaker, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business, wholesale and retail, or the manufacturing and contracting, or either or both of manufacturing and contracting of ladies' dresses, cloaks, suits, blouses, ladies' wear, men's wear and clothing of all kinds, children's and infant's wear and wearing apparel, as well as sportswear, and wearing apparel of all kinds, and as dealers in woollens and silks and cottons and all kinds of cloth and piece goods, furs and other articles, commodities, merchandises or things necessary for the purpose of the company with the right to manufacture, import, export and to act as manufacturers' agent or commission agent, under the name of "Teen-O-Miss Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares at \$100 each.

The head office of the Company will be at 1455, Bleury Street, Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

19170-o

Deputy Attorney General.

Trim Fit Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1947, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, David Love, accountant, both of the City of Montreal, and Ruth Horn, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, for the following purposes:

To import, export, buy, sell, manufacture and package surgical and cotton merchandise in bulk and piece goods, paper and treated paper; to carry on the trade and business as wholesale and retail merchants, and to manufacture, buy, sell, import, export and deal in, men's ladies' and children's wearing apparel of every description, babies' and infants' wearing apparel of every description, haberdashery, novelties, jewellery, stationery and hardware, electrical appliances and

tés, bijouterie, papeterie et ferronnerie, appareils et appliques électriques, sous le nom de "Trim Fit Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de \$99,000 divisé en 34,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 650 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19171

L. DÉSILETS.

fixtures, under the name of "Trim Fit Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock of \$99,000, divided into 34,000 common shares of a par value of \$1. each, and 650 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

19171-o

United Auto Parts (La Tuque) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1947, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat et conseil en loi du Roi, Jean-Paul Verschelden, avocat, et Marie Verschelden, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, moteurs ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux, sous le nom de "United Auto Parts (La Tuque) Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un avril 1947.

L'Assistant-procureur général.

19172-o

L. DÉSILETS.

United Auto Parts (La Tuque) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1947, incorporating: Lucien Roux, advocate and King's Counsel, Jean Paul Verschelden, advocate and Marie Verschelden, stenographer, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, whether wholesale or retail in all kinds of automobiles, tractors, planes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggons, motorcycles, motors and also any parts, pieces, spare parts, directly or indirectly connected therewith, and in any thing capable of being used in connection with the said objects or for the manufacture, maintenance and respective working thereof, under the name of "United Parts (La Tuque) Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each, and 5,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at La Tuque, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

19172

Valcartier Transportation Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit avril 1947, constituant en corporation: Timothy Hibbard Dunn, administrateur de journal, Charles Douglas Johnston, avocat, et Colette Green, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, posséder, exploiter, gérer et diriger un service public de voiturage pour le transport de passagers et/ou d'effets et marchandises;

Acquérir, acheter, louer, détenir, exploiter, vendre, arrenter, échanger, disposer de, mettre en valeur ou autrement négocier ou faire le commerce de tous véhicules de transport ou commerciaux d'aucune sorte quelconque, ainsi que des garages, stations de service, terminus d'autobus, terrains de stationnement, terrains d'atterrissages, hangars et toutes autres propriétés mobilières ou immobilières nécessaires ou utiles audit service de voiturage public, sous le nom de "Valcartier Transportation Co. Ltd.", avec un capital de \$75,000 divisé en 7,500 actions de \$10 chacune.

Valcartier Transportation Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1947, incorporating: Timothy Hibbard Dunn, newspaper executive, Charles Douglas Johnston, advocate, and Colette Green, secretary, spinster, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize, own, operate, manage and conduct a public carrier service for the transportation of passengers and/or goods and merchandise;

To acquire, purchase, lease, hold, operate, sell, rent, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with or in, any other transportation or commercial vehicles of any kind whatsoever, as well as garages, service stations, bus stations, parking grounds, landing fields, hangars and any other moveable or immoveable property necessary or useful to the Company's said public carrier service, under the name of "Valcartier Transportation Co. Ltd.", with a capital stock of \$75,000, divided into 7,500 shares of \$10 each.

Le nombre total des actionnaires de la compagnie n'excédera jamais vingt;

Le siège social de la compagnie sera au Valcartier Lodge, à St-Gabriel de Valcartier, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19173 L. DESILETS.

Willie Tremblay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1947, constituant en corporation: Willie Tremblay, marchand général, Dame Simone Morel, épouse commune en biens de Willie Tremblay, dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Rolande Morel, fille majeure, tous de Sainte-Rose-du-Déglé, district de Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous immeubles et biens immobiliers;

Faire le commerce de gros et de détail des nouveautés, des marchandises d'épicerie et de boucherie, des remèdes brevetés ou patentés, de la bijouterie, de la ferronnerie et de la quincaillerie, de la vaisselle, de la peinture, des graines de semences et des moulées, des matériaux de construction, et accessoires;

Exercer l'industrie et le commerce de la confection pour dames, hommes et enfants, sous le nom de "Willie Tremblay Inc." avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose-du-Déglé, district de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19174-o L. DESILETS.

The total number of shareholders of the company shall never exceed twenty;

The head office of the company will be at Valcartier Lodge, at St. Gabriel de Valcartier, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of April, 1947.

L. DESILETS,
19173-o Deputy Attorney General.

Willie Tremblay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-third day of April, 1947, incorporating: Willie Tremblay, general merchant, Dame Simone Morel, wife common as to property of Willie Tremblay, duly authorized by him for the purposes hereof, and Rolande Morel, spinster, all of Ste-Rose-du-Déglé, district of Kamouraska, for the following purposes:

To deal in any real estate and immovable property;

To deal, wholesale and retail, in novelties, groceries, butchers' wares, breveted or patented medicines, jewellery, ironware, hardware and china, paint, seed-grain and cattle rations, building requisites, and accessories;

To carry on and engage in the business of clothes making for ladies, men and children, under the name of "Willie Tremblay Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Sainte-Rose-du-Déglé, district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1947.

L. DESILETS,
19174 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Blais & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 avril 1947, à la compagnie "Blais & Cie Ltée", ratifiant son Règlement N° 1 modifiant les lettres patentes originaires de la compagnie en ce qui a trait aux droits, privilèges, priorités, conditions et limitations des détenteurs d'actions privilégiées du capital-actions.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19175-o L. DESILETS.

Dress-Town Incorporated

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 10 avril 1947, à la compagnie "Dress-Town Incorporated", ratifiant son règlement N° 25 diminuant son capital

Supplementary Letters Patent

Blais & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of April, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to the company "Blais & Cie Ltée", ratifying its By-law No. 1, amending the original letters patent of the company as regards the rights, privileges, priorities, conditions and restrictions of the holders of preferred shares of the capital stock.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1947.

L. DESILETS,
19175 Deputy Attorney General.

Dress-Town Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of April, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec to the company "Dress-Town Incorporated", ratifying its By-law No. 25 reducing its capital from \$99,000. to \$89,000. by

de \$99,000 à \$89,000 par l'annulation de 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 10 avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

19176

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

19176-o

Durable Upholsterers Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente avril 1947, changeant le nom de la compagnie "Nu Era Manufacturing Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 mai 1946, en celui de "Durable Upholsterers Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 30 avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

19177

Durable Upholsterers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of April, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Nu Era Manufacturing Co. Limited", incorporated by letters patent dated May 15th, 1946, into that of "Durable Upholsterers Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

19177-o

Form-Fit Garments Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deux mai 1947, changeant le nom de la compagnie "Form-Fit Sportswear Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 février 1945, sous le nom de "Allied Sportswear Ltd.", en celui de "Form-Fit Garments Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 2 mai 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

19178

Form-Fit Garments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the second day of May, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Form-Fit Sportswear Ltd.", incorporated by letters patent dated February 7th, 1945, under the name of "Allied Sportswear Ltd.", into that of "Form-Fit Garments Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of May, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

19178-o

Gagné, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1947, à la compagnie "Gagné, Ltée", ratifiant son Règlement N° VII augmentant son capital de \$20,000 à \$25,000 par la création de 50 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

19179-o

Gagné, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of April, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Gagné, Ltée", ratifying its By-law No. VII increasing its capital stock from \$20,000 to \$25,000 by the creation of 50 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

19179

La Sarre General Finance Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-sept avril 1947, à la compagnie "La Sarre General Finance Inc.", ratifiant son règlement N° 2 augmentant son capital de \$15,000 à \$75,000 par la création de 600 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS,

19180

La Sarre General Finance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of April, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "La Sarre General Finance Inc.", ratifying its By-Law No. 2 increasing its capital from \$15,000. to \$75,000. by the creation of 600 additional common shares of the value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

19180-o

L'Auberge des Monts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1947, à la compagnie "L'Auberge des Monts Inc.", ratifiant un règlement augmentant son capital de \$20,000 à \$100,000, par la création de 800 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19181-o L. DÉSILETS.

Onward Gospel Church

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du huit mai 1947, changeant le nom de "Verdun Onward Mission, constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la troisième partie de ladite Loi en date du 23 septembre 1922, en celui de "Onward Gospel Church".

Daté du bureau du Procureur général, le 8 mai 1947.

L'Assistant-procureur général,
19182 L. DÉSILETS.

Poterie Vandesca Pottery Ltée — Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 avril 1947, à la compagnie "Poterie Vandesca Pottery Ltée — Ltd.", ratifiant son Règlement "A" modifiant les droits, privilèges, conditions, restrictions et limitations attachés aux actions privilégiées du capital-actions de la compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19183-o L. DÉSILETS.

The Acton Rubber, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 avril 1947, à la compagnie "The Acton Rubber, Limited", ratifiant son Règlement "D" augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000, par la création de 1000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 avril 1947.

L'Assistant-procureur général,
19184-o L. DÉSILETS.

**Action en séparation de corps
et de biens**

Canada, province de Québec, district d'Abitibi, cour supérieure, N° 7264. Dame Hélène Tellier-Janvier, épouse commune en biens de Philippe alias Omer Janvier, forgeron, domiciliée à Duparquet, et résidant à Malartic, district

L'Auberge des Monts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of April, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "L'Auberge des Monts Inc.", ratifying a by-law increasing its capital from \$20,000 to \$100,000, by the creation of 800 additional common shares having a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19181 Deputy Attorney General.

Onward Gospel Church

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of May, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "Verdun Onward Mission", incorporated by letters patent issued under Part III of the said Act, dated September 23rd, 1922, into that of "Onward Gospel Church".

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of May, 1947.

L. DÉSILETS,
19182-o Deputy Attorney General.

Poterie Vandesca Pottery Ltée — Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the seventeenth day of April, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Poterie Vandesca Pottery Ltée — Ltd.", ratifying its By-law "A" amending the rights, privileges, conditions, restrictions and limitations attached to the preferred shares of the capital stock of the company.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19183 Deputy Attorney General.

The Acton Rubber, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-third day of April, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The Acton Rubber, Limited", ratifying its By-law "D" increasing its capital from \$100,000 to \$200,000, by the creation of 1000 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1947.

L. DÉSILETS,
19184 Deputy Attorney General.

**Action for Separation as to Bed
and Board and Property**

Canada, Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. 7264. Helena Tellier-Janvier, wife common as to property of Philippe alias Omer Janvier, blacksmith, domiciled at Duparquet, and now residing at Abitibi, duly

d'Abitibi, dûment autorisée par justice aux fins des présentes, demanderesse, vs Philippe alias Omer Janvier, forgeron, domicilié à Duparquet, district d'Abitibi, et actuellement de lieux inconnus de la demanderesse, défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause le 19 mai, 1947.

Amos, le 20 mai, 1947.

Le Procureur de la demanderesse,
19208-o CLAUDE BIGUÉ.

authorized by law hereto, plaintiff vs Philippe alias Omer Janvier, blacksmith, domiciled at Duparquet, district of Abitibi, and actually of unknown residence on the part of the plaintiff, Defendant.

An action in separation as to bed and board has been instituted in this case on the 19th day of May 1947.

Amos, May 20th, 1947.

19208-o CLAUDE BIGUÉ,
Attorney for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 818

Québec, le 22 mai 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Que le décret numéro 639 du 21 février 1946, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec, soit prolongé pour une période de trois (3) mois à compter du 2 juin 1947.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

19216-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 816

Québec, le 22 mai 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT l'application des règlements provinciaux de plomberie sanitaire.

ATTENDU que, d'accord avec l'article 29 de la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie, chapitre 173, S.R.Q. 1941 et amendements, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour dispenser de l'application des règlements provinciaux de plomberie sanitaire toute municipalité où est en vigueur un règlement municipal assurant au public une protection sanitaire au moins équivalente à celle que prévoient ces règlements;

ATTENDU que les municipalités de Montréal, Westmount, Lachine, Montréal Est, Verdun, Ville St-Laurent, Montréal Ouest, Ville Mont-Royal, Montréal Nord, Hampstead, Ville St-Michel, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, St-Hyacinthe et Noranda, possèdent des règlements de plomberie qui remplissent les conditions de l'attendu précédent.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE lesdites municipalités, à savoir: Montréal, Westmount, Lachine, Montréal Est, Verdun, Ville St-Laurent, Montréal Ouest, Ville Mont-Royal, Montréal Nord, Hampstead, Ville

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 818

Quebec, May 22, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING the extension of the decree relating to the furniture industry in the Province of Québec.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the decree number 639, of February 21, 1946, relating to the furniture industry in the Province of Québec, be extended for a period of three (3) months, from June 2, 1947.

(Document "C" annexed to the Order)

19216-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 816

Quebec, May 22, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the enforcement of the provincial sanitary plumbing by-laws.

WHEREAS, pursuant to section 29 of the Pipe Mechanics Act, chapter 173, S.R.Q. 1941, and amendments, the Lieutenant-Governor in Council may pass by-laws to exempt from the enforcement of the provincial sanitary plumbing by-laws any municipality where a municipal by-law is in force which gives the public as much sanitary protection as is provided for in the said by-laws;

WHEREAS the municipalities of Montréal, Westmount, Lachine, Montréal-East, Verdun, Ville St. Laurent, Montréal-West, Ville Mont-Royal, Montréal-North, Hampstead, Ville St-Michel, Québec, Three Rivers, Sherbrooke, St-Hyacinthe and Noranda have plumbing by-laws which comply with the conditions of the foregoing paragraph;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said municipalities, namely: Montréal, Westmount, Lachine, Montréal-East, Verdun, Ville St-Laurent, Montréal-West, Ville Mont-Royal, Montréal-North, Hampstead, Ville

St-Michel, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, St-Hyacinthe et Noranda, soient exemptés des règlements provinciaux de plomberie sanitaire pris en exécution de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

A. MORISSET,
19213-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 818

Québec, le 22 mai 1947.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'Île de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

Que le décret numéro 1343 du 29 mai 1941 et amendements relatif au métier de coiffeur pour dames dans l'Île de Montréal, soit prolongé jusqu'au 7 juin 1948.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
19214-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 818

Québec, le 22 mai 1947.

Présent : Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

SECTION "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de détail dans la cité de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de détail à Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3265 du 6 septembre 1940 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 mars 1947;

ATTENDU QUE des objections ont été formulées contre son approbation et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail :

QUE ledit décret numéro 3265 soit modifié de la façon suivante :

1° Au paragraphe "gg" de l'article II :

a) Les mots "ayant au moins trois employés à l'étalage sous sa direction", sont ajoutés après les mots "en charge du personnel d'étalage", apparaissant dans le premier alinéa.

b) L'alinéa "2" est remplacé par le suivant :

"2. *Étalagiste*.— Le terme "étalagiste" désigne tout employé masculin travaillant exclusivement à l'installation des montres (vitrines), à la décoration commerciale ou dessin, au lettra-

St-Michel, Québec, Three Rivers, Sherbrooke, St-Hyacinthe and Noranda be exempted from the provincial sanitary plumbing by-laws passed under the Pipe Mechanics Act.

A. MORISSET,
19213-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 818

Quebec, May 22, 1947.

Present: The Lieutenant-Gouverneur in Council.

Part "A"

CONCERNING the extension of the decree relating to the ladies hairdressing trade in the Island of Montreal.

IT IS ORDAINED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the decree number 1343, of May 29, 1941, and amendments, relating to the ladies hairdressing trade in the Island of Montreal, be extended until June 7, 1948.

(Document "A" annexed to the Order).

A. MORISSET,
19214-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 818

Quebec, May 22, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

PART "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the retail trade in the City of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail trade of Québec, rendered obligatory by the decree number 3265, of September 6, 1940, and amendments, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 22, 1947;

WHEREAS objections have been made against its approval and they have been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the said decree, number 3265, be amended as follows :

1° In subsection "gg" of section II :

a) The words "with a minimum of three display employees under his direction" are added after the words "in charge of the display staff" which appear in the first paragraph.

b) Paragraph "2" is replaced by the following :

"2. *Displayer*.— The word "displayer" means any male employee doing exclusively the installation of windows, commercial decoration or drawing, the lettering of sign-boards or perfor-

ge des panneaux-réclame ou exécutant tout ouvrage pour fins de réclame et ayant passé avec succès l'examen exigé par le bureau des examinateurs, pour déterminer la qualification de l'étalagiste."

c) Le troisième alinéa est abrogé et remplacé par le suivant:

"3. *Apprenti-étalagiste*:—Le terme "apprenti-étalagiste" désigne tout employé masculin travaillant comme étalagiste, ayant moins de cinq ans d'expérience du métier ou qui n'a pas passé l'examen prévu pour être étalagiste."

2° Au paragraphe "h" de l'article II,

a) les mots "à l'étalage" sont radiés.

b) les mots "et tout salarié du sexe féminin préposé à l'étalage" sont ajoutés à la fin.

3° Au paragraphe "e" de l'article III, les mots "et tout autre jour où l'employeur tient son établissement fermé pour respecter sa religion." sont radiés et remplacés par les suivants: "et tout autre jour où l'employeur ou l'employeur professionnel tient son établissement fermé au public, sans faire travailler tous ses employés réguliers."

4° Au paragraphe "f" de l'article III, les mots "soixante (60) heures" sont remplacés par les mots "cinquante-cinq (55) heures".

5° Au paragraphe "g" de l'article III, les mots "soixante (60) heures" sont remplacés par les mots "cinquante-cinq (55) heures".

6° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "i" de l'article III:

"Si l'employé est congédié ou laisse son emploi pour quelque raison que ce soit avant d'avoir bénéficié des vacances auxquelles il a droit, l'employeur ou l'employeur professionnel doit lui payer, lors de la cessation de l'emploi, l'équivalent de l'argent pour la période des vacances auxquelles l'employé a droit."

7° Le mot "énumérés" apparaissant à la troisième ligne du paragraphe "m" de l'article III est radié et remplacé par le mot "mentionnés".

8° Le premier alinéa de l'article IV est remplacé par les suivants:

"*Tarif des salaires*:—Tout employé dont le travail, ou l'employeur, sont assujettis au présent décret a droit au taux de salaire ci-après établi, suivant la classification d'emploi, pour la semaine régulière ou normale de travail de l'établissement"

Le salaire dont il est ici question ne comprend pas, excepté dans le cas des chefs de rayon, des bonis ou commissions, et il est dû et payable en plus de tous tels bonis ou commissions convenus entre l'employeur et l'employé.

9° Le paragraphe "b" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"Chef-étalagiste..... \$45.00"

10° Le sous-paragraphe 4 suivant est ajouté au paragraphe "e" de l'article IV:

"4.—*Personnel d'étalage*:

Apprenti-étalagiste:—Durant les cinq (5) premières années d'expérience, le salaire est le même que celui des commis réguliers mentionnés au sous-paragraphe 3 ci-dessus.

Étalagiste:—Après avoir complété cinq (5) années d'expérience, tous les salariés masculins de cette catégorie, doivent être payés comme suit:

1/3 Classe C.....	\$28.00
1/3 Classe B.....	30.00
1/3 Classe A.....	32.00"

ming any work for advertising purposes; he shall have undergone successfully the examination required by the Board of Examiners to determine the competency of the displayer."

c) The third paragraph is deleted and replaced by the following:

"3. *Apprentice-displayer*:—The words "apprentice-displayer" mean any male employee working as displayer and having less than five years of experience in the trade or having not undergone the examination required to become a displayer."

2° In subsection "h" of section II,

a) the word "displaying" is deleted.

b) the words "and any female employee committed to the display of goods." are added at the end.

3° In subsection "e" of section III, the words "and any other day the employer keeps his establishment closed to respect his religion" are deleted and replaced by the following: "and any other day on which the employer or professional employer keeps his establishment closed to the public, without making all his regular employees work."

4° In subsection "f" of section III, the words "sixty (60) hours" are replaced by the words "fifty-five (55) hours."

5° In subsection "g" of section III, the words "sixty (60) hours" are replaced by the words "fifty-five (55) hours."

6° The following paragraph is added to subsection "i" of section III:

"If the employee is dismissed or leaves his employ for what reason soever before he has availed himself of the vacation to which he is entitled, the employer or the professional employer shall pay to him at the expiration of the employment an amount equivalent to the remunerations for the period of vacation to which the employee is entitled."

7° The word "énumérés" mentioned in the third line, French version, of subsection "m" of section III is deleted and replaced by the word "mentionnés".

8° The first paragraph of section IV is replaced by the following:

"*Rates of wages*: Every employee whose work, or employer are governed by the present decree is entitled to the wage rates hereafter established, according to the classification of employment, for the regular or standard work week of the establishment.

Wages herein mentioned do not include, except in the case of departmental managers, bonuses or commissions and they are due and payable in excess of such bonuses or commissions agreed upon between the employer and the employee."

9° Subsection "b" of section IV is replaced by the following:

"Head displayer..... \$45.00"

10° The following paragraph 4 is added to subsection "e" of section IV:

"4. *Display staff*:

Apprentice-displayer: During their first five (5) years of experience, the wage rate shall be the same as that of the regular clerks mentioned in the above paragraph 3.

Displayers: At the completion of the five (5) years of experience, the male employees of such category shall be paid as follows:

1/3 Class C.....	\$28.00
1/3 Class B.....	30.00
1/3 Class A.....	32.00

11° Au paragraphe "n" de l'article IV,
a) les mots "qui sont supérieurs à ceux du présent décret" sont ajoutés au premier alinéa, après les mots "que les salaires".

b) l'alinéa suivant est ajouté à la fin dudit paragraphe:

"L'employeur ou l'employeur professionnel ne peuvent compenser par une commission ou autrement le paiement du salaire stipulé au présent décret comme rémunération de l'employé pour son travail. Toute commission ou boni sont réputés être dus en plus du salaire ici déterminé".

12° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "w" de l'article IV:

"Un employeur ne peut avoir d'apprentis à son emploi, s'il n'a pas au moins un homme qualifié du même métier; toutefois, cette règle ne s'applique pas au personnel d'étalage."

13° L'article IV-A est abrogé.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

19215-o

Greffier du Conseil Exécutif.

11o In subsection "n" of section IV:

a) The words "higher than those herein established" are added to the first paragraph, after the words "that the wages".

b) The following paragraph is added at the end of the said subsection:

"The employer or professional employer may not compensate by a commission or otherwise for the payment of the wages stipulated in the present decree as remuneration of the employee for his work. Such commission or bonus shall be considered as due and payable in excess of the wages herein determined."

12o The following paragraph is added to subsection "w" of section IV:

"An employer shall not have apprentices in his employ if he has not at least one qualified employee of the same trade; however, this clause does not apply to the display staff."

13o Section IV-A is deleted.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

19215-o

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

BISHOP ASPHALT PAPERS LIMITED

Règlement N° 7

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de cinq à sept.

"Qu'il soit décrété par les directeurs de la compagnie comme un règlement d'icelle ce qui suit:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, augmenté de cinq à sept.

2. L'article 3 du règlement N° 1 est, par les présentes, révoqué et remplacé par l'article suivant:

"3. Nombre. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de sept directeurs dont quatre formeront quorum pour la transaction des affaires."

Decrété le 23 avril 1947.

Signé au nom et par ordre du bureau de direction.

Le Vice-Président,
ERNEST BISHOP.

Le Secrétaire,
C. P. WYMAN.

19186

Miscellaneous Notices

BISHOP ASPHALT PAPERS LIMITED

By-Law Number 7

A by-law increasing the number of directors from five to seven.

"Be it enacted by the Directors of the Company as a by-law thereof as follows:

1. The number of Directors of the Company is hereby increased from five to seven.

2. Section 3 of By-Law No. 1 is hereby repealed and replaced by the following section:

"3. Number. The affairs of the Company shall be managed by a board of seven directors, four of which shall form a quorum for the transaction of business."

Enacted this 23rd day of April, 1947.

Signed on behalf and by order of the Board.

ERNEST BISHOP,
Vice-President,

C. P. WYMAN,
Secretary.

19186-o

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

RETURNING-OFFICER

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint, by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, Prénoms Name, Christian Names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Montréal-Laurier.....	Lacoste Marc (1)	Avocat — Advocate.....	221 (ouest), rue St-Jacques 221 (West) St. James Street Montreal, Qué.

(1) En remplacement de M. J.-Stanislas Racine, décédé — In place of Mr. J.-Stanislas Racine, deceased.

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, avocat.

19193-o

FRANÇOIS DROUIN, advocate.
Chief Returning-Officer.

19193-o

CORPORATION MUNICIPALE DE CHANDLER
GASPÉ

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement N° 63, ont été tirées au sort :

Dénomination de \$100.00 Nos: C-135 et C-225
Dénomination de \$500.00 Nos: D-20, 97, 108, 129, 158, 165.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er juillet 1947, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

19187-o Le Secrétaire-trésorier,
WILBROD LUCAS,

COMMISSION SCOLAIRE DE GARNIER

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 3 novembre 1940, ont été tirées au sort :

Dénomination de \$100.00: C-65, 107, 114, 119.
Les dites obligations seront remboursables le 1er juillet 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

19188-o Le Secrétaire-trésorier,
LORENZO LEMAY,

COMMISSION SCOLAIRE DE ST-CAMILLE
BELLECHASSE

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises conformément aux dispositions d'une résolution du 27 août 1939, ont été tirées au sort :

Dénomination du \$100.00: C-81, 131, 144, 166.

Les dites obligations au total de \$400.00, sont remboursables le 1er juillet 1947, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

19189-o La Secrétaire-trésorière,
Madame E.-A. MORIN.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le vingt-deux mai 1947, autorisé l'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 14 à changer son nom en celui de "L'Association Catholique des Institutrices de Valleyfield", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 mai 1947.

19190-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

PAROISSE DE L'ASCENSION DE NOTRE-SEIGNEUR

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 36, ont été tirées au sort :

Dénomination de \$100.00: C-3, 6, 11, 22, 26.
Dénomination de \$500.00: D-15, 19, 28, 29, 35.

Les dites obligations seront remboursables le 1er juillet 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

19191-o Le Secrétaire-trésorier,
LORENZO LEMAY

MUNICIPAL CORPORATION OF CHANDLER
GASPÉ

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under authority of By-law No. 63, were drawn by lots:

Denominations of \$100 Nos: C-135 and C-225.
Denominations of \$500 Nos: D-20, 97, 108, 129, 158, 165.

The said bonds will be redeemable on the 1st of July, 1947, the date upon which they shall cease to bear interest.

19187 WILBROD LUCAS,
Secretary-Treasurer.

SCHOOL COMMISSION OF GARNIER

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under resolution of November 3th, 1940, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-65, 107, 114, 119.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of July 1947, from which date they shall cease to bear interest.

19188-o LORENZO LEMAY,
Secretary-Treasurer.

SCHOOL COMMISSION OF ST-CAMILLE
BELLECHASSE

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under the provisions of a resolution of August 27, 1939, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-81, 131, 144, 166.

The said bonds, a total of \$400.00, shall be redeemable July 1, 1947, from which date they will cease to bear interest.

19189 Madame E. A. MORIN,
Secretary Treasurer.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary, on the twenty-second of May, 1947, authorized the "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 14" to change its name of that of "L'Association Catholique des Institutrices de Valleyfield", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Dated at the office of the Provincial Secretary, May 22, 1947.

19190 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

PARISH OF L'ASCENSION DE NOTRE-SEIGNEUR

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 35, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-3, 6, 11, 22, 26.
Denomination of \$500.00: D-15, 19, 28, 29, 35.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of July 1947, from which date they shall cease to bear interest.

19191-o LORENZO LEMAY,
Secretary-Treasurer.

PAROISSE DE ST-CAMILLE-DE-LELLIS
BELLECHASSE

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement N° 99, ont été tirées au sort:
Dénomination de \$100.00: Nos. C-2, 27, 19, 21, 26, 29, 32, 37, 42, 49, 84, 87.

Dénomination de \$130.00: Nos. 1, 6, 9.

Dénomination de \$500.00: Nos. D-32, 43.

Au total de \$2,590.00.

Les dites obligations sont remboursables le 1er juillet, 1947, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,

19192-o E.-A. MORIN.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Collèges Commerciaux Inc." — "The Association of Business Colleges Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt et un mai 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,

19209-o JEAN BRUCHÉSI.

HOME SLIPPERS LIMITED

Règlement N° 4

Un règlement relatif à la distribution de l'actif de la Compagnie proportionnellement entre les actionnaires et à l'abandon de la charte.

SOMMAIRE

Le ou après le 15 juin 1947, l'actif de la compagnie sera distribué en nature au pro rata entre les actionnaires et aucun transfert d'actions ne pourra être fait après le 8ième jour de juin 1947.

Québec, le 26 mai 1947.

Les Procureurs de la Compagnie,

19211-o LAPOINTE, ROBERGE & FORTIER.

BRITISH COAL CORPORATION

Règlement spécial N° 5-A

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs, le quorum aux assemblées des directeurs et modifier le règlement N° 5.

1. Qu'il soit décrété que le nombre des directeurs de cette compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à huit (8); et

2. Que le second paragraphe du règlement N° 5 des règlements de la compagnie soit et il est, par les présentes modifié

a) En y rayant le mot "trois" dans la première ligne et en y substituant le mot "huit"; et

b) En y rayant le mot "deux" dans la deuxième ligne et en y substituant le mot "trois".

Montréal, P. Q., 1er mai 1947.

(Sceau)

Extrait conforme certifié.

BRITISH COAL CORPORATION,

Le Secrétaire-trésorier,

19218 J. W. BENSON.

PARISH OF ST-CAMILLE-DE-LELLIS
BELLECHASSE

DRAWING OF BONDS

The following bonds issued under authority of By-law No. 99, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: Nos. C-2, 17, 19, 21, 26, 29, 32, 37, 42, 49, 84, 87.

Denomination of \$130.00: Nos. 1, 6, 9.

Denomination of \$500.00: Nos. D-32, 43.

A total amount of \$2,590.00.

The said bonds shall be redeemable July 1, 1947, from which date they will cease to bear interest.

E.-A. MORIN.

19192 Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Collèges Commerciaux Inc." — "The Association of Business Colleges Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on May twenty-first, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,

19209 Under Secretary of the Province.

HOME SLIPPERS LIMITED

By-Law No. 4

A By-law to provide for the distribution of the assets of the Company rateably amongst the Shareholders and the surrender of the Charter.

SUMMARY

On or after June the 15th 1947, the assets of the Company shall be distributed in kind pro rata amongst the Shareholders and no transfers of shares shall be made after the 8th of June 1947.

Québec, May the 26th, 1947.

LAPOINTE, ROBERGE & FORTIER,

19211-o Attorneys for the Company.

BRITISH COAL CORPORATION

Special By-Law No. 5-A

A By-Law to increase the number of Directors, the Quorum for Meetings of Directors and to amend By-Law No. 5.

1. Be it enacted that the number of Directors this Company be, and the same is hereby increased from three (3) to eight (8); and

2. That the second paragraph of By-Law No. 5 of the By-Laws of the Company be, and the same is, hereby amended.

a) By deleting therefrom in the first line thereof the word "three" and by substituting therefor the word "eight"; and

b) By deleting therefrom in the second line thereof the word "two" and by substituting therefor the word "three".

Montreal, P. Q. 1st May, 1947.

(Seal)

Certified true extract

BRITISH COAL CORPORATION,

J. W. BENSON,

19218-o Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les règlements Nos I à XXX inclusivement du "Viking Ski Club Inc." ont été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la Province le 26 mai 1947, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), tel que modifié par la Loi 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 28 mai 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

19217 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws Nos. I to XXX inclusive of the "Viking Ski Club Inc." were approved by the Honourable the Provincial Secretary on May 26th, 1947, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, Chapter 276), as amended by the Act 10 George VI, Chapter 20, Section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of May, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

19217-o Under Secretary of the Province.

Province de Québec, — Comté de Chicoutimi

VILLE DE JONQUIÈRE

Rachat par anticipation

Avis public, est par les présentes, donné que conformément aux dispositions du règlement N° 221 de la ville de Jonquière, le solde des obligations actuellement en cours et dues par la susdite ville de Jonquière seront remboursables à compter du 1er juillet 1947.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1947, présenter lesdites obligations, pour paiement aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale à Jonquière, Québec et Montréal, avec tous les coupons d'intérêts non échus.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1947.

Donné à Jonquière, ce vingt-neuvième jour de mai mil neuf cent quarante-sept.

Le Greffier,

19231-o P. E. FORTIN.

Province of Quebec, — County of Chicoutimi.

TOWN OF JONQUIÈRE

Redemption by Anticipation

Public notice is hereby given, that according to stipulations of by-law 221 of the Town of Jonquière, all bonds presently in circulation and due by the aforesaid Town of Jonquière, issued by the said Town, under the authority of said by-law, shall be reimbursable starting July 1st, 1947.

The bearers of the above mentioned bonds, shall on July 1st, 1947, present the said bonds for payment at the branches of Banque Canadienne Nationale in the Towns of Jonquière, Quebec and Montreal, with all unmatured interest coupons.

The said bonds shall cease to bear interest starting July 1st, 1947.

Given at Jonquière, this twenty-ninth day of the month of May nineteen hundred and forty-seven.

P.-E. FORTIN,

19231-o Town-Clerk.

Chartes — Abandon de

McCoy's Limited

McCoy's Limited donne avis qu'elle demandera incessamment au Procureur-général la permission d'abandonner sa charte.

Verdun, le 20 mai 1947.

19194-o Les Procureurs de McCoy's Limited,
BENOIT & BENOIT.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que "Stadium Décosse Limitée", constitué en Corporation par lettres patentes en date du 2 juin 1941, s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, pour demander l'abandon de sa Charte et son annulation à compter de la date qu'il plaira aux dits Procureur Général et Ministre des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce de fixer.

Daté à Hull, ce 24ième jour de mai, 1947.

19195-o Les Procureurs de "Stadium Décosse Limitée"
STE-MARIE & STE-MARIE.

PATATES "CHIPS" FEUILLES D'ÉRABLE LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la Compagnie "Patates" Chips" Feuille d'Erable Limitée" s'adressera au Procureur Général de la Province pour obtenir l'acceptation de l'abandon

Charters — Surrender of

McCoy's Limited

McCoy's Limited gives notice of its application to the Attorney-General for leave to surrender its charter.

Verdun, May 20, 1947.

19194-o BENOIT & BENOIT,
Attorneys for McCoy's Limited.

NOTICE

Notice is hereby given that "Stadium Decosse Limited", incorporated by letters patent dated June 2, 1941, will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, under the provisions of the Quebec Companies' Act, for acceptance of the surrender of its Charter, and the cancellation thereof upon and from a date to be fixed by the said Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Dated at Hull, this 24th day of May, 1947.

19195-o STE-MARIE & STE-MARIE
Attorneys for "Stadium Decosse Limited"

MAPLE LEAF POTATO CHIPS LIMITED

Notice is hereby given that the Company known as "Maple Leaf Potato Chips Limited" will apply to the Attorney General for leave to surrender the charter and its cancellation after

de sa charte et son annulation après telle date que celui-ci jugera à propos de fixer.

Signé et fait à Montréal, ce quinzième jour d'août mil neuf cent quarante-six.

Le Secrétaire,
19219-o P. MARSOLAIS.

such date as he may deem fit to determine.

Made and signed at Montreal, this fifteenth day of August Nineteen hundred and forty-six.

P. MARSOLAIS,
19219-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "The Williams Brothers Construction Company" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois actuelles de cette Province.

L'agent principal de ladite corporation dans la province de Québec, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. W. N. Laidley, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation dans cette Province est établi à 2000 Édifice Aldred, 507 Place d'Armes, dans ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 mai 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19196 JEAN BRUCHÉSI,

Companie Licensed to do Business

Notice is hereby given that "The Williams Brothers Construction Company" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said Corporation in the Province of Quebec for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. W. N. Laidley, of the City of Montreal.

The principal office of the Corporation in this Province is established at 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
19196-o Under Secretary of the Province.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une requête du conseil de la paroisse de St-Georges-Est, comté de Beauce, en date du 3 mars 1947, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code Municipal, il a autorisé, en date du 23 mai 1947 que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 23 mai 1947.

Le Ministre des Affaires municipales,
19197-o BONA DUSSAULT.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that as requested by a petition of the Council of the parish of St. Georges-Est, county of Beauce, dated March 3, 1947, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of May 23, 1947, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, May 23, 1947.

BONA DUSSAULT,
19197 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 271-47.

Québec, le 19 mai 1947.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire d'Ascot, comté de Sherbrooke, à celle de Lennoxville, même comté. Cette annexion s'appliquera aux contribuables protestants seulement.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
19118-21-2-o Par B.-O. FILTEAU.

N° 352-47.

Québec, le 20 mai 1947.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Haldimand, comté de Gaspé-Sud,

Department of Education

No. 271-47.

Quebec, May 19, 1947.

Application is made to annex the school municipality of Ascot, county of Sherbrooke, to that of Lennoxville, same county. Such annexation to apply to Protestant tax-payers only.

The Superintendent of Education,
19118-21-2 Per B.-O. FILTEAU.

No. 352-47.

Quebec, May 20, 1947.

Application is made to annex the school municipality of Haldimand, county of Gaspé-South,

pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire du village de Gaspé, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
19119-21-2-o Par B.-O. FILTEAU.

N° 503-47.

Québec, le 22 mai 1947.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire catholique de la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, la municipalité scolaire de Ste-Jérusalem, dans son entité et les lots 724 à 733 ainsi que les lots 792 à 799 inclusivement du canton de Chatham qui seront détachés de la municipalité scolaire de Brownsburg.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
19121-21-2-o Par B.-O. FILTEAU.

N° 467-47.

Québec, 16 mai 1947.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants, seulement, la municipalité scolaire de Tingwick à celle de Shipton, dans le comté de Richmond.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
19122-21-2-o Par B.-O. FILTEAU.

N° 1267-38

Québec, le 22 mai 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 mai 1947, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Ville de Belleterre", comté de Témiscamingue, le territoire de ladite Ville, tel qu'érigé par 6 Geo. VI, chapitre 59.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
19198-o J.-P. LABARRE.

N° 121-47

Québec, le 22 mai 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 mai 1947, d'annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Catherine d'Alexandrie, comté de Laprairie, les lots 600 à 603, 605, 607 et 608, tous inclusivement, et les parties du lot 606 appartenant à Albert Beaudin, Joseph Leduc, Toussaint Barbeau, Rose-Emma Surprenant, et les parties du lot 609 appartenant à Victor Barbeau et Victor Surprenant et les parties du lot 604 appartenant à Roger Lamarche et O. Théoret, qui furent détachés de la municipalité scolaire de la paroisse de Laprairie, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1947.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
19199-o J.-P. LABARRE.

N° 81-37

Québec, le 22 mai 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 mai 1947, de détacher de la municipalité scolaire de St-François Régis, comté de Labelle, les lots 1 à 30 inclusivement des rangs VI et VII du canton Rochon et de les annexer à celle de Châte St-Philippe, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
19200-o J.-P. LABARRE.

for Protestants only, to the school municipality of the village of Gaspé, same county.

The Superintendent of Education,
19119-21-2 Par B.-O. FILTEAU.

No. 503-47.

Quebec, May 22, 1947.

Application is made to annex to the Catholic school municipality of the town of Lachute, county of Argenteuil, the school municipality of Ste-Jérusalem in its entirety, and lots 724 to 733 and also lots 792 to 799 inclusively of the township of Chatham, which shall be detached from the school municipality of Brownsburg.

The Superintendent of Education,
19121-21-2 Per B.-O. FILTEAU.

No. 467-47.

Quebec, May 16, 1947.

Application is made to annex, for Protestants only, the school municipality of Tingwick, to that of Shipton, in the county of Richmond.

The Superintendent of Education,
19122-21-2 Per B.-O. FILTEAU.

No. 1267-38

Quebec, May 22, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated May 14, 1947, to erect into a separate school municipality, under the name of "Ville de Belleterre" county of Témiscamingue, the territory of the said town as erected by 6 Geo. VI, chapter 59.

J. P. LABARRE,
19198 Superintendent of Education.

No. 121-47

Quebec, May 22nd, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated May 14, 1947, to annex to the school municipality of Sainte-Catherine d'Alexandrie, county of Laprairie, lots 600 to 603, 605, 607 and 608, all inclusively, and the parts of lots 606 belonging to Albert Beaudin, Joseph Leduc, Toussaint Barbeau, Rose-Emma Surprenant, and the parts of lot 609 belonging to Victor Barbeau and Victor Surprenant and the parts of lot 604 belonging to Roger Lamarche and O. Théoret, which were detached from the school municipality of the parish of Laprairie, in the same county.

The said order in council to take effect from the 1st of July, 1947.

J. P. LABARRE,
19199 Superintendent of Education.

No. 81-37

Quebec, May 22, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by order in council dated May 14, 1947, to detach from the school municipality of St-François Régis, county of Labelle, lots 1 to 30 inclusively of ranges VI and VII of the township Rochon, and to annex them to that of Châte St-Philippe, same county.

J. P. LABARRE,
19200 Superintendent of Education.

N° 1118-46

Quebec, le 29 mai 1947.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 14 mai 1947, d'ériger en municipalité scolaire distincte — pour les protestants seulement — sous le nom de "Gatineau, le territoire borné comme suit qui est détaché de la municipalité scolaire de Templeton-Ouest, dans le comté de Gatineau, savoir:

Au Nord, par la ligne de séparation entre le 1er et le 2e rangs de Templeton-Ouest; à l'Est par la ligne municipale entre Templeton-Est et Templeton-Ouest; au Sud par la ligne interprovinciale Québec-Ontario; à l'Ouest par la route Paiement de la limite Nord jusqu'à la Rivière Ottawa, incluant tout le territoire de l'Île Kettle.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
19236-o J.-P. LABARRE.

N° 568-46

Quebec, le 29 mai 1947

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 22 mai 1947, de détacher de la municipalité scolaire d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, et de l'annexer, pour les catholiques seulement, à celle de Stukely-Nord, comté de Shefford, le territoire ci-dessous décrit et borné au Nord par le Canton Brompton, à l'Ouest par le Canton Stukely et la ligne Ouest de l'Île portant le N° 1091, au Sud par la ligne de division entre les lots originaux 16, 17 à travers les rangs 14, 15, 16, 17, 18 à l'Est par la ligne de division entre les rangs 13 et 14 et son prolongement à travers le lac Brompton, et ce conformément aux dispositions de l'article 73, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec 1941.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1947.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
19237-o J.-P. LABARRE.

N° 231-38

Quebec, le 29 mai 1947.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Dufresnoy, comté de l'Abitibi-Ouest, en celui de "Dalembert".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
19238-22-2-o J.-P. LABARRE.

N° 577-47

Quebec, le 29 mai 1947.

Demande est faite de détacher des municipalités scolaires de York et de Douglastown, comté de Gaspé-Sud, les lots suivants, tous inclusivement, pour les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Albert, dans le même comté.

Les lots A, B, C et 1 à 7 du rang 1 du canton de York; 1 à 24 du rang 2 du même canton; A-11 du rang 2 nord du même canton; A, B et C du rang 1 du canton Douglas West; A-11 du deuxième rang du canton Douglas West.

Le nom de la municipalité scolaire de Saint-Albert sera changé en celui de la municipalité scolaire catholique de Gaspé, comté de Gaspé-Sud.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
19240-22-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1118-46

Quebec, May 29, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by order in council dated May 14, 1947, to erect into a separate school municipality — for Protestants only — under the name of "Gatineau", the territory bounded as follows which is detached from the school municipality of West Templeton, in the county of Gatineau, to wit:

On the north by the division line between the 1st and 2nd ranges of West Templeton; on the east by the municipal line between East Templeton, and West Templeton; on the south by the Quebec-Ontario interprovincial line; on the west by the "Paiement" road from the north limit to the Ottawa River, including all the territory of Kettle Island.

J. P. LABARRE,
19236 Superintendent of Education.

No. 568-46

Quebec, May 29, 1947.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated May 22, 1947, to detach from the school municipality of Orford, in the county of Sherbrooke, the territory hereinafter described, and to annex it, for Catholics only, to that of North Stukely, county of Shefford, to wit: bounded on the north by the Township Brompton, on the west by the Township of Stukely and the west line of the Island bearing No. 1091, on the south by the division line between original lots 16, 17 across ranges 14, 15, 16, 17, 18 on the east by the division line between ranges 13 and 14 and its prolongation across Lake Brompton, and such in conformity with the provisions of section 73, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

This order in council to take effect on the first of July, 1947.

J. P. LABARRE,
19237 Superintendent of Education.

No. 231-38

Quebec, May 29, 1947.

Application is made to change the name of the school municipality of Dufresnoy, county of Abitibi-West, to that of "Dalembert".

J.-P. LABARRE,
19238-22-2 Superintendent of Education.

No. 577-47

Quebec, May 29, 1947.

Application is made to detach from the school municipalities of York and Douglastown, county of Gaspé-South, the following lots, all inclusively, so as to annex them to the school municipality of Saint-Albert, in the same county.

Lots A, B, C and 1 to 7 of range 1 of the township of York; 1 to 24 of range 2 of the same township; A-11 of North range 2 of the same township; A, B and C of range 1 of the township of West Douglas; A-11 of the second range of the township of West Douglas.

The name of the school municipality of Saint-Albert to be changed to that of the Catholic School Municipality of Gaspé, county of Gaspé-South.

J.-P. LABARRE,
19240-22-2 Superintendent of Education.

N° 581-47

Québec, le 29 mai 1947.

No. 581-47

Quebec, May 29, 1947.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Massé & Ouimet, dans le comté de Rimouski, en celui de "Les Hauteurs".

Application is made to change the name of the school municipality of Massé & Ouimet, in the county of Rimouski, to that of "Les Hauteurs".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
19239-22-2-o J.-P. LABARRE.

J.-P. LABARRE,
19239-22-2 Superintendent of Education.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF SAINT FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de juillet 1947 — Examinations of July, 1947

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Lanctot.....	Denis	20	Sherbrooke	Séminaire Saint-Charles Borromée

Sherbrooke, le 22 mai 1947 — Sherbrooke, May 22, 1947.

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,
RICHARD CRÉPEAU,
Secretary of the Bar of Saint Francis.

19220-22-2-o

Greffes de Notaires

Notarial Records

Avis est, par le présent, donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par Me Joseph Cyprien St-Pierre, notaire, demeurant et pratiquant à Granby, district de Bedford, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me J.A. Druin, notaire décédé, qui pratiquait à Granby, district de Bedford.

Québec, 28 mai 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19223-22-5-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Joseph Cyprien St-Pierre, notary, residing and practising at Granby, district of Bedford, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me J.A. Druin, deceased notary, who practised at Granby, district of Bedford.

Quebec, May 28, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
19223-22-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 10 avril 1947

M. Charles-Ed. Deschesnes, marchand, de Sainte-Flore, Cté St-Maurice: juge de paix pour le district judiciaire des Trois-Rivières.

MM. Lévis Frigon, de Pentecôte, Cté Saguenay: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; Louis Pascale, barbier, 2043 rue Belgrave, Lucien Lafortune, comptable, 110 rue St-Paul Est, Antonio Lebœuf, employé municipal, 6157 rue Hamilton, Ville Emard, tous trois de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; C.-A. Plante, examinateur senior à la Commission du service civil, 182 rue Richelieu, Québec: juge de paix avec juridiction sur toute la province

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, April 10, 1947.

Mr. Charles Ed. Deschesnes, merchant, of Sainte-Flore, county of St. Maurice: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Trois-Rivières.

Messrs. Lévis Frigon, of Pentecôte, county of Saguenay: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; Louis Pascale, barber, 2043 Belgrave Street, Lucien Lafortune, accountant, 110 St-Paul Street East, Antonio Lebœuf, municipal employee, 6157 Hamilton Street, Ville Emard, all three of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; C.-A. Plante, senior examiner of the Civil Service Commission, 182 Richelieu Street, Que-

de Québec; Gérard St-Laurent, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de Causapsal, Cté Matapédia: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Adalbert Gonthier, commis, de Ste-Anne-des-Monts: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé: Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Raoul Grégoire, greffier de la Cour de magistrat à Val d'Or: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoena et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

Québec, 24 avril 1947

M. J.-W. Bourque, de Lac Mégantic, greffier de la Cour de magistrat et greffier de la Cour de circuit du comté de Frontenac: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur les districts judiciaires de Beauce et de St-François; telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoena et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

MM. Maurice Laberge, marchand de fourrures, Adrien Robert, comptable, et David H. Reid, cultivateur, tous trois de Châteauguay Village, Cté Châteauguay: juges de paix pour le district judiciaire de Beauharnois.

MM. Luc-Ovide Morneau, cultivateur et secrétaire-trésorier de la Commission scolaire de Lac-des-Aigles, Cté Rimouski, et Wilfrid Gagnon, cultivateur, de St-Guy, Cté Rimouski: juges de paix pour le district judiciaire de Rimouski.

M. Joseph Gosselin, cultivateur, de St-Méthode, Cté Roberval: juge de paix pour le district judiciaire de Roberval.

M. J.-H. Labrosse, gardien, de la Ville de Duparquet, Cté Abitibi: juge de paix pour le district judiciaire d'Abitibi.

M. Carl W. Train, ingénieur pour la Beattie Gold Mines Quebec Ltd., de la Ville de Duparquet, Cté Abitibi: juge de paix pour le district judiciaire d'Abitibi.

MM. Albert Doré, épiciier-boucher, 1000, rue Laurier Ouest, Benjamin Poirier, comptable, 320, Parc Sir Georges-Étienne Cartier, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Amédée Demers, jr., gérant général de la Komo Construction Ltée, 1797, Chemin Gomin, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay, et J.-Arthur Marois, évaluateur

de Québec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Gérard St-Laurent, inspector for the Old Age Pensions Commission, of Causapsal, county of Matapédia: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Adalbert Gonthier, clerk, of Ste-Anne-des-Monts: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Raoul Grégoire, clerk of the Magistrate's Court at Val d'Or: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; such jurisdiction, however, to be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas and warrants of custody, and also the receiving of surties and adjournment of cases, either alone, when the law permits, or with another Justice of the Peace, when the law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Quebec, April 24, 1947.

Mr. J. E. Bourque, of Lake Megantic, clerk of the Magistrate's Court and Clerk of the Circuit Court for the County of Frontenac: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial districts of Beauce and St. Francis; such jurisdiction, however, to be restricted to the swearing of complaints, the issue of arrest and search warrants, writs of summons, subpoenas, and warrants of custody, and also the receiving of, sureties and adjournment of cases, either alone when the law permits, or with another Justice of the Peace when the law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Messrs. Maurice Laberge, fur merchant, Adrien Robert, accountant, and David H. Reid, farmer, all three of Châteauguay Village, county of Châteauguay: to be Justices of the Peace for the judicial district of Beauharnois.

Messrs. Luc Ovide Morneau, farmer and secretary-treasurer of the School Commission of Lac-des-Aigles, county of Rimouski, and Wilfrid Gagnon, farmer, of St-Guy, county of Rimouski: to be Justices of the Peace for the judicial district of Rimouski.

Mr. Joseph Gosselin, farmer, of St-Méthode, county of Roberval: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Roberval.

Mr. J. H. Labrosse, watchman, of the Town of Duparquet, county of Abitibi: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Abitibi.

Mr. Carl W. Train, engineer for the Beattie Gold Mines Quebec Ltd., of the Town of Duparquet, county of Abitibi: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Abitibi.

Messrs. Albert Doré, grocer-butcher, 1000 Laurier Street West, Benjamin Poirier, accountant, 320 Sir Georges-Étienne Cartier Park, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Amédée Demers, Jr., general manager of the Komo Construction Ltée, 1797 Gomin Road, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay,

5452, Grovehill Place, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec: Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

and J. Arthur Marois, assessor, 5452 Grovehill Place, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, 14 mai 1947

Quebec, May 14, 1947.

M. Anatole Carignan, de la cité de Lachine: curateur public dans toute la province, à compter du 16 mai 1947.
19224-0

Mr. Anatole Carignan, of the city of Lachine; to be Public Curator throughout the Province, as from May 16, 1947.
19224

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU QUE l'article 3 de la loi II George VI, chapitre 73, intitulée "Loi concernant les ventes à tempérament" décrète que ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu de fixer au 15 août 1947 la date de la mise en vigueur de cette loi.

A CES CAUSE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans l'arrêté en conseil numéro 843, du 28 mai 1947, et conformément aux dispositions de l'article 3 de la Loi concernant les ventes à tempérament (II George VI, chapitre 73), Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur de la loi II George VI, chapitre 73, intitulée "Loi concernant les ventes à tempérament" soit fixée au 15 août 1947.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le Grand Sceau de Notre province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la Province,
19243-0 JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS section 3 of the Deputy Attorney General. { Act II George VI, chapter 73, intitled "An Act respecting instalment Sales", enacts that the said Act will come into force on the date it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation;

WHEREAS it is now expedient to fix to the 15th of August, 1947, the date of the coming into force of the said Act;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in the order in council N°. 843, of the 28th of May, 1947, and pursuant to the provisions of section 3 of the Act respecting instalment sales (II George VI, chapter 73), We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the date of the coming into force of the Act II George VI, chapter 73, intitled "An Act respecting instalment sales" be fixed to the 15th of August, 1947.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty ninth day of May, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty seven, and the eleventh year of Our Reign.

By command.

19243 JEAN BRUCHÉSI, Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU QUE l'article 3 de la loi II George VI, chapitre 25, intitulée "Loi concernant le greffe des Cours de jeunes délinquants" décrète que ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer par proclamation; ATTENDU qu'il y a maintenant lieu de fixer au 1er juillet 1947 la date de la mise en vigueur de cette loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans l'arrêté en conseil numéro 842, du 28 mai 1947, et conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi concernant le greffe des Cours de jeunes délinquants (II George VI, chapitre 25). Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur de la loi II George VI, chapitre 25, intitulée "Loi concernant le greffe des Cours de jeunes délinquants" soit fixée au 1er juillet 1947.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourraient concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, tous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le Grand Sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
1924-0 JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'article 69 de la loi II George VI, chapitre 72, intitulée "Loi instituant l'enregistrement par

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these present shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS section 3 of the Act II George VI, chapter 25, intituled "An Act concerning the Office of the Juvenile Delinquents Courts" enacts that the said Act will come into force on the date it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation; WHEREAS it is now expedient to fix to July 1, 1947, the date of the coming into force of the said Act.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council number 842, of May 28, 1947, and in conformity with the provisions of section 3 of the Act concerning the office of the Juvenile Delinquents Courts, (II George VI, chapter 25). We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the date of the coming into force of the Act II George VI, chapter 25, intituled: "An Act concerning the Office of the Juvenile Delinquents Courts" be fixed to July 1, 1947.

OF ALL OF WHICH OUR Loving subjects and all others whom these present may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twentieth day of May, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,
19242 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS section 69 of the Act II George VI, chapter 72, intituled "An Act respecting the registration by deposit with respect

dépôt à l'égard de certains actes" décrète que ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU que l'article 21 de la loi II George VI, chapitre 71, intitulée "Loi modifiant le Code civil" décrète que les articles 6, 7, 8 et 11 de ladite loi entreront en vigueur à la date qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer par proclamation;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au 1er septembre 1947 la date de l'entrée en vigueur de la loi II George VI, chapitre 72 et des articles 6, 7, 8 et 11 de la loi II George VI, chapitre 71;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret portant le numéro 699, en date du 14 mai 1947, et conformément aux dispositions de l'article 69 de la loi II George VI, chapitre 72, ainsi qu'aux dispositions de l'article 21 de la loi II George VI, chapitre 71, Nous avons décrété et ordonné et par les présentes décrétons et ordonnons que l'entrée en vigueur de la loi II George VI, chapitre 72 "Loi instituant l'enregistrement par dépôt à l'égard de certains actes", ainsi que les articles 6, 7, 8, et 11 de la loi II George VI, chapitre 71 "Loi modifiant le Code civil," soit fixée au 1er septembre 1947.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce dix-neuvième jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

19201-0

JEAN BRUCHÉSI.

to certain rights" enacts that the said Act shall come into force on such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation;

WHEREAS section 21 of the Act II George VI, chapter 71, intituled "An Act to amend the Civil Code", enacts that sections 6, 7, 8 and 11 of the said Act shall come into force on such date as the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to fix by proclamation;

WHEREAS it is expedient to fix to the 1st of September, 1947, the date of the coming into force of the Act II George VI, chapter 72 and of sections 6, 7, 8 and 11 of the Act II George VI, chapter 71;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order bearing No. 699, dated May 14, 1947, and in conformity with the provisions of section 69 of the Act II George VI, chapter 72, and also the provisions of section 21 of the Act II George VI, chapter 71, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the coming into force of the Act II George VI, chapter 72 "An Act respecting the registration by deposit with respect to certain rights", and also sections 6, 7, 8 and 11 of the Act II George VI, chapter 71 "An Act to amend the Civil Code", be fixed to the 1st of September, 1947.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this NINETEENTH day of MAY, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

19201

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Canada, province de Québec, district de Montmagny.

LES MEUBLES BOULET LIMITÉE
BOULET FURNITURE LIMITED

Avis est donné que "Les Meubles Boulet Limitée — Boulet Furniture Limited" constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant Gouverneur de la Province de Québec en date du vingt-cinquième jour d'avril 1947, et ayant son bureau principal en la Ville de Montmagny, district de Montmagny, a établi son bureau à Montmagny, P. Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montmagny, P.Q. ce vingt-huitième jour d'avril 1947.

(Sceau)
19205-0

Le Président,
EDGAR BOULET.

Head Offices

Canada, Province of Quebec, district of Montmagny

LES MEUBLES BOULET LIMITÉE
BOULET FURNITURE LIMITED

Notice is given that "Les Meubles Boulet Limitée — Boulet Furniture Limited", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of April, 1947, and having its head office in the Town of Montmagny, district of Montmagny, has established its office at Montmagny, P. Q.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montmagny, P. Q., this twenty-eighth day of April, 1947.

(Seal)
19205

EDGAR BOULET,
President.

HATLEY FARM LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Hatley Farm Limited, constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 février 1945, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, province de Québec, a établi son siège social au bureau de son procureur, Harry E. Grundy, 70 rue Wellington Nord, Sherbrooke.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Sherbrooke, Qué., le 15 mai 1947.

19202 Le Président,
TALBOT J. TAYLOR Jr.

HATLEY FARM LIMITED

Notice is hereby given that Hatley Farm Limited incorporated by Letters Patent on the 3rd day of February, 1945, and having its head office in the City of Sherbrooke, in the Province of Quebec, has established its office at the office of its solicitor, Harry E. Grundy, 70 Wellington St. North, Sherbrooke.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sherbrooke, Que., this fifteenth day of May, 1947.

19202-o TALBOT J. TAYLOR Jr.
President.

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL
D'UNE COMPAGNIE

Avis est donné que la compagnie "Imprimerie Garceau, Limitée", — "Garceau Printing, Limited", constituée en corporation par lettres patentes, sous la première partie de la loi des compagnies de Québec, en date du 11 avril 1947, a établi son bureau en la Ville de Coaticook, P. Qué.

A compter de la date des présentes, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Coaticook, ce 16 mai 1947.

19203-o Le Président,
WILFRID GARCEAU.

NOTICE OF THE SITUATION OF THE
HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the "Garceau Printing, Limited", company incorporated by letters patent, under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on April 11th 1947, has established its head office in the Town of Coaticook, P. Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Coaticook, this 16th day of May 1947.

19203-o WILFRID GARCEAU,
President.

Avis est donné que la compagnie Inter-American Fisheries Limited, constituée en corporation en date du 1er mai 1947 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1405 de la rue Peel.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19ième jour de mai 1947.

19204-o Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ.

Notice is hereby given that Inter-American Fisheries Limited, incorporated by Letters Patent on the first day of May, 1947, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 1405 Peel Street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 19th day of May, 1947.

19204-o MARCEL PICHÉ,
Secretary.

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL
DE LA COMPAGNIE "GENERAL REFRIGERATION
EQUIPMENT LTD."

Avis est donné que la Compagnie "General Refrigeration Equipment Ltd." constituée en corporation par lettres patentes, en date du 5ième jour de mars 1947, et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, a établi son bureau au N° 2177 est, rue Ste-Catherine.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24 avril 1947.

19210-o GEORGE McGUIRK,
C. E. PIGEON.

NOTICE OF THE SITUATION OF THE HEAD OFFICE
OF THE COMPANY "GENERAL REFRIGERATION
EQUIPMENT LTD."

Notice is given that the company "General Refrigeration Equipment Ltd.", incorporated by letters patent, bearing date the fifth day of March, 1947, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 2177 St. Catherine Street East.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, April 24, 1947.

19210 GEORGE McGUIRK,
C. E. PIGEON.

Soumissions

Canada, Province de Québec

CITÉ DE SILLERY

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-

Tenders

Canada, Province of Quebec

CITY OF SILLERY

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "tenders for bonds" will be received by the undersigned until 8½ o'clock in

signé, jusqu'à 8 heures et demie de l'après-midi, lundi le 16 juin 1947 pour l'achat de \$203,200. d'obligations de la Cité de Sillery, datées du 1er juin 1947 et remboursables en série du 1er juin 1948 au 1er juin 1967 inclusivement avec intérêt à 2½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à Québec ou à Montréal.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra comprendre les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil, qui sera tenue lundi le 16 juin 1947 à 8 heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville de Sillery.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Donné en la Cité de Sillery; ce 31 mai, 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
CHARLES LANGLOIS, I.P.

19221-0

Province de Québec — Comté de Drummond

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CITÉ DE DRUMMONDVILLE

Demande de soumissions

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées, "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à vendredi le 20 juin 1947 à 5 heures p.m., pour l'achat de \$185,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles, pour la municipalité de la cité de Drummondville.

Ces obligations seront datées du 1er juin 1947 et remboursables en série durant 15 ans, suivant le tableau ci-après:

1	\$10,000.00
2	10,500.00
3	11,000.00
4	11,000.00
5	11,500.00
6	12,000.00
7	12,000.00
8	12,000.00
9	13,000.00
10	13,000.00
11	13,000.00
12	13,500.00
13	14,000.00
14	14,000.00
15	14,500.00

L'intérêt sur ces obligations sera payable, au taux de 2½%, semi-annuellement les 1er juin et décembre de chaque année, de même que le capital, à Drummondville, Québec ou Montréal, à la banque mentionnée dans les résolutions autorisant cette émission.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212, S.R.Q. 1941, être rachetées par anticipation en totalité ou en partie, au pair, à toutes dates d'échéances d'intérêts. Cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros plus élevés.

the afternoon, Monday the 16th of June 1947, for the purchase of an issue of \$203,200 of bonds of the City of Sillery, dated June 1st 1947, and redeemable serially from June 1st 1948 to June 1st 1967 inclusively, with interest at the rate of 2½% per annum, payable semi-annually on the 1st of June and on the 1st of December of each year.

Capital and interest are payable at Quebec or Montreal.

The said bonds are, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and the tender must include accrued interests on the bonds, at the time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 16th of June 1947 at 8 o'clock in the afternoon, at the City Hall of Sillery.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Given in the City of Sillery, this 31th day of May, 1947.

CHARLES LANGLOIS, P.E.,
Secretary-Treasurer.

19221-0

Province of Quebec — County of Drummond

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE CITY OF DRUMMONDVILLE

Application for Tenders

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, until Friday, June 20, 1947, at 5 o'clock p.m., for the purchase of \$185,000 of bonds of the school commissioners for the municipality of the city of Drummondville.

These bonds shall be dated June 1st, 1947, and redeemable serially, during 15 years, according to the following table:

1	10,000.00
2	10,500.00
3	11,000.00
4	11,000.00
5	11,500.00
6	12,000.00
7	12,000.00
8	12,000.00
9	13,000.00
10	13,000.00
11	13,000.00
12	13,500.00
13	14,000.00
14	14,000.00
15	14,500.00

Interest on said bonds shall be payable at the rate of 2½%, semi-annually, on the 1st of June and December of each year, as also the capital, at Drummondville, Quebec or Montreal, at the bank mentioned in the resolutions authorizing such issue.

These bonds may, under authority of chapter 212 R.S.Q. 1941, be redeemed by anticipation in whole or in part, at par at any interest payment date. However, if such redemption be partial it shall be in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront prises en considération, à une séance qui sera tenue samedi le 21 juin 1947, à 4 heures de l'après-midi, au bureau du secrétaire-trésorier, au numéro 140, rue Hériot à Drummondville.

La Commission scolaire se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Datée à Drummondville, ce 27 mai 1947.

Signé: Le Secrétaire-trésorier,

19222-0

GASTON RINGUET.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the accrued interest is or is not included in the price of the tender.

The tenders will be taken into consideration, at a meeting to be held on Saturday, June 21, 1947, at 4 o'clock in the afternoon, at the office of the Secretary-Treasurer, at number 140 Hériot Street, Drummondville.

The School Commission reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Dated at Drummondville, May 27, 1947.

Signed: GASTON RINGUET,

19222

Secretary-Treasurer.

Ventes pour taxes

Province de Québec

COMTÉ DES ÎLES DE LA MADELEINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné, F. A. Painchaud, Secrétaire-Trésorier du Comité des Îles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice à Havre-Aubert, MERCREDI, le DEUXIÈME jour de JUILLET 1947, à DIX heures A. M., pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais avant la vente, savoir:

DANS LA MUNICIPALITÉ DE HAVRE-AUX-MAISONS

Comme appartenant à David Arseneau ou semblant lui appartenir, et étant occupé par Vve Alex. D. Arseneau, un lot de terre connu au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Alright, comme faisant partie du lot 152, contenant un acre en superficie, avec bâtisses dessus construites. Taxes Municipales: \$4.90; Taxes Scolaires: \$13.68 Total: \$18.58.

Comme appartenant à Enérie A. Arseneau, deux lots de terre connus au même plan sous les numéros 151 contenant deux acres et 154 contenant trois acres, le dit lot 154 étant connu au Bureau d'enregistrement comme subdivision 228 avec bâtisses dessus construites. Taxes Municipales: \$21.45; Taxes scolaires: \$69.72; Total: \$91.17.

Comme appartenant à Elie Arseneau ou semblant lui appartenir et étant occupé par Daniel E. Turbide, trois lots de terre connus au même plan sous les numéros 162 contenant $5\frac{1}{4}$ acres, 76 contenant $5\frac{3}{4}$ acres et 75 contenant 5 acres, avec bâtisses dessus construites. Taxes Municipales: \$6.30; Taxes Scolaires: \$20.16; Total: \$26.46.

Comme appartenant à Clément Turbide ou semblant lui appartenir et étant occupé par Désiré Turbide, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 86 contenant 9 acres avec bâtisses dessus construites. Taxes Municipales \$7.35; Taxes Scolaires: \$28.09; Total \$35.44

Comme étant occupé par Will L. Thériault, le propriétaire étant actuellement inconnu, deux lots de terre connus au même plan sous les numéros 103-A contenant $2\frac{1}{4}$ acres et 176-A conte-

Sales for Taxes

Province of Quebec

COUNTY OF MAGDALEN ISLANDS

Public notice is hereby given by the undersigned F. A. Painchaud, Secretary-Treasurer of the County of Magdalen Islands, that the immovables hereafter mentioned will be sold by public auction at the Court House at Havre-Aubert WEDNESDAY the SECOND day of JULY 1947, at TEN o'clock a.m. for Municipal and School taxes due upon these immovables, unless the same be paid with cost before the sale, to wit:

IN THE MUNICIPALITY OF HAVRE-AUX-MAISONS

As belonging to David Arseneau or supposed to belong to him, and being occupied by Vve. Alex. D. Arseneau, one lot of land known on the official plan and book of reference of Alright Island, as forming part of the lot 152, containing one acre, in area, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$4.90; School taxes \$13.68; Total: \$18.58.

As belonging to Enérie A. Arseneau, two lots of land known on the same plan under numbers 151 containing two acres and 154 containing three acres, the said lot 154 being known in the Registry Office as subdivision 228 with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$21.45; School taxes: \$69.72; Total: \$91.17.

As belonging to Elie Arseneau or supposed to belong to him and being occupied by Daniel E. Turbide, two lots of land known on the same plan under the numbers 162 containing $5\frac{1}{4}$, 76 containing $5\frac{3}{4}$ and 75 containing 5 acres, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$6.30; School taxes: \$20.16; Total: \$26.46.

As belonging to Clément Turbide or supposed to belong to him, and being occupied by Désiré Turbide, one lot of land known on the same plan under the number 86 containing 9 acres with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$7.35; School taxes: \$28.09; Total \$35.44

As being occupied by Will L. Thériault, the proprietor being actually unknown, two lots of land known on the same plan under the numbers 103-A containing $2\frac{1}{4}$ acres and 176-A containing

nant 1¼ acre. Taxes Municipales: \$1.27; Taxes Scolaires: \$4.76; Total: \$6.03

Comme appartenant à Hypolite Poirier ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 139 contenant 10¼ acres avec bâtisses dessus construites, occupé par Théofred Poirier. Taxes Municipales: \$10.01 Taxes Scolaires: 32.50; Total: \$42.51.

Comme appartenant à Hypolite et Redgie Arseneau, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 85 du lot 188 contenant 17½ acres, avec bâtisses dessus construites. Taxes Municipales: \$15.11; Taxes Scolaires: \$55.66 Total: \$70.77.

Comme appartenant à Léon Poirier ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 164 contenant 2¼ acres, occupé par Philias Loiseau. Taxes Municipales: \$0.84; Taxes Scolaires: \$1.08; Total: \$1.92.

DANS LA MUNICIPALITÉ DE GROSSE ISLE

Comme appartenant à succession Alfred Rankin ou semblant lui appartenir, deux lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi officiels de Grosse Isle, sous le numéro 8 contenant 4a. 3v. 20 p. et subdivision 24 du lot 13 contenant 4a. 2v. 28p.

Aussi un lot de terre connu au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Coffin sous le numéro 40-A contenant 61 acres. Taxes Municipales: \$9.42; Taxes Scolaires: 0.00; Total: \$9.42.

Comme appartenant à succession Howard McPhail ou semblant lui appartenir, trois lots de terre connus au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Coffin, sous les numéros 5 contenant 97 acres, 28 contenant 52 acres et 29 contenant 52 acres. Taxes Municipales: \$3.70; Taxes Scolaires: 0.00; Total: \$3.70.

DANS LA MUNICIPALITÉ DE HAVRE-AUBERT

Comme appartenant à Gilette Giffard ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Amherst, sous la subdivision 121 du lot 268 contenant 1a. 1v. 0p. Taxes Municipales: \$1.00; Taxes Scolaires: 0.00; Total: \$1.00.

Comme appartenant à René Giffard ou semblant lui appartenir, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 120 du lot 268 contenant 1a. 1v. 0p. Taxes Municipales: \$1.00 Taxes Scolaires: 0.00; Total: \$1.00.

Comme appartenant à Succession Mélanie Landry et étant occupé par Paul Painchaud, un lot de terre connu au même plan comme faisant partie du lot 81, contenant 3a. 3v. 0p. Taxes Municipales: \$0.35; Taxes Scolaires: 0.00; Total: \$0.35

DANS LA MUNICIPALITÉ DE L'ÉTANG-DU-NORD

Comme appartenant à Édouard C. Bourque, un lot de terre connu au plan et livre de renvoi officiels de l'Île Grindstone, sous la subdivision 458 du lot 215, contenant 4a. 3v. 0p. Taxes Municipales: \$14.52; Taxes Scolaires: 0.00; Total: \$14.52.

Comme appartenant à William Boudreau & al, un lot de terre connu au même plan sous la

1¼ acre. Municipal taxes: \$1.27; School taxes \$4.76; Total: \$6.03.

As belonging to Hypolite Poirier or supposed to belong to him, one lot of land known on the same plan under the number 139 containing 10¼ acres with buildings thereon erected, occupied by Théofred Poirier. Municipal taxes: \$10.01; School taxes: \$32.50; Total: \$42.51.

As belonging to Hypolite and Redgie Arseneau, one lot of land known on the same plan under the subdivision 85 of the lot 188 containing 17½ acres, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$15.11; School taxes: \$55.66; Total \$70.77.

As belonging to Leon Poirier or supposed to belong to him, one lot of land known on the same plan under the number 164 containing 2¼ acres occupied by Philias Loiseau. Municipal taxes \$0.84; School: \$1.08; Total: \$1.92.

IN THE MUNICIPALITY OF GROSSE ISLE

As belonging to Estate Alfred Rankin or supposed to belong to him, two lots of land known and designated on the official plan and book of reference of Grosse Isle under the number 8 containing 4a. 3v. 20p. and subdivision 24 of the lot 13 containing 4a. 2v. 28p.

Also one lot of land known on the official plan and book of reference of Coffin Island under the number 40-A containing 61 acres. Municipal taxes: \$9.42; School taxes: \$0.00; Total: \$9.42.

As belonging to Estate Howard McPhail or supposed to belong to him three lots of land known on the official plan and book of reference of Coffin Island, under the numbers 5 containing 97 acres, 28 containing 52 acres and 29 containing 52 acres. Municipal taxes: \$3.70; School taxes: \$0.00; Total: \$3.70.

IN THE MUNICIPALITY OF HAVRE-AUBERT

As belonging to Gilette Giffard, or supposed to belong to her, one lot of land known on the official plan and book of reference of Amherst Island under the subdivision 121 of the lot 268 containing 1a. 1v. 0p. Municipal taxes: \$1.00 School taxes: \$0.00; Total: \$1.00.

As belonging to René Giffard or supposed to belong to him, one lot of land known on the same plan under the subdivision 120 of the lot 268 containing 1a. 1v. 0p. Municipal taxes: \$1.00 School taxes: \$0.00; Total: \$1.00.

As belonging to Estate Mélanie Landry and being occupied by Paul Painchaud, one lot of land known on the same plan as being part of the lot 81 containing 3a. 3v. 0p. Municipal taxes: \$0.35; School taxes: \$0.00; Total \$0.35.

IN THE MUNICIPALITY OF ÉTANG-DU-NORD

As belonging to Édouard C. Bourque, one lot of land known on the official plan and book of reference of Grindstone Island, under the subdivision 458 of the lot 215, containing 4a. 3v. 0p. Municipal taxes: \$14.52; School taxes: \$0.00; Total: \$14.52.

As belonging to William Boudreau & al, one lot of land known on the same plan under the

subdivision 770 du lot 75, contenant 2a. 1v. 0p. Taxes Municipales: \$5.70; Taxes scolaires: 13.92; Total: \$19.62.

Comme appartenant à Vve Edouard A. Boudreau, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 617 du lot 268 contenant six acres Taxes Municipales: \$3.92; Taxes Scolaires: 0.00; Total: \$3.92.

Comme appartenant à Succession Albert Cyr, un lot de terre connu au même plan sous le numéro, 84 contenant 10a. 3v. 0p. Taxes Municipales: \$60.52; Taxes Scolaires: \$58.77; Total: \$119.09.

Comme appartenant à Simon V. Cyr un lot de terre connu au même plan sous le numéro 85 contenant 1a. 3v. 0p. Taxes Municipales: \$23.11; Taxes Scolaires: \$0.00; Total: \$23.11.

Comme appartenant à Vve. Cirice V. Cyr, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 3 du lot 214 contenant 5 acres. Taxes Municipales: \$65.14; Taxes Scolaires: \$0.00; Total: \$65.14.

Comme appartenant à Célestin Cormier, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 696 du lot 75 contenant 19a. 1v. 0p. Taxes Municipales: \$2.91; Taxes Scolaires: \$20.27; Total: \$23.18.

Comme appartenant à Frank S. Cummings, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 217, contenant 7a. 2v. 0p. Taxes Municipales: \$14.65; Taxes Scolaires: \$14.69; Total: \$29.34.

Comme appartenant à Elphège Deraspe & al., un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 496 du lot 214 contenant six acres. Taxes Municipales: \$25.39; Taxes Scolaires: \$0.00; Total: \$25.39.

Comme appartenant à Hubert Socime Deraspe, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 243, contenant 8a. 3v. 0p. Taxes Municipales: \$14.86; Taxes Scolaires: \$0.00; Total: \$14.86.

Comme appartenant à Hubert M. Leblanc, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 322 du lot 248 contenant 1a. 3v. 0p. Taxes Municipales: \$13.72; Taxes Scolaires: \$0.00; Total: \$13.72.

Comme appartenant à Daniel Longuépée, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 216, contenant 3a. 3v. 0p. Ce lot étant connu au Bureau d'enregistrement sous le nom de Emmanuel Longuépée. Taxes Municipales: \$3.64; Taxes Scolaires: 0.00; Total: \$3.64.

Comme appartenant à F. W. Leslie et étant occupé par Fred C. Miousse, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 289 du lot 215, contenant 14 acres. Taxes Municipales: \$16.40; Taxes Scolaires: \$56.20; Total: \$72.50.

Comme appartenant à Hypolite Petitpas, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 359 du lot 214 contenant 5a. 2v. 0p. Taxes Municipales: \$20.35; Taxes Scolaires: \$0.00; Total: \$20.35.

subdivision 770 of the lot 75, containing 2a. 1v. 0p. Municipal taxes: \$5.70; School taxes: \$13.92; Total: \$19.62.

As belonging to Vve. Edouard A. Boudreau, one lot of land known on the same plan under the subdivision 617 of the lot 268 containing six acres. Municipal taxes: \$3.92; School taxes: \$0.00; Total: \$3.92.

As belonging to Estate Albert Cyr one lot of land known on the same plan under the number 84 containing 10a. 3v. 0p. Municipal taxes: \$60.52; School taxes: \$58.77; Total: \$119.09.

As belonging to Simon V. Cyr, one lot of land known on the same plan under the number 85 containing 1a. 3v. 0p. Municipal taxes: \$23.11; School taxes: \$0.00; Total: \$23.11.

As belonging to Vve, Cirice V. Cyr one lot of land known on the same plan under the subdivision 3 of the lot 214 containing 5 acres. Municipal taxes: \$65.14; School taxes: \$0.00; Total: \$65.14.

As belonging to Célestin Cormier, one lot of land known on the same plan under the subdivision 696 of the lot 75 containing 19a. 1v. 0p. Municipal taxes: \$2.91; School taxes: \$20.27; Total: \$23.18.

As belonging to Frank S. Cummings, one lot of land known on the same plan under the number 217 containing 7a. 2v. 0p. Municipal taxes: \$14.65; School taxes: \$14.69; Total: \$29.34.

As belonging to Elphège Deraspe & al. one lot of land known on the same plan under the subdivision 496 of the lot 214 containing six acres. Municipal taxes: \$25.39; School taxes: \$0.00; Total: \$25.39.

As belonging to Hubert Socime Deraspe, one lot of land known on the same plan under the number 243 containing 8a. 3v. 0p. Municipal taxes: \$14.86; School taxes: \$0.00; Total: \$14.86.

As belonging to Hubert M. LeBlanc, one lot of land known on the same plan under the subdivision 322 of the lot 248 containing 1a. 3v. 0p. Municipal taxes: \$13.72; School taxes: \$0.00; Total: \$13.72.

As belonging to Daniel Longuépée one lot of land known on the same plan under the number 216 containing 3a. 3v. 0p. This lot being known in the Registry Office as belonging to Emmanuel Longuépée. Municipal taxes: \$3.64. School taxes: \$0.00; Total: \$3.64.

As belonging to Frank W. Leslie and being occupied by Fred C. Miousse, one lot of land known on the same plan under the subdivision 289 of the lot 215 containing 14 acres. Municipal taxes: \$16.40; School taxes: \$56.20; Total: \$72.50;

As belonging to Hypolite Petitpas one lot of land known on the same plan under the subdivision 359 of the lot 214 containing 5a. 2v. 0p. Municipal taxes: \$20.35; School taxes: \$0.00; Total: \$20.35.

Comme appartenant à Evrade Petitpas, un lot de terre connu au même plan comme faisant partie de la subdivision 293 du lot 89 contenant un acre. Taxes Municipales: \$22.80; Taxes Scolaires: \$0.00; Total: \$22.80.

As belonging to Evrade Petitpas, one lot of land known on the same plan as being part of the subdivision 293 of the lot 89, containing one acre. Municipal taxes: \$22.80; School taxes: \$0.00; Total: \$22.80.

Comme appartenant à Vve. Gilbert Richard, un lot de terre connu au même plan sous le numéro 288, contenant un acre. Taxes Municipales: \$2.40; Taxes Scolaires: \$0.00; Total: \$2.40.

As belonging to Vve. Gilbert Richard, one lot of land known on the same plan under the number 288 containing one acre. Municipal taxes: \$2.40; School taxes: \$0.00; Total: \$2.40.

Comme appartenant à Vve. Alvide Thorne, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 11 du lot 40 contenant 3 acres. Taxes Municipales: \$14.63; Taxes Scolaires: \$42.19; Total \$56.82.

As belonging to Vve. Alvide Thorne one lot of land known on the same plan under the subdivision 11 of the lot 40 containing three acres. Municipal taxes: \$14.63; School taxes: \$42.19; Total: \$56.82.

Comme appartenant à Charles R. LeBlanc, un lot de terre connu au même plan sous la subdivision 740 du lot 215 contenant cinq acres. Taxes Municipales: \$1.63; Taxes Scolaires: \$5.01; Total \$6.64.

As belonging to Charles R. LeBlanc one lot of land known on the same plan under the subdivision 740 of the lot 215 containing five acres. Municipal taxes: \$1.63; School taxes: \$5.01 Total: \$6.64.

Donné à Havre-Aubert I. M. ce huitième jour de mai 1947.

Given at Havre-Aubert, M. I. this eighth day of May 1947.

Le Secrétaire-trésorier du Conseil de
Comté des Iles de la Madeleine,
19114-21-2-o F. A. PAINCHAUD.

F. A. PAINCHAUD,
Secretary-Treasurer of the County of
19114-21-2-o Magdalen Islands.

VILLE DE QUÉBEC-OUEST

TOWN OF QUEBEC-WEST

Avis public est, par les présentes, donné que La Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 19 mai 1947, a ordonné au sous-signé, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de La Commission municipale de Québec (R.S.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la ville de Québec-Ouest et à la municipalité scolaire de la ville de Québec-Ouest, avec intérêts et frais et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public au deuxième étage de l'hôtel de ville, en la ville de Québec-Ouest, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN 1947, à DIX heures de l'avant-midi.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated May 19, 1947, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207) to sell the immovables hereinbelow described in payment of arrears of taxes due the town of Quebec-West, and the school municipality of the town of Quebec-West with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in two sections, at the town hall, in the town of Quebec-West, on WEDNESDAY the EIGHTEENTH day of JUNE, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er mai 1946 auront été payées avant le moment de la vente.

However there shall be excluded from the sale the immovables whereon taxes becoming due on or before the 1st of May 1946, shall have been paid before the sale.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera sujette au droit de retrait.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be subject to right of redemption.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de La Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas \$1,000.00 (mille dollars).

That of the immovables described in the second section will be final and without right of redemption, in conformity with the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, said immovables being all vacant lots and building lots of a municipal valuation not exceeding \$1,000 (one thousand dollars).

PREMIÈRE SECTION

FIRST SECTION

Immeubles sujets au droit de retrait

Immovables subject to right of redemption

Noms et subdivisions:

Names and subdivisions:

1. Fontaine Émile: 4-5-6-7-8-9-10-11-12-13.
 2. Fontaine Émile: 102 — Moitié Nord de 101.
 3. Lachance Antonio: 432-433.
 4. Thomassin Léopold: 489-490.
 5. Poulin Marcel: 508-509.
- Les subdivisions ci-dessus décrites sont du lot original numéro 2431.
6. Trudel Edmond: 56 — Moitié Ouest de 55.
- Les subdivisions ci-dessus décrites sont du lot original numéro 2424.
- Les subdivisions ci-dessus décrites aux numéros 1-2-3-4-5-6, sont avec bâtisses, circonstances et dépendances.

1. Fontaine, Emile: 4-5-6-7-8-9-10-11-12-13;
 2. Fontaine, Emile: 102 — North half of 101;
 3. Lachance, Antonio: 432-433;
 4. Thomassin, Léopold: 489-490.
 5. Poulin, Marcel: 508-509.
- The above described subdivisions are of original lot No. 2431;
6. Trudel, Edmond: 56 — West half of 55;
- The above described subdivisions are of original lot No. 2424.
- The subdivisions described numerically 1-2-3-4-5-6 are with buildings, circumstances and dependencies.

DEUXIÈME SECTION

Immeubles non sujets au droit de retrait

Suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de La Commission municipale de Québec, l'adjudication des immeubles ci-dessous désignés est définitive et le retrait ne peut être exercé, lesdits immeubles étant tous des terrains vagues et lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

7. McLeod Kenneth: 79.
8. Gagnon Eustache: 172.
- Les deux subdivisions ci-dessus décrites sont du lot originaire numéro 2424.
9. Gaudreault Auguste: 240.
- La subdivision ci-dessus décrite est du lot originaire numéro 2421.
10. Inconnu: 44.
11. Thibault J. Ed.: 60.
- Les subdivisions ci-dessus décrites sont du lot originaire numéro 2428.
12. Perry Succession James: 97.
13. Perry Succession James: 98.
14. Perry Succession James: 99.
15. Bourassa Monique: 507.
- Les subdivisions ci-dessus décrites sont du lot originaire numéro 2431.

Les immeubles ci-dessus décrits sont tous du cadastre officiel de la paroisse St-Sauveur de Québec, et sont situés en la ville de Québec-Ouest.

Donné à Québec-Ouest, ce 19 mai 1947.

(Sceau)
19116-21-2-o

Le Greffier,
G. ROULEAU:

SECOND SECTION

Immovables not subject to Redemption

Pursuant to the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the adjudication of the immovables hereinabove designated is final and redemption may not be exercised, the said immovables all being vacant lots of land and building lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

7. McLeod Kenneth: 79.
8. Gagnon Eustache: 172.
- The two above described subdivisions are of original lot number 2424.
9. Gaudreault Auguste: 240.
- The above described subdivision is of original lot number 2421.
10. Unknown: 44.
11. Thibault J. Ed.: 60.
- The above described subdivisions are of original lot number 2428.
12. Perry Estate James: 97.
13. Perry Estate James: 98.
14. Perry Estate James: 99.
15. Bourassa Monique: 507.
- The above described subdivisions are of original lot number 2431.

The immovables hereinabove described are all of the official cadastre for St-Sauveur de Québec and are situate in the town of Québec-West.

Given at Québec, May 19, 1947.

(Seal)
19116-21-2

G. ROULEAU,
Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Province de Québec, } J. O. CLERMONT
Cour Supérieure, } J. LIMITÉE, corps
District de Beauharnois, } légalement constitué,
N° 8878. } ayant sa principale
place d'affaires en la cité de Salaberry de Valleyfield, dit district, demandeur; vs ALCIDE LAVOIE, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur,
Les bâties et les constructions seulement
érigées sur le lot suivant, savoir:
"Numéro de cadastre quatre-vingt-seize (96) subdivision (11) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile."

Pour être vendu dans mon bureau au Palais de Justice à Salaberry de Valleyfield, SAMEDI le 14 JUIN 1947, à DIX heures de l'avant-midi heure avancé.

Le Shérif,
P. H. REID.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield, ce 7ième jour de mai 1947. 18973-19-2-o

[Première insertion, 10 mai 1947]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, } ALEXANDRE
Province de Québec, } LAURIN, em-
District de Terrebonne, } ployé civique des cité
N° 9244. } et district de Montréal
vs Dame YVETTE ALARIE, épouse séparée de

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Province of Québec, } J. O. CLERMONT
Superior Court, } J. LIMITÉE, a bo-
District of Beauharnois, } dy politic and corp-
No. 8878. } orate, having its head
business office in the city of Salaberry de Valleyfield, said district, plaintiff; vs ALCIDE LAVOIE, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, defendant.

Seized as belonging to the defendant,
The buildings and constructions only, erected
on the following lot, to wit:
"Cadastral number ninety-six (96) subdivision (11) on the official plan and in the book of reference for the parish of Sainte-Cécile."

To be sold at my office, in the Court House at Salaberry de Valleyfield, on SATURDAY, JUNE 14, 1947, at TEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time.

P. H. REID,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this 7th day of May, 1947. 18973-19-2

[First insertion, May 10, 1947]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, } ALEXANDRE
Province of Québec, } LAURIN, civic
District of Terrebonne, } employee of the city
No. 9244. } and district of Mont-
real vs YVETTE ALARIE, wife separate as to

biens de ALPHONSE VALOIS, agent, ce dernier pour assister et autoriser son épouse aux présentes, tous deux de St-Sauveur des Monts, district de Terrebonne.

Un emplacement connu et désigné sous le numéro dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire trois cent trente-cinq. (335-18) au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Sauveur des Monts.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise catholique de la paroisse de St-Sauveur des Monts, le 4 QUATRE JUILLET 1947 à TROIS heures de l'après-midi.

St-Jérôme, bureau du Shérif le 27 mai 1947.
Le Shérif,
19225-22-2-o ALBERT FOURNELLE.
[Première insertion, 31 mai 1947]

property of ALPHONSE VALOIS, agent, the latter to authorize and assist his wife, both of St-Sauveur des Monts, district of Terrebonne.

An emplacement known and designated under number eighteen of the official subdivision of original lot number three-hundred and thirty-five (335-18) on the official plan and book of references for the Parish of St-Sauveur des Monts.

To be sold at the Catholic Church door of the Parish of St-Sauveur des Monts on the 4th day of FOURTH day of JULY, 1947, at THREE o'clock in the afternoon.

St. Jérôme Sheriff's Office May 27 1947.
ALBERT FOURNELLE,
19225-22-2-o Sheriff.
[First insertion, May 31, 1947]

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 9003. { EUSTACHE THOMAS, industriel du canton d'Amherst, district de Terrebonne vs PAUL THOMAS, autrefois du canton d'Amherst maintenant des cités et district de Montréal, défendeur.

Les constructions érigées sur les subdivisions 110 et 111 du lot originaire 3 des plan et livre de renvoi officiels du canton d'Amherst, du 5ième rang nord du dit canton.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Rémi d'Amherst le ONZE JUILLET 1947 à ONZE heures de l'avant-midi.

St-Jérôme, Bureau du Shérif, ce 28 mai 1947.
Le Shérif,
19226-22-2-o ALBERT FOURNELLE.
[Première insertion, 31 mai 1947]

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 9003. { EUSTACHE THOMAS, manufacturer of Amherst township, district of Terrebonne, plaintiff vs PAUL THOMAS, heretofore of Amherst township, now living in the City and District of Montreal, defendant.

The buildings erected on subdivisions 110-111 of original lot 3 on the official plan and book of references of Amherst township in the FIFTH range north of said township.

To be sold at the catholic church door of St. Remi d'Amherst on JULY ELEVENTH 1947 at ELEVEN of the clock in the forenoon.

St. Jérôme Sheriff's Office May 28 1947.
ALBERT FOURNELLE,
19226-22-2-o Sheriff.
[First insertion, May 31, 1947]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
Cour de magistrat de district

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, N° 19650. { J. GÉDÉON BEAUDET, navigateur, et maître de pension, des cités et district des Trois-Rivières, demandeur, vs IRENÉE DUMONT, du même endroit, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur le lot numéro cinq cent soixante et dix (N° 570) du cadastre officiel, comté de Nicolet, pour la paroisse de St-Pierre les Becquets comprenant la paroisse de Ste-Sophie de Lévrard, situé dans le 5ème rang de la paroisse de Ste-Sophie de Lévrard, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Sophie de Lévrard, comté de Nicolet, MARDI le DIXIÈME jour de JUIN 1947, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Trois-Rivières, le 7 mai 1947. L.-P. MERCIER.
18974-19-2-o
Première insertion, 10 mai 1947]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris
District Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 19650. { J. GÉDÉON BEAUDET, navigator, and boarding-house keeper, of the city and district of Trois-Rivières, plaintiff; vs IRENÉE DUMONT, of the same place, defendant.

As belonging to the said defendant: the lot number five hundred and seventy (No. 570) on the official cadastre, county of Nicolet, for the parish of St-Pierre les Becquets, comprising the parish of Ste-Sophie de Lévrard, situate in the 5th range of the parish of Ste-Sophie de Lévrard—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Sophie de Lévrard, county of Nicolet, on TUESDAY the TENTH day of JUNE, 1947, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. MERCIER,
Sheriff's Office, Trois-Rivières, May 7, 1947. 18974-19-2
First insertion, May 10, 1947]

Département du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Ministre du Travail

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941 chapitre 163 and amendments), the Honourable Minister of

donne avis par les présentes que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

D'UNE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc; American Pioneer Line; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada-Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore (Canada) Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc; Newfoundland-Canada Steamships Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian American Line; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd); Triton Steamship Co. Watts, Watts Co. Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd.

avec l'intervention de: "Brown and Ryan Limited"; "Eastern Canada Stevedoring Co."; "Empire Stevedoring Co."; "Montreal Shiplining Co. Ltd"; "Wolfe Stevedores, Limited"; "Economic Stevedoring Co.";

ET, D'AUTRE PART:

"International Longshoremen's Association." et son local affilié, numéro 375. pour les employeurs et les salariés des occupations visées, suivant les conditions ci-après:

I. a) Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprendra le port de Montréal.

b) Jurisdiction industrielle: Le décret s'appliquera à tous les débardeurs employés au chargement et au déchargement des navires océaniques dans le port de Montréal.

II. Taux de salaires et durée de travail: a) Les heures de travail et les taux minima de salaires sont les suivants:

Distribution des heures de travail	Salaire horaire
de 8.00 a.m. à midi et	
de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.	\$1.13
de 5.00 p.m. à 6.00 p.m.,	
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et	
de minuit à 5.00 a.m.	1.69½

b) Tout travail exécuté les dimanches, le jour de la Saint-Jean Baptiste le jour de la Confédération et le jour de la Toussaint doit être rémunéré au double du taux de salaire régulier.

c) Tout travail exécuté pendant les heures de repas doit être rémunéré au double du taux de salaire établi et ce, pour chaque heure subsé-

Labour hereby gives notice that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between;

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamship Co. Inc; American Pioneer Line; Argonaut Navigation Co. Ltd; Atlantic Shipping Agencies Ltd; Blue Funnel Line; Blue Peter Steamships Ltd; Bristol City Line (Canada) Ltd; Bristol City Line of Steamers; Canada-Asiatic Line Ltd; Canada Continental Line Ltd; Canada Mexico Line; Canada South Africa Line Ltd; Canadian Coastwise Carriers Ltd; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian Shipowners Ltd; Canadian South American Line; Constantine Line (Canada) Ltd; Joseph Constantine Steamship Line Ltd; County Line Ltd; Cunard Donaldson Ltd; Cunard Donaldson Dominion Line; Cunard White Star Ltd; Dingwall Shipping Co. Ltd; Dolphin Steamship Co. Ltd; Donaldson Atlantic Line Ltd; Elder Dempster Lines (Canada) Ltd; Ellerman & Bucknall Steamship Co; Ellerman's Wilson Line; Furness (Canada) Ltd; Furness Withy & Co. Ltd; Head Line; Lunham & Moore (Canada) Ltd; Manchester Liners Ltd; March Shipping Agency Ltd; McLean Kennedy Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Montship Lines Ltd; Moore-McCormack Lines Inc; Newfoundland-Canada Steamships Ltd; Northern Star Steamship Co. of Canada Ltd; Norwegian American Line; Saguenay Terminals Ltd; Scandinavian American Line; Shipping Limited; St. Lawrence Freighting Corp. Ltd; South, East & West African Lines; Swedish American Line; Thomson Line (Cairn Line of S/S Ltd); Triton Steamship Co.; Watts, Watts Co. Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd.

with the intervention of: Brown and Ryan Limited; Eastern Canada Stevedoring Co.; Empire Stevedoring Co; Montreal Shiplining Co. Ltd; Wolfe Stevedores Limited; Economic Stevedoring Co.;

And, ON THE OTHER PART:

International Longshoremen's Association, and its Affiliated Local 375.

for the employers and the employees of the occupation concerned, according to the following conditions:

I. a) Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Harbour of Montreal.

b) Industrial jurisdiction: The decree shall apply to the longshoremen employed in the loading and unloading of ocean steamships in the Harbour of Montreal.

II. Rates of wages and duration of labour: a) The hours of labour and the minimum rates of wages are the following:

Distribution of hours of labour:	Hourly rates
From 8.00 a.m. to twelve (noon) and	
from 1.00 p.m. to 5.00 p.m.	\$1 13
From 5.00 p.m. to 6.00 p.m.	
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and	
from midnight to 5.00 a.m.	1.69½

b) Double time shall be paid on Sunday, St. John the Baptist Day, Dominion Day and all Saints Day.

c) When longshoremen are required to work during any meal hours they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each

quente également, jusqu'à ce que les salariés soient renvoyés pour leur repas.

d) Les taux minima de salaire des salariés pour la manutention du nitrate, du soufre et du minerai arrimés, de la potasse, des sacs de soude, des cargaisons complètes de porcelaine, d'engrais chimiques et de peaux humides en sacs, en paquets ou libres, le déplacement du charbon dans les soutes, le nettoyage des cales où les marchandises ci-haut mentionnées ont été arrimées, sont les suivants:

	Salaire horaire
de 8.00 a.m. à 5.00 p.m., ...	\$1.28
de 5.00 p.m. à 6.00 p.m., ...	
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et	
de minuit à 5.00 a.m.	1.92

e) Les taux ci-haut s'appliquent aussi à la manutention dans les chambres frigorifiques, des viandes, du bacon, du beurre, du poisson gelé et d'autres cargaisons gelées. Dans le cas d'autres cargaisons gardées au froid, le taux de salaire doit être celui payé pour les cargaisons en général, excepté lorsqu'elles sont déposées dans une chambre frigorifique avec de la marchandise pour laquelle un taux supérieur est établi; dans ce cas, ledit taux supérieur doit être payé pour la manutention de toute la marchandise déposée dans ladite chambre.

f) Les taux minima de salaires pour l'arrimage et la mise en sacs du grain, ainsi que pour l'opération qui consiste à vider tels sacs, sont les mêmes que ceux spécifiés au paragraphe "d". L'écoulement du grain dans les conduits doit cesser pendant que les salariés descendent dans la cale pour y travailler; deux (2) salariés doivent demeurer sur le pont pendant ce temps, si nécessaire.

g) Pour le travail exécuté dans l'entrepont découvert où le grain passe par une écoutille se rattachant audit pont découvert, les taux de salaires pour l'équipe entière sont les mêmes que ceux spécifiés au paragraphe "d" du présent article. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux salariés travaillant à une autre cargaison dans la cale inférieure.

h) Salaire double doit être payé pour tout travail exécuté sur les vaisseaux dans le port dont les cargaisons sont en feu; ceci ne s'applique qu'aux écoutilles affectées par le feu, la fumée, la vapeur ou le gaz.

i) Le travail de jour doit commencer à 8.00 a.m. et 1.00 p.m.

j) Les salariés requis de travailler la nuit doivent être appelés pour 7.00 p.m. et rémunérés conformément au taux réglementaire à compter de cette heure jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail; qu'ils soient mis au travail ou non, lesdits salariés doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail. Les ordres, pour les salariés requis à 7.00 p.m. et qui n'ont pas travaillé durant l'après-midi, doivent être donnés à 1.00 p.m. ou avant ce temps.

k) Lorsque les hommes reprennent le travail à minuit, ils doivent recevoir plein salaire jusqu'à l'heure régulière de cessation du travail à moins que le travail sur le vaisseau ne soit terminé; ils seront alors rémunérés jusqu'à ce que le travail dans leur écoutille ne soit terminé avec un minimum de deux (2) heures de rémunération. Lorsqu'il faut renvoyer les hommes à cause de la température, ces derniers doivent être rémunérés jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés, avec un minimum de deux (2) heures de rémunération.

l) Les salariés appelés le dimanche ou les jours de fêtes mentionnés au paragraphe "b" du présent article, qu'ils soient mis au travail ou non,

succeeding hour until discharge for meals.

d) The minimum rates of pay for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, soda ash in bags, lamp-black or carbon-black in bags, lime in bags, full cargoes of china clay, fertilizer, wet hides in bags, bundles or loose, shifting bunker coal, cleaning holds in which the foregoing commodities have been stowed, shall be the following:

	Hourly rates
From 8.00 a.m. to 5.00 p.m.	\$1.28
from 5.00 p.m. to 6.00 p.m.	
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and	
from midnight to 5.00 a.m.	1.92

e) The above rates of pay also apply to the handling of meats, bacon, butter, frozen fish and other frozen cargo in refrigerators. Other cargo carried under refrigeration shall be paid at general cargo rate except when loaded in a refrigerator compartment with cargo carrying the higher rate, in which event the higher rate shall be paid on all cargo in that compartment.

f) The minimum rates of wages for grain trimming, bagging and blinding of bags shall be those mentioned in subsection "d". The running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work, two (2) men to stand on deck during that time, if necessary.

g) For work performed in open tween deck where there is grain running in a hatch connected with the said open deck, the rates of wages for the whole gang shall be those mentioned in subsection "d" of the present section; this does not apply to men working on other cargo in the lower hold.

h) Double time shall be paid for work on ships in port with cargoes on fire; this only applies to hatches affected by fire, smoke, steam or gas.

i) The starting time for day work shall be at 8.00 a.m. and 1.00 p.m.

j) Men ordered out to work at night must be ordered out for 7.00 p.m. and be paid full time at the prevailing rate from that hour until discharged or set to work; a minimum of two (2) hours shall be paid whether men are put to work or not. Orders for men required at 7.00 p.m. and who have not been working during the afternoon, shall be given on or before 1.00 pm.

k) When men resume work at midnight, they shall be paid full rate until regular finishing time except when work on ship is terminated, in which case they will be paid until their hatch is completed, but not less than two (2) hours. If men hate to be dismissed owing to weather conditions, they shall be paid until time of dismissal, but not less than two (2) hours.

l) Men ordered out on Sunday or holidays mentioned in subsection "b" of the present section shall receive a minimum of two (2) hours' pay

doivent recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures de travail, au taux établi, chaque fois qu'ils sont appelés.

m) Subordonnement aux paragraphes "j", "k" et "l", la manutention de la malle, des bagages et des messageries les dimanches, jours de semaine en tout temps et les jours de fête (excepté le jour de la Fête du Travail) doit être payée au taux régulier, et la durée de tel travail compte de l'heure à laquelle les salariés sont appelés.

Note: Les employeurs acceptent cette clause sous réserve en raison de l'article 90, chapitre 161 des Statuts refondus du Canada, 1927.

III. La distribution des heures de travail ci-haut est faite à condition que les employeurs et les salariés prennent toutes les mesures possibles afin d'éviter que la moyenne des heures de travail n'excède quarante-huit (48) par semaine.

IV. Les salariés ont le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant est élu à une assemblée générale des débardeurs.

V. Dispositions spéciales: a) Tous les ordres doivent être donnés aux salariés par leurs contre-maîtres respectifs.

b) Tout salarié qui fume dans la cale, vole ou est sous l'influence de la boisson pendant le travail, peut être congédié en tout temps.

c) Tout salarié supplémentaire appelé dans l'avant-midi ou l'après-midi doit être rémunéré à compter de 8.00 a.m., ou 1.00 p.m., jusqu'à midi ou 5.00 p.m. respectivement, excepté lorsque toute l'équipe est renvoyée; ledit salarié supplémentaire peut toutefois être changé d'équipe si nécessaire.

d) Lorsqu'une équipe reçoit l'ordre de se rendre d'un endroit à un autre, les salariés sont payés à compter de l'heure à laquelle tel ordre leur est émis.

e) Lorsque l'on se sert de voitures à mains, à deux roues, deux (2) salariés doivent être employés lorsque la charge excède 800 livres, poids net des marchandises. S'il n'y a qu'un seul morceau, la charge peut être de 850 livres.

f) Lorsque les salariés travaillent dans la cale, le fardage doit être mis dans des élingues et descendu avec un treuil.

g) Les baux des écoutes doivent être enlevés, verrouillés, assujettis d'une manière appropriée lorsque les salariés travaillent dans les écoutes et emploient un treuil.

h) Lorsque, dans le hangar, des sacs de marchandises sont empilés à une hauteur de plus de sept (7) sacs, des balles de foin sont également empilées à une hauteur de plus de cinq (5) balles ou des boîtes de conserves à plus de sept (7) pieds de hauteur, un salarié supplémentaire doit être employé.

i) Pendant le chargement ou le déchargement des vaisseaux, 1 ou 2 contre-maîtres (walking bosses) sont employés par embarcadère, au choix du surintendant de l'employeur ou du contracteur-arrireur.

j) Les employeurs ou les contracteurs-arri-reurs ont le droit de juger de quelle manière les salariés de l'équipe doivent être distribués; ils ont également le droit de se servir de garants accouplés ou d'employer toute autre méthode pratique et sûre de chargement ou de déchargement.

k) Toute mésentente quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans le décret doit être soumise au surintendant de l'employeur ou au contracteur-arrireur par le représentant des salariés sur les quais, et non pas aux salariés. Dans le cas où une dispute ne peut être réglée

at the prevailing rate, for each period ordered out, whether put to work or not.

m) Subject to subsections "j", "k" and "l", mails, baggage and express shall be handled on Sundays, week days at all times, and holidays (except Labour Day) at the prevailing rate of wages, time to count from the time the men are ordered.

Note: The employers agree under reservation to this clause in view of section 90, chapter 161 of the Revised Statutes of Canada, 1927.

III. The above distribution of working hours is made on the condition that the employers and the employees shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week shall not exceed forty-eight (48).

IV. The Longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the Longshoremen.

V. Special provisions: a) All orders to the men shall be given through their respective foremen.

b) Any man found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquor while at work, shall be discharged at any time.

c) Any extra men called during the forenoon or during the afternoon shall be paid from 8.00 a.m., or 1.00 p.m., until noon or 5.00 p.m., respectively, except when the whole gang is discharged, but such extra man can be shifted from gang to gang if necessary.

d) When a gang has to go from one place to another, after receiving orders to do so, the men shall be paid from the time such order is issued to them.

e) When using two-wheeled handtrucks, two (2) men shall be employed on the truck when the truckload exceeds 800 lbs., net weight of cargo. If one piece it may be 850 lbs.

f) Dunnage must be put in sling and lowered with winch if men are working in the hold.

g) Hatch beams must be taken off, bolted or properly secured when men are working in the hatch and using a winch.

h) When cargo in bags is piled up in the shed more than 7 bags high, or when hay in bales is piled up on the shed more than 5 bales high, or when canned goods are piled up in the shed more than 7 feet high, one extra man shall be employed.

i) Ships in course of loading or unloading shall require 1 to 2 walking bosses per pier, at option of Employer's Superintendent and or Contracting Stevedore.

j) The Employers and-or Contracting Stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be distributed, and shall also have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

k) Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the Employer's superintendent and-or Contracting Stevedore, and not with the men. Should there be any dispute which

entre les parties aux présentes quant à l'interprétation de toute clause de ces conditions de travail, les salariés doivent continuer à travailler et telle dispute est soumise à un comité d'arbitrage formé de trois (3) membres, un choisi par les employeurs, un par les salariés et un président conjointement choisi par les deux autres. Tel comité doit siéger sans délai inutile et la décision de la majorité sera finale et liera les deux parties.

VI. *Déchargement d'un vaisseau:* a) Une équipe régulière pour le déchargement des marchandises au moyen de voitures à mains est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,200 livres, avec une marge de 5%, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

b) Une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou remorques est composée de seize (16) salariés. Quand le nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet. Il ne doit pas y avoir moins de six salariés dans la cale. Il doit y avoir un homme de plus lorsqu'on utilise un garant double (split) pour se rendre au deuxième étage.

c) Une équipe régulière pour le déchargement des marchandises sur les quais ou sur les wagons est composée de seize (16) salariés, quand ces marchandises ne sont pas déchargées au moyen de voitures à mains, voitures mécaniques ou remorques. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

d) Une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison dans un autre vaisseau est composé de dix-huit (18) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

e) Les employeurs ou les contracteurs-arrièreurs ont le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a", "b", "c" et "d" du présent article; dans ce cas, ils doivent augmenter le nombre de salariés de l'équipe et ont droit de juger eux-mêmes du nombre de salariés supplémentaires requis.

f) Notwithstanding the dispositions des paragraphes "a" à "e" inclusivement, les charges de l'élingue (déchargement) sont les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Sucre brut des raffineries aux vaisseaux des Grands Lacs:

Sacs, 320 lbs	5 par élingue
Sacs, 275 à 230 lbs	7 par élingue
Sacs, 230 à 180 lbs	8 par élingue
Sacs, moins de 180 lbs	10 par élingue

(poids net de la cargaison, 5% de marge)

Pâte de bois en balles:

Balles au-dessus de 280 lbs	6 par élingue
Balles de 280 à 160 lbs	8 par élingue
Balles de moins de 160 lbs	10 par élingue

(et pas moins de 20 salariés par équipe et pas moins de 8 salariés dans la cale de chaque vaisseau).

Ferblanc: 10 boîtes par élingue ou l'équivalent, ne devant pas excéder 2,240 livres, poids net du chargement, quand il est déchargé sur des voitures mécaniques ou remorques ou quand il est déchargé dans un autre vaisseau.

cannot be adjusted between the parties hereto as to the interpretation of any of the clauses of these working conditions, the men shall continue to work, and such dispute shall be referred to a committee of arbitration consisting of three (3) members, one selected by the employers, one by the employees, and a chairman selected jointly by the other two. Such committee shall sit without any unnecessary delay, and a majority decision shall be final and binding on both parties.

VI. *Unloading of a ship:* a) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on handtrucks, and when this number of men is employed neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,200 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

b) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on mechanical trucks and-or trailers, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package. Not less than six (6) men in the hold. One extra man shall be employed when split fall is used while working to the upper floor.

c) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo on the wharves or cars, when not landed on handtrucks or mechanical trucks and-or trailers, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 1,600 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

d) Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo overside into another vessel, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo 5% margin, except in the case of a single piece and or package.

e) The Employers and-or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a", "b", "c" and "d" of the present section; in such event, they shall increase the number of men in the gang, but will have the right to judge as to the number of extra men needed.

f) Notwithstanding the subsections "a" to "e" inclusive, the following shall be the slingloads (unloading) of the undernoted commodities.

Raw sugar at the Refineries and overside to Lake Vessels:

Bags, 320 lbs	5 per sling
Bags, 275 to 230 lbs	7 per sling
Bags, 230 to 180 lbs	8 per sling
Bags, under 180 lbs	10 per sling

(net weight of cargo, 5% margin)

Baled Woodpulp:

Bales over 280 lbs	6 per sling
Bales 280 to 160 lbs	8 per sling
Bales under 160 lbs	10 per sling

(not less than 20 men in gang and not less than 8 men in hold of each ship)

Tinplate: 10 boxes per sling, or equivalent, not to exceed 2,240 lbs, net weight of cargo when unloaded on to mechanical trucks and-or trailers, or when unloaded into another vessel.

Bois de construction: 35 pieds de longueur ou plus: un par élingue, s'il est pris dans la cale pour être déchargé sur toute voiture; deux ou plus par élingue, selon les dimensions, s'il est déchargé du pont. Bois de 8 x 8, 20 pieds de longueur; 6 par élingue.

Caoutchouc: (Balles pesant de 210 à 260 livres chacune) 6 balles par élingue.

VII. *Chargement d'un navire:* a) Une équipe régulière pour le chargement des marchandises au moyen de voitures à mains est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ou de la voiture ne doit pas excéder 1,400 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

b) Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison des quais ou des wagons, quand les voitures à mains ou mécaniques ne sont pas employées, est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 1,600 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

c) 1. Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou remorques, quand celles-ci ne sont pas chargées par l'équipe de chargement, est composée de seize (16) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,240 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

2. Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques ou de remorques, quand celles-ci sont chargées par l'équipe de chargement, est composée de dix-sept (17) salariés (ne comprenant pas le conducteur du remorqueur). Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet: lorsque deux morceaux constituent la charge de l'élingue, le poids peut en être de 2,240 livres.

d) Une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison d'un vaisseau à un autre, est composée de dix-huit (18) salariés. Quand ce nombre de salariés est employé, le poids net du chargement de l'élingue ne doit pas excéder 2,000 livres, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce ou d'un seul paquet.

e) Les employeurs ou les contracteurs-arri-meurs ont le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a" à "d" inclusivement du présent article; dans ce cas, ils doivent augmenter le nombre de salariés de l'équipe et ont le droit de juger eux-mêmes du nombre de salariés supplémentaires requis.

Toutefois, lorsque les voitures à mains ordinaires sont employées pour le chargement de sacs il doit y avoir huit (8) salariés dans la cale, lorsque la charge de l'élingue n'excède pas 1,400 livres, poids net, 5% de marge, et dix (10) salariés, lorsque la charge pèse entre 1,400 et 2,100 livres, 5% de marge. Lorsque les voitures mécaniques et remorques sont employées dans le hangar seulement, il doit y avoir huit (8) salariés dans la cale, lorsque la charge de l'élingue ne dépasse pas 1,680 livres, 5% de marge, et dix (10) salariés, lorsque la charge pèse entre 1,680 et 2,100 livres, poids net, 5% de marge.

f) Nonobstant les dispositions des paragraphes "a" à "e" inclusivement du présent article, les charges de l'élingue sont les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Timber: 35 ft. in length or more, one per sling from hold, landed on any kind of buggy, but when from decklead, two or more per sling subject to size. Timber 8 x 8, 20 ft. in length, 6 per sling.

Rubber (Bales weighing 210 to 260 lbs, each): 6 bales per sling.

VII. *Loading of a ship:* a) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from handtrucks, and when this number of men is employed, neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,400 lbs., net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

b) Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from wharves or cars when hand or mechanical trucks are not used, and when this number of men is employed, the slingload shall not exceed 1,600 lbs., net weight of cargo 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

c) 1. Sixteen (16) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and-or trailers, when the trucks and-or trailers are not loaded by the loading gang, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

2. Seventeen (17) men (excluding driver of tow-motor) shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and-or trailers, when the trucks and-or trailers are loaded by the loading gang, and when this number of men is employed the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package or except in the case of two pieces when the slingload may be 2,240 lbs.

d) Eighteen (18) men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo overside a vessel, and when his number of men is employed, the slingload shall not exceed 2,000 lbs, net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and-or package.

e) The Employers and-or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a" to "d" inclusive, of the present section, and in such event they shall increase the number of men in the gang, but will have the right to judge as to the number of extra men needed.

However, in the case of loading bagged cargo and when ordinary handtrucks are used, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 1,400 lbs, net weight of cargo, 5% margin, and ten men in the hold when the slingload is over 1,400 lbs, but not in excess of 2,100 lbs, 5% margin. When trucks and trailers are used noly in the shed, there shall be eight men in the hold when the slingload does not exceed 1,680 lbs, 5% margin, and ten men in the hold when the slingload is over 1,680 lbs, but not in excess of 2,100 lbs, net weight of cargo, 5% margin.

f) Notwithstanding subsections "a" to "e" inclusive of the present section, the following shall be the slingloads for the undernoted commodities:

Rouleaux de papier:

Jusqu'à 500 livres 3 par élingue
de 500 à 1,000 livres 2 par élingue
au-dessus de 1,000 livres 1 par élingue
(lorsque chargés des voitures à mains)

Madriers et bois de construction:

Madriers de pin et de sapin, 3", 12 morceaux par élingue, excepté les madriers de sapin n'excédant pas 7" de largeur, 14 morceaux.

Madriers de pin ou de sapin, 2", 18 morceaux par élingue.

Lorsque les planches ou voliges de sapin ou de pin sont manœuvrées ensemble, pas moins que l'équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin, 1", 30 à 32 morceaux.

Pin ou sapin (voliges): équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin (bouts de planches): 8 à 10 pieds de longueur, 18 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches): 10 à 12 pieds de longueur, 16 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches): 2 à 7 pieds de longueur, 32 morceaux.

Bouleau (saw birch): 4", 10 morceaux; 3" 12 morceaux; 2", 16 morceaux; 1", 30 morceaux.

Le bois excédant 16 pieds de longueur, 3" d'épaisseur, est considéré comme du bois long et la charge est de 10 morceaux.

Les quantités de madriers ou de bois de construction ci-haut mentionnées s'appliquent aux opérations faites au moyen de voitures à mains seulement.

Quand des voitures mécaniques ou des remorques sont utilisées, les quantités peuvent être augmentées.

Le chargement du bois des wagons ou des quais découverts au vaisseau est considéré comme une opération séparée, lorsque l'on ne se sert pas des voitures ou des remorques. Dans ce cas, la charge de l'élingue doit être conforme aux conditions existantes et l'équipe ne doit pas compter moins de seize (16) salariés.

VIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 31 décembre 1946 ou avant le 31 décembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 31 mai, 1947. 19212-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Marchands détaillants du Canada Inc., section de Granby,

Rolls of Paper:

Up to 500 lbs 3 per sling
500 to 1,000 lbs 2 per sling
Over 1,000 lbs 1 per sling
(when loading from handtrucks)

Deals and Lumber:

Pine or Spruce deals, 3", 12 pieces per sling except spruce deals not exceeding 7" wide, 14 pieces.

Pine or Spruce deals, 2", 18 pieces per sling.

When spruce or pine scantlings or deals are handled together, not less than the equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce, 1", 30 to 32 pieces.

Pine or spruce scantlings, equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce deal ends, 8 to 10 ft. long, 18 pieces.

Pine or spruce deal ends, 10 to 12 ft. long, 16 pieces.

Pine or spruce deal ends, 2 to 7 ft. long, 32 pieces.

Saw birch, 4", 10 pieces; Saw birch, 3", 12 pieces; Saw birch, 2", 16 pieces; Saw birch, 1", 30 pieces.

All timber exceeding 16 ft. in length, 3" thick, will be considered as long timber, and the load will be 10 pieces.

The foregoing quantities of deals and or lumber cover operations with handtrucks only.

When mechanical trucks and-or trailers are used, the quantities may be increased.

The loading of lumber from cars or open wharves to ship will be a separate operation when no truck or trailer is used, and the sling-load shall be governed by prevailing conditions, the gang for this operation not to comprise less than 16 men.

VIII. *Duration of the decree:* The decree shall remain effective until the 31st of December 1947. It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party serve written notice on the other party to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), prior to December 31st, 1946, or prior to December 31st of any subsequent year. Such a notice shall also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 31, 1947. 19212-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Retail Merchants Association of Canada, Granby Section,

et D'AUTRE PART:

Le Syndicat des Employés de Commerce de Granby Inc.

pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites.

I. Jurisdiction: a) *Commerciale:* Sont assujettis à la convention, les établissements commerciaux ou entreprises privées qui existent ou pourraient exister pendant la durée du décret et qui font le commerce de détail, c'est-à-dire, vendent directement au public consommateur ou à celui qui n'achète pas pour revendre, ou le commerce de gros et de détail. Est également régie, toute personne ayant un ou des agents ou un bureau dans la limite territoriale du présent article, à l'exclusion, toutefois:

des magasins de journaux, de tabac et d'articles de fumeurs, des pharmacies, des salles d'amusement, des établissements ou commerces de fleuristes d'optométristes, de libraires et de marchands de combustibles, de garages, des boulangeries, des laiteries et tout commerce régi par un autre décret.

b) *Territoriale:* La présente convention s'appliquera à la municipalité et canton de Granby.

II. Définitions: Aux fins de la présente convention, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Employeur:* Le mot "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui tient ou exploite un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées où l'on fait en détail, ou en gros et en détail, l'un des commerces mentionnés à l'article I, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tous les autres commerces ou occupations.

b) *Employés:* Le mot "employé" désigne toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe qui travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe "e" du présent article; cependant, ce mot ne désigne pas les personnes employées à titre de gérants, non plus que les employés de bureau des établissements régis par cette convention.

c) *Employé régulier:* Le terme "employé régulier" désigne tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

d) *Employé surnuméraire:* Le terme "employé surnuméraire" désigne tout employé qui est embauché, en plus du personnel régulier, d'une façon intermittente et travaille moins de trente (30) heures par semaine.

e) *Gérant:* Le mot "gérant" désigne toute personne qui, à la place et au nom de son employeur, dirige et exploite de façon permanente l'établissement de celui-ci.

f) *Assistant-gérant:* Le terme "assistant-gérant" désigne toute personne qui aide le gérant dans l'accomplissement de ses fonctions.

g) *Livreur:* Le terme "livreur" désigne tout employé qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur. Le livreur à ses moments libres doit travailler à l'entretien général de l'établissement.

h) *Messenger:* Le mot "messenger" désigne tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui de messenger et fait la livraison soit à pieds, soit avec une bicyclette.

i) *Commis:* Le mot "commis" désigne tout employé préposé à la vente, à la perception, à la réception, à l'expédition, à l'étalage, au déballage ou à l'emballage, à l'étiquetage, à l'entre-

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Employés de Commerce de Granby, inc."

for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the following conditions:

I. Jurisdiction: a) *Commercial:* Are governed by the agreement, the commercial establishments or private concerns actually existing or which may come into existence during the subsistence of the decree and who are engaged in the retail trade, i. e., who sell directly to the public or to those not buying for the purpose of reselling, or in the wholesale and retail trade. It is also governed any person having one or more agents or an office within the territorial limit of the present section, with the exception, however:

of news stands, cigar stores, drugstores, play rooms, florists, optometrists, booksellers and fuel dealers establishments or trades, garages, bakeries, dairies and any other trade governed by another decree.

b) *Territorial.* The present agreement shall apply to the municipality and the township of Granby.

II. Definitions: For the purposes of the present agreement, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

a) *Employer:* The word "employer" means any person, partnership or corporation who keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns dealing in retail, or both wholesale and retail, in one of the trades mentioned in section I, whether such trade constitutes the main trade or but an accessory to all other trades or occupations.

b) *Employee:* The word "employee" means any person, male or female, working for an employer as defined in subsection "e" of the present section; however, this word neither applies to persons employed as managers nor to the office employees of the establishments governed by this agreement.

c) *Regular employee:* The term "regular employee" means any employee who works the regular work week of the establishment where he is employed.

d) *Occasional employee:* The term "occasional employee" means any employee hired intermittently, in excess of the regular staff, and who works less than thirty (30) hours per week.

e) *Manager:* The word "manager" means any person who, in the name and place of his employer, manages and operates, in a permanent manner, the latter's establishment.

f) *Assistant-manager:* The term "assistant-manager" means any person who helps the manager in the carrying out of his functions.

g) *Deliverer:* The term "deliverer" means any employee who makes the delivery and transport of goods to any place determined by the employer by means of a horse-drawn or motor vehicle with whose care he is entrusted. The deliverer in his spare moments shall work at the general maintenance of the establishment.

h) *Messenger:* The word "messenger" means any employee doing the work known as that of a messenger and does the delivery whether afoot or with a bicycle.

i) *Clerk:* The word "clerk" means any employee committed to the sales, the collection, the receiving and the shipping, the display, the unwrapping or wrapping, the labelling, the storing

posage des marchandises, au débitage ou à la vente de la viande.

III. *Durée du travail:* a) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le décret sera de cinquante-cinq (55) heures par semaine.

Ces heures de travail sont réparties comme suit:

1. *Magasins de produits alimentaires:*

les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.

le vendredi: entre 7.00 a.m. et 10.00 p.m. et heure pour les repas.

2. *Tous les autres commerces assujettis au décret:*

les lundi, mardi, mercredi et jeudi: entre 8.30 a.m. et 6.00 p.m.

le vendredi: entre 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

le samedi: entre 9.00 a.m. et 9.00 p.m. et une heure pour les repas.

b) Pendant la période des fêtes, c'est-à-dire du 20 décembre au 24 décembre inclusivement, et les deux jours précédant le premier de l'An, excepté les dimanches et jours de fête, de même que la veille des fêtes chômées mentionnées à l'article IV, les heures de travail de vente pourront être prolongées jusqu'à dix heures du soir, tous les jours où cela serait autrement défendu, sans supplément de salaire pour le travail fait durant cette période.

c) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Toutefois, un employé d'un salaire supérieur au taux fixé par le présent décret doit recevoir, pour son travail supplémentaire, un salaire calculé au taux actuel majoré de 50%.

IV. *Jours de fêtes chômées:* Tout employé régulier sera rémunéré pour les jours suivants où les établissements seront fermés, à l'exclusion des dimanches et des jours de fêtes tombant un dimanche:

Le premier de l'An, l'Epiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'après l'office vers les 10.00 heures du matin, l'Ascension, le 24 mai, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et la fête de Noël.

Lorsque les fêtes de Noël et du Jour de l'An tombent, soit un dimanche, un lundi, un mardi ou un mercredi, le lendemain de ces fêtes sera chômé et payé.

V. *Vacances payées:* Tout employé régulier qui a terminé une année de travail dans le même établissement, ou pour le même employeur, a droit à une semaine de vacances avec salaire régulier payable d'avance.

La semaine de vacances est de six (6) jours consécutifs, le dimanche non compris et doit être fixée d'après entente entre l'employeur et l'employé et dans la période comprise entre le 1er juin et le 30 septembre.

VI. *Taux des salaires minima:* Les salaires seront payés sur une base hebdomadaire et ne devront pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés, sauf dans le cas de magasins 5-10-15 cents et \$1.00 où les salaires pourront être payés sur une base horaire; dans ce cas, la durée hebdomadaire de travail ne devra pas être inférieure à 42 heures.

1. *Commis masculin:*

	salaire hebdomadaire
Classe A — 75%	\$18.00
Classe B — 25%	16.00

2. *Commis féminin:*

Classe A — 75%	18.00
Classe B — 25%	16.00

of goods, the cutting and selling of meat.

III. *Duration of labour:* a) The standard work week in the establishments governed by the decree shall be one of fifty-five (55) hours per week.

These hours of work are distributed as follows:

1. *Food products stores:*

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.

Friday between 7.00 a.m. and 10.00 p.m. and one hour for meals.

2. *All other trades governed by the decree:*

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: between 8.30 a.m. and 6.00 p.m.

Friday: between 9.00 a.m. and 10.00 p.m.

Saturday: between 9.00 a.m. and 9.00 p.m. and one hour for meals.

b) During the holiday period, i.e. from December 20 to December 24 inclusive, and on the two days before New Year's Day, excepting Sundays and holidays, and on the eve of the holidays mentioned in section IV, the sale working hours may be extended until 10.00 p.m. on all days when this would otherwise be forbidden, without extra pay for work performed during such hours.

c) Overtime work shall be paid at the rate of time and one half. However, an employee receiving wages higher than those fixed by the decree shall be paid for overtime work time an one half based on the said higher wages.

IV. *Days kept as holidays:* Every regular employee shall be paid for the following days on which the establishments are closed, with the exception of Sundays and holidays falling on Sunday:

New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, until after the Office, around 10.00 a.m. Ascension Day, May 24, St. Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

When New Year's and Christmas Day fall either on a Sunday, a Monday, a Tuesday or a Wednesday, the day after such holidays shall be a day off with pay.

V. *Vacation with pay:* Every regular employee who has terminated one year of work in the same establishment, or for the same employer, shall be entitled to one week of vacation with regular wage payable in advance.

The week of vacation shall consist of six consecutive days, Sunday excluded, and shall be set as to the date after agreement between the employer and the employee and in the period between June 1st and September 30.

VI. *Minimum rates of wages:* Wages shall be paid on a weekly basis and shall not be lower than those hereafter mentioned, except in the case of 5-10-15 cents and \$1.00 stores where wages may be paid on an hourly basis; in that case, the weekly duration of labour shall not be less than 42 hours.

1. *Male clerk:*

	Weekly wages
Class A — 75%	\$18.00
Class B — 25%	16.00

2. *Female clerk:*

Class A — 75%	18.00
Class B — 25%	16.00

3. <i>Commis supplémentaire:</i>	<i>l'heure</i>	3. <i>Extra clerk:</i>	<i>per hour</i>
Homme.....	0.40	Male.....	0.40
Femme.....	0.35	Female.....	0.35
4. <i>Livreur: (55 heures de travail)</i>		4. <i>Deliverer: (55 hours of work)</i>	
Camions (de moins de 5000 livres)		Trucks (of less than 5,000 lbs)	
	<i>Salaire hebdomadaire</i>		<i>Weekly wages</i>
Homme.....	\$20.00	Male.....	\$20.00
Camions (de plus de 5000 livres)		Trucks (of more than 5,000 lbs)	
Homme.....	23.00	Male.....	23.00
5. <i>Aide-livreur: (55 heures de travail)</i>		5. <i>Deliverer's helper: (55 hours of work)</i>	
Pour objets pesant 25 livres et plus	17.50	for articles weighing 25 lbs or more	17.50
Pour menus objets de moins de 25 livres	9.00	for small articles weighing less than 25 lbs.	9.00
6. <i>Messenger:</i>		6. <i>Messenger:</i>	
Bicyclette et entretien à la charge de l'employeur.....	9.00	Bicycle and maintenance paid by the employer.....	9.00
Bicyclette et entretien à la charge de l'employé.....	11.00	Bicycle and maintenance paid by employee.....	11.00

Tableau des pourcentages

Table of percentages

Un seul salarié: Les premiers six mois d'emploi dans la classe "B", ensuite dans la classe "A":

Only one employee: The first six months of employment in class "B", then in class "A".

<i>Total des salariés</i>	<i>Classe "A"</i>	<i>Classe "B"</i>	<i>Total number of employees</i>	<i>Class "A"</i>	<i>Class "B"</i>
2	1	1	2	1	1
3	2	1	3	2	1
4	3	1	4	3	1
5	4	1	5	4	1
6	4	2	6	4	2
7	5	2	7	5	2
8	6	2	8	6	2
9	7	2	9	7	2
10	7	3	10	7	3
11	8	3	11	8	3
12	9	3	12	9	3
13	10	3	13	10	3
14	10	4	14	10	4
15	11	4	15	11	4
16	12	4	16	12	4
17	13	4	17	13	4
18	13	5	18	13	5
19	14	5	19	14	5
20	15	5	20	15	5
21	16	5	21	16	5
22	16	6	22	16	6
23	17	6	23	17	6
24	18	6	24	18	6
25	19	6	25	19	6
26	19	7	26	19	7
27	20	7	27	20	7
28	21	7	28	21	7
29	22	7	29	22	7
30	22	8	30	22	8

VII. *Dispositions diverses:* a) Tout travail doit être rémunéré en espèces et au plus tard samedi midi.

b) Le salaire doit être remis à chaque employé dans une enveloppe scellée sur laquelle sont inscrits son nom, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le salaire brut payé, les déductions faites, le montant contenu dans l'enveloppe, laquelle doit être initialement par la personne qui fait la paye.

c) Tout employeur est tenu de donner à un employé qui le quitte et qui en fait la demande, une lettre attestant la nature et la durée de son travail.

d) Il est expressément stipulé que les salaires qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente convention, seront supérieurs à ceux déterminés par ladite convention, ne pourront être diminués de quelque manière que ce soit.

e) Tout employeur, s'il embauche un nouvel employé, doit reconnaître l'expérience acquise

VII. *Various provisions:* a) Work shall be paid for in cash and Saturday noon at the latest.

b) The wages shall be remitted to every employee in a sealed envelope on which the following details shall be mentioned: the name of the employee, the date of the work week, the number of hours worked, the gross wages paid, the deductions made, the amount contained in the envelope which shall be initialed by the pay clerk.

c) Every employer shall give to any employee who leaves his service, and who makes a request to that effect, a letter stating the nature and duration of the occupation of such employee.

d) It is expressly stipulated that wages higher, at the time of the coming into force of the present agreement, than those hereby determined shall not be reduced in what manner soever.

e) Every employer, when hiring a new employee, shall recognize the experience of such

par cet employé dans un autre établissement faisant le même genre de commerce, pourvu que cet employé puisse établir la nature et la durée de sa fonction. Tout différend à ce sujet sera soumis au Comité paritaire dont la décision sera finale.

f) Tout employeur doit reconnaître les années d'expérience de ses employés et fixer, lors de la mise en vigueur de la présente convention, leur salaire, s'il est inférieur aux minima établis, d'après l'expérience déjà acquise à son service. Toute mésentente entre l'employeur et l'employé devra être soumise au Comité paritaire.

g) L'employé exécutant plus d'une fonction ou genre de travail faisant l'objet de la présente convention, recevra le salaire pour la charge la mieux rémunérée s'il est établi qu'il emploie plus de 50% de son temps pour cette charge.

h) Il est interdit, en convenant d'un salaire plus élevé que celui de la présente convention de stipuler que le supplément pourra servir à acquitter tout montant dû par l'employeur pour travail supplémentaire.

i) Pour toute fonction non mentionnée, ou toute fonction nouvelle, le Comité paritaire, après enquête, fixera le salaire.

VIII. *Administration du décret*: Un Comité paritaire formé conformément à la Loi sera chargé de surveiller l'application du décret.

IX. *Durée de la convention*: La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté en conseil l'approuvant et demeurera en vigueur pour une période d'un an à compter de cette date. Elle se renouvellera automatiquement d'année, en année, par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties aux présentes ne donne à l'autre partie un avis contraire par écrit dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 31 mai, 1947.

19228-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, décret numéro 2684, du 9 octobre 1941, et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements. On demande:

1° Que l'article IV soit remplacé par le suivant:

IV. *Durée du travail*: a) L'heure dont fait mention le présent décret est l'heure légale dans les municipalités intéressées.

b) Pour les barbiers et les coiffeurs, ainsi que pour les apprentis et les compagnons, la durée des heures de travail est répartie comme suit:

employee in another establishment engaged in the same trade provided such employee can establish the nature and duration of his functions. Any dispute on this subject shall be submitted to the Parity Committee whose decision will be final.

f) Every employer shall recognize the years of experience of his employees and make the necessary wage adjustments at the time of the coming into force of the present agreement if such wages be lower than the minimums established for the experience already acquired in his employ. Any misunderstanding between the employer and the employee shall be submitted to the Parity Committee.

g) The employee performing more than one function or occupation governed by the present agreement shall receive the wages for the highest-paid occupation if it is established that he spends more than 50% of his time in that occupation.

h) It is prohibited, when agreeing upon a wage rate higher than that of the present agreement, to stipulate that the excess may be used to acquit an amount due by the employer for overtime work.

i) For any function not mentioned or any new function, the Parity Committee after investigation, will determine its rate of pay.

VIII. *Administration of the agreement*: A Parity Committee formed in accordance with the Act shall be entrusted with the administration of the decree.

IX. *Duration of the Agreement*: The present agreement will come into force the day of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving it and will remain effective for a period of one year from that date. It will then renew itself automatically from year to year unless either of the parties hereto notify the other party, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to submit against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Departement of Labour,
Quebec, May 31, 1947.

19228-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the counties of Chicoutimi, Lake St-John and Roberval, decree number 2684, of October 9, 1941, and amendments, have submitted to him a request to amend the said decree and its amendments. It is requested:

1. That section IV be replaced by the following:

IV. *Duration of work*: a) The hours mentioned in the present decree shall be based on the time enforced in the municipalities concerned.

b) For barbers and hairdressers, and for apprentices and journeymen, the duration of the working hours is distributed as follows:

Dans les comtés de Chicoutimi et Lac St-Jean:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: 8.00 a.m. à 8.00 p.m.

Le samedi et la veille des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

L'avant-veille de Noël et du Jour de l'An 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Dans le comté de Roberval, sauf le village de Normandin:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi: 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Le samedi et la veille des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

A partir du 15 décembre jusqu'au 31 décembre inclusivement, les salons de barbier et de coiffeur seront ouverts de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Dans les salons de coiffure pour dames, dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, sauf le village de Normandin, les heures de travail sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et samedi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi et la veille des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Une heure supplémentaire est allouée pour terminer le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail.

Cependant, durant les mois de juin, juillet août et septembre, les heures de travail sont réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le vendredi et la veille des fêtes chômées: 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Le samedi: 8.00 à midi.

Une heure supplémentaire est allouée pour terminer le travail commencé avant l'expiration de la durée des heures de travail.

c) Chaque jour de travail, les employés doivent avoir une (1) heure pour le dîner et les vendredi et samedi ils ont en outre une heure pour le souper.

d) Il n'y a pas de travail le dimanche et les fêtes d'obligation, la St-Jean Baptiste, la Fête de Dollard, la Confédération et la Fête du Travail, ainsi que le lendemain de Noël et du Jour de l'An, sauf si ce lendemain tombe un samedi.

e) Tout employeur doit accorder à son ou ses employés une demi-journée de congé à chaque semaine et sans diminution de salaire, ce congé devant être accordé au cours des quatre premiers jours de la semaine à condition, toutefois, que l'employé ait travaillé durant une année entière à l'emploi du même patron dans son salon."

2° Que le paragraphe "c" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"c). *Salaire minima*: Le salaire minimum hebdomadaire des apprentis-coiffeurs et coiffeuses pour dames est le suivant:

Après le premier trimestre	\$ 3.00
Après le deuxième trimestre	4.00
Après le troisième trimestre	5.00
Durant le premier semestre de la deuxième année	6.00
Après le premier semestre de la deuxième année	7.00
Durant le premier semestre de la troisième année	8.00
Après le premier semestre de la troisième année	9.00
Durant le premier semestre de la quatrième année	10.00
Après le premier semestre de la quatrième année	11.00

In the counties of Chicoutimi and Lake St-John:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

The second day before Christmas and New Year's Day: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

In the county of Roberval, with the exception of the village of Normandin:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

From December 15 to December 31 inclusive, barber and hairdressing parlors may be open from 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

In ladies hairdressing parlors, in the counties of Chicoutimi, Lake St-John and Roberval, with the exception of the village of Normandin, the hours of work are distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

One overtime hour is allowed to finish the work begun before the expiration of the duration of working hours.

However, during the months of June, July, August and September, the hours of work are distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Friday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Saturday: 8.00 to midday.

One overtime hour is allowed to finish the work begun before the expiration of the duration of working hours.

c) Every working day the employees shall have one hour off for the noon meal and, on Friday and Saturday, another hour off for the evening meal.

d) No work shall be performed on Sunday and Feasts of Obligation, St. Jean Baptiste Day, Dollard Day, Dominion Day and Labour Day, as well as on the day after Christmas and New Year's except when such day falls on Saturday.

e) Every employer shall give his employee or employees one half-day off to each week without wage deduction, such time off to be given during the four first days of the week providing, however, the employee has worked during an entire year for the same employer in the latter's parlor."

2. That subsection "c" of section V be replaced by the following:

"c) *Minimum wages*: The minimum weekly wages of the ladies hairdresser apprentices are as follows:

After the first three months	\$ 3.00
After the second three months	4.00
After the third three months	5.00
During the first six months of the second year	6.00
After the first six months of the second year	7.00
During the first six months of the third year	8.00
After the first six months of the third year	9.00
During the first six months of the fourth year	10.00
After the first six months of the fourth year	11.00

Le salaire minimum hebdomadaire des compagnons coiffeurs et coiffeuses est le suivant:

La première année	\$12.00
Compagnons de deux années d'expérience et plus	15.00
Coiffeuses pour dames	15.00

3° Que le paragraphe "a" de l'article VI soit remplacé par le suivant:

"a) Dans les salons de barbiers, coiffeurs et coiffeuses, les employeurs professionnels, les salariés et les artisans doivent charger au public les minimas suivants pour les services ci-dessous énumérés:

<i>Barbiers et coiffeurs pour hommes:</i>	
Cheveux pour adultes des deux sexes: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	\$ 0.50

Cheveux pour enfants de moins de douze ans:	
les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.35
le vendredi	0.50

Cheveux pour hommes, femmes et enfants:	
les samedi et veilles de fêtes chômées, ainsi que les deux jours précédant Noël et le Jour de l'An	0.60

Cheveux en brosse et "Hollywood" pour hommes:	
les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.75
les samedi et veilles de fêtes chômées	0.90

Cheveux en brosse et "Hollywood" pour enfants de moins de douze ans:	
les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.50
les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.65

Barbe coupée aux ciseaux	0.35
Barbe ordinaire	0.25
Barbe avec "Camphor Ice"	0.35
Crème au "Lilas" avec friction	0.25
Coupe des sourcils	0.10
Coupe des poils follets	0.10
Arranger la moustache	0.10
Teindre la moustache	0.15
Rasage du cou	0.15

Rasage des favoris et des côtés du cou	0.15
Flambage des cheveux	0.35
Shampooing ordinaire	0.50
Shampooing sec	0.50
Shampooing à l'huile	1.50
Massage ordinaire	0.50
Message à l'huile	1.50
Lotion	0.35
Massage à la glaise	1.00
Pétrole Rogier	0.35
Tonique	0.35
Eau de Cologne	0.15
"Fix-Em"	0.25
Aiguillage de rasoir	0.50
Aiguillage de ciseaux	0.35
Murine	0.10
Utilisation du vibreur électrique et du séchoir électrique	0.25
Teinture des cheveux pour hommes	5.00
Vitalis	0.35

Coiffeurs et coiffeuses pour dames:

Cheveux pour dames, au rasoir	0.75
Cheveux pour dames, aux ciseaux	0.50
Traitement du cuir chevelu	1.50
Shampooing ordinaire, pour dames	0.50
Shampooing Silhouette	0.75
Ondulation permanente pour hommes	4.00

The minimum weekly wages of the hairdresser journeymen are as follows:

First year	\$12.00
Journeymen with two or more years of experience	15.00
Ladies female hairdressers	15.00

3. That subsection "a" of section VI be replaced by the following:

"a) In barber and hairdressing parlors, the professional employers, the employees and the artisans shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

<i>Men's barbers and hairdressers:</i>	
Haircut — adults, male and female: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	\$ 0.50

Haircut — children under twelve years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.35
Friday	0.50

Haircut — men, ladies and children: Saturday and holiday eves and the two days before Christmas and New Year's Day		0.60
--	--	------

Brushcut and "Hollywood" haircut — men:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.75
Saturday and holiday eves	0.90
Brushcut and "Hollywood" haircut — children under twelve years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.50

Friday, Saturday and holiday eves	0.65
Shave (with scissors)	0.35
Shave (ordinary)	0.25
Shave with Camphor Ice	0.35
"Lilas" cream and rubbing	0.25
Cutting of eyebrows	0.10
Cutting of downs	0.10
Arranging of the moustache	0.10
Dyeing of the moustache	0.15
Neckshave	0.15
Shaving of whiskers and sides of the neck	0.15

Singeing of the hair	0.35
Ordinary shampoo	0.50
Dry shampoo	0.50
Oil shampoo	1.50
Ordinary massage	0.50
Oil Massage	1.50
Lotion	0.35
Mud Pack	1.00
Pétrole Rogier	0.35
Tonic	0.35
"Eau de Cologne"	0.15
"Fix-Em"	0.25
Sharpening of a razor	0.50
Sharpening of scissors	0.35
Murine	0.10

Use of the electric vibrator and dryer	0.25
Dyeing of the hair — men	5.00
Vitalis	0.35

Ladies' male and female hairdressers:

Haircut with razor — ladies	0.75
Haircut with scissors — ladies	0.50
Scalp treatment	1.50
Ordinary shampoo — ladies	0.50
"Silhouette" shampoo	0.75
Permanent wave — men	4.00

Ondulation permanente pour enfants en dessous de 12 ans	3.00	Permanent wave — children under 12 years of age	3.00
Ondulation permanente pour dames	4.00	Permanent wave — ladies	4.00
Ondulation permanente (chimique pour dames	5.00	Permanent wave (chemical pads) — ladies	5.00
Ondulation permanente (chimique) pour enfants	4.00	Permanent wave (chemical pads) — children	4.00
Ondulation permanente à froid	10.00	Cold wave	10.00
Frisette permanente individuelle	0.50	Permanent curls, each	0.50
Ondulation à l'eau	0.75	Water wave	0.75
Ondulation de fantaisie	1.00	Fancy wave	1.00
Ondulations Komol, Marcel et papier	1.00	Komol, Marcel and Paper wave	1.00
Teinture de cheveux pour dames	7.00	Dyeing of the hair — ladies	7.00
Teinture de cheveux pour hommes	5.00	Dyeing of the hair — men	5.00
Retouche de teinture	3.50	Retouching of dyed hair	3.50
Manucure	0.75	Manicure	0.75
Massage	1.00	Massage	1.00
Épilation des sourcils	0.50	Plucking of eyebrows	0.50
Peignage des cheveux à sac — dames	0.50	Dry combing of the hair — ladies	0.50
Laque	0.35	Lacquer	0.35

4° Que les paragraphes "a" et "d" de l'article VII soient remplacés par les suivants:

"a) Aucun apprenti barbier, coiffeur et coiffeuse ne peut être accepté avant seize ans révolu. Il doit avoir terminé au moins sa huitième année du cours élémentaire."

"d) L'apprentissage du métier de barbier comporte trois (3) ans d'étude et de pratique du métier sous la surveillance continue de maîtres-barbiers et coiffeurs qualifiés tenant un salon."

L'apprentissage du métier de coiffeur et de coiffeuse comporte quatre (4) années d'étude et de pratique du métier sous la surveillance continue de coiffeurs et de coiffeuses qualifiées tenant un salon de coiffure."

5° Que les paragraphes "a" et "b" de l'article VIII soient remplacés par les suivants:

"a) Tout individu qui demande à domicile un barbier, un coiffeur ou une coiffeuse pour exécuter un travail compris dans le métier doit payer le minimum suivant: \$1.00 plus le prix fixé pour tel travail exécuté à domicile suivant la liste des prix minima des services mentionnés plus haut. Ceci comprend également les malades et les personnes retirées dans les hôpitaux, maison de pension ou autres qui requièrent les services d'un barbier, d'un coiffeur ou d'une coiffeuse tenant un salon."

"b) Lorsqu'un barbier-coiffeur se rend dans une maison d'éducation pour y exercer son métier le prix de la coupe des cheveux est de \$0.50 les lundi, mardi, mercredi et jeudi; le vendredi, le samedi et la veille des fêtes chômées: \$0.60"

6° Que l'article IX soit remplacé par le suivant:

"IX. Divers: a) Aucun barbier, coiffeur ou coiffeuse pour dames n'a le droit de louer dans un salon de beauté une ou plusieurs chaises à un ou des salariés, pour leur propre bénéfice."

b) Aucun barbier, coiffeur ou coiffeuse n'a le droit de louer ou d'ouvrir un salon à son nom pour le bénéfice d'un apprenti ou d'une coiffeuse non qualifiée."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 31 mai 1947.

19229-0

4. That subsections "a" and "d" of section VII be replaced by the following:

"a) No barber or hairdresser apprentice may be accepted before the sixteenth year of his age. He shall have completed at least the eighth year of the Elementary Course."

"d) The apprenticeship of the barber trade shall consist of three (3) years of study and practice of the trade under the continuous direction of qualified master barbers and hairdressers keeping a parlor."

The apprenticeship of the hairdressing trade consists of four (4) years of study and practice of the trade under the continuous direction of qualified male or female hairdressers keeping a hairdressing parlor."

5. That subsections "a" and "b" of section VIII be replaced by the following:

"a) Anyone requesting the services of a barber or hairdresser at home to perform work included in the trade shall pay the following minimum price: \$1.00 plus the prices established for the work performed at home according to the table of minimum prices for the services hereabove mentioned. This also includes the sick persons or those in hospitals, boarding houses or others who request the services of a barber or a hairdresser keeping a parlor."

"b) When a barber or hairdresser goes to an educational establishment to ply his trade, the price for a haircut shall be \$0.50 on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday; on Friday, Saturday and holiday eves: \$0.60."

6. That section IX be replaced by the following:

"IX. Miscellaneous: a) No barber or ladies hairdresser has the right to let, in a beauty parlor, one or more chairs to one or more employees, for their own benefit."

b) No barber or hairdresser has the right to rent or open a parlor under his own name for the benefit of an apprentice or of a female hairdresser not qualified."

During the thirty days from the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to submit against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 31, 1947.

19229-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), que le Comité conjoint des métiers de la Construction du comté de Terrebonne lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1715, du 23 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne. On demande:

1° Que l'article V soit remplacé par le suivant:
"V. Travail supplémentaire: Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. est considéré comme travail supplémentaire, à moins qu'il ne le soit par une deuxième ou une troisième équipe du même employeur.

La rémunération du travail supplémentaire doit être la suivante:

a) Travail exécuté entre 5.00 p.m. et 10.00 p.m. salaire et demi par rapport au salaire régulier.

b) Travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. salaire double par rapport au salaire régulier.

L'employeur doit aviser le Comité paritaire, par écrit, de la durée précise du travail supplémentaire à être exécuté, dès le jour où il est commencé et pour chaque jour qu'il se continue.

De plus, l'employeur doit se procurer un permis de l'Inspecteur du Travail, 97 est, rue Notre-Dame, Montréal, et le montrer sur demande à l'inspecteur du Comité paritaire."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 31 mai 1947.

19233-o

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), that the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County has submitted to him a request to amend the decree number 1715, of April 23, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the county of Terrebonne. It is requested:

1. That section V be replaced by the following:
"V. Overtime: Work performed between 5.00 p.m. and 8.00 a.m. is considered as overtime work unless it be performed by a second or third shift of the same employer.

Overtime remuneration shall be as follows:

a) Work performed between 5.00 p.m. and 10.00 p.m.: time and a half based on the regular rate of pay.

b) Work performed between 10.00 p.m. and 8.00 a.m.: double time based on the regular rate of pay.

The employer shall notify the Parity Committee, in writing, of the exact duration of overtime to be worked from the day it has begun and for each subsequent day until it ends.

Moreover, the employer shall get a permit from the Labour Inspector, 97 East, Notre-Dame street, Montreal, and show it upon request to the inspector of the Parity Committee."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 31, 1947.

19233-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par le Comité conjoint des Tanneries et Corroieries de la province de Québec, à l'effet de modifier le décret numéro 523, du 5 février 1940, et amendements, relatif aux tanneries et corroieries de la province de Québec.

1° Les taux de salaires de la catégorie IV, apparaissant à l'article V, sont abrogés et remplacés par les suivants:

	Zones		
	I	II	III
"Classe A	\$0.65	\$0.61	\$0.55
Classe B	0.50	0.47	0.41
Classe C	0.35	0.35	0.30"

2° Le paragraphe "i" de l'article V-A est abrogé et remplacé par le suivant;

"i. Quand un salarié change d'ouvrage, de travail, d'opération ou d'occupation dans le même établissement, ou est congédié, ou quitte son emploi, ou est suspendu par son employeur pour un temps quelconque, ou est malade ou absent volontairement pendant cinquante-cinq (55) heures consécutives ou plus, le personnel qui le remplace et qui exécute son ouvrage, travail, opération ou occupation doit recevoir une rémunération identique à celle du salarié ainsi rem-

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the Tanners and Curriers Joint Committee of the Province of Quebec for the purpose of amending the decree number 523, of February 5, 1940, and amendments, relating to the tanning and currying industry in the Province of Quebec.

1. The rates of wages of category IV, which appear in section V, are deleted and replaced by the following:

	Zones		
	I	II	III
"Class A	\$0.65	\$0.61	\$0.55
Class B	0.50	0.47	0.41
Class C	0.35	0.35	0.30"

2. Subsection "i" of section V-A is deleted and replaced by the following:

"i) When an employee is committed to another operation, occupation or kind of work in the same establishment, or is discharged, or leaves his employ, or is suspended by his employer for a certain period, or is sick or willingly absent for fifty-five (55) consecutive hours or more, the person replacing him or carrying on his work, operation or occupation shall receive a remuneration equal to that of the employee so replaced. Such remuneration shall be paid to him from the

placé. Cette rémunération doit lui être payée à compter du jour où elle a ainsi commencé à travailler."

3° L'article VII est amendé en retranchant, à la fin, les mots: ", mais ne s'appliquent pas aux gardes".

4° L'article VIII-A est abrogé et remplacé par le suivant:

"VIII-A. Congé-annuel: a) Droit au congé:

Tout salarié a droit à un congé annuel continu d'une durée minimum de sept (7) jours quelle que soit la durée de ses services pour son employeur.

b) *Rémunération:* Le salarié n'a pas droit à son salaire habituel mais après six (6) mois et plus de services continus rendus à son employeur durant la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année précédant le congé, il a droit pour son congé à une rémunération équivalente à 2% du salaire gagné durant ladite période, en incluant la rémunération pour le congé annuel. Dans le cas où le salarié a été absent pendant la période ci-haut mentionnée pour cause de maladie ou autres causes justifiables, on doit ajouter au salaire gagné, le salaire minimum déterminé par le décret, suivant la zone, catégorie et classe, pour le temps pendant lequel ledit salarié a été absent pour cause justifiable.

c) *Avantages additionnels:* Durant le congé de son salarié, l'employeur doit continuer à lui procurer les avantages en nature et autres auxquels il a droit, tels que la contribution à un fonds de pension, à une police d'assurance-groupe sur la vie, les bénéfices de soins médicaux, etc.

d) *Echéance de la rémunération:* Avant le départ du salarié visé par le paragraphe "b" du présent article, l'employeur doit lui payer la rémunération pour congé à laquelle il a droit.

e) *Période de prise de congé:* Chaque congé annuel doit être donné entre le 15 juin et le 15 septembre de la même année.

f) *Fixation de la période de congé:* Le salarié a le droit de connaître, au moins 15 jours à l'avance, la période de son congé.

g) *Congé obligatoire:* Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé et il est entendu que la rémunération pour congé n'est accordée qu'à la condition que le salarié visé chôme durant la période de son congé.

h) *Résiliation du contrat de travail:* Lors de la résiliation de son contrat de travail, le salarié a droit à une indemnité;

1. représentant la rémunération à laquelle il a un droit acquis et qui lui serait payable lors de la prise du congé, s'il n'a pas pris tel congé et

2. s'il a rendu à son employeur des services continus pendant six (6) mois et plus depuis le 1er janvier précédant la date de la résiliation, représentant 2% du salaire gagné pendant cette période.

i. *Service continu:* La durée des services continus doit s'étendre de la période pendant laquelle le salarié est lié à raison employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-ci a été interrompu sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, les absences autorisées, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées, un autre emploi rémunéré."

day he has begun such work.

3. Section VII is amended by deleting, at the end, the words "but shall not apply to watchmen".

4. Section VIII-A is deleted and replaced by the following:

"VIII-A Annual Vacation: a) Right to a vacation: Every employee is entitled to an annual continuous vacation of at least seven (7) days irrespective of the duration of his employment with his employer.

b) *Remuneration:* The employee is not entitled to his regular wages but, after six (6) months or more of continuous service with his employer during the period between January 1st and December 31 of the year preceding the vacation, he is entitled, for his vacation, to a remuneration equivalent to 2% of the wages earned during the said period, including vacation pay. If the employee has been absent during the period above mentioned on account of illness or other justifiable causes, the employer shall add to the wages earned the minimum wages determined by the decree for the zone, category and class and for the time during which the said employee has been absent for justifiable causes.

c) *Additional advantages:* During the vacation of his employee, the employer shall continue to let him have all of the advantages to which he is entitled, such as: subscription to a pension fund, to a life group-insurance policy; medical care; etc.

d) *Date of remuneration:* Before the employee governed by subsection "b" of the present section leaves for his vacation, the employer shall give the remuneration for the vacation to which he is entitled.

e) *Period of vacation:* Every annual vacation shall be given between June 15 and September 15 of the same year.

f) *Determining of the vacation period:* The employee shall be informed at least 15 days in advance of the period of his vacation.

g) *Compulsory vacation:* No employer shall replace the annual vacation with pay with a compensating indemnity and it is understood that the vacation pay is given only when the employee concerned is actually absent during the period of his vacation.

h) *Annulment of the labour contract:* At the time of the annulment of his labour contract, the employee is entitled to an indemnity:

1. equivalent to the remuneration to which he is entitled and which would be payable to him at the time of his vacation, if he has not yet taken such vacation, and

2. if he has been with his employer for a continuous period of six (6) months or more since the 1st of January preceding the date of the annulment, to an indemnity equivalent to 2% of the wages earned during such period.

i) *Continuous services:* The duration of continuous services shall extend from the period during which the employee is bound with his employer by a labour contract even if the carrying out of the latter has been interrupted without contract annulment.

The following absences, specially, should not be considered as interrupting the duration of continuous services: days of illness if there has been no annulling of the contract, days of closing, periods of annual vacation, authorized absences if the employee has not had during such days another remunerated employment."

5° L'article X dudit décret est modifié en y remplaçant les mots "15 janvier 1946" par les mots "10 janvier 1947".

6° L'article XIV est amendé en ajoutant, à la troisième ligne, après le mot "tabliers" les mots "de toile ou de caoutchouc".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre l'approbation de ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 31 mai 1947.

19227-o

5. Section X of the said decree is amended by replacing the words "January 15th, 1946" by the words "January 10th, 1947".

6. Section XIV is amended by replacing, in the second line, the word "aprons" with the words "linen or rubber aprons".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 31, 1947.

19227-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de la Chapellerie pour Dames et Enfants dans la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 142, du 22 janvier 1947, relatif à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants. On demande:

1° Que le paragraphe "a" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"a) *Territoriale*: La juridiction territoriale déterminée par le présent décret comprend toute la province de Québec."

2° Que l'article III soit modifié:

i) en remplaçant le paragraphe "a" par le suivant:

"a) Les taux de salaires minima sont les suivants pour les salariés qualifiés de chacun des métiers ci-contre:

Métiers:	Salaires hebdomadaires	Salaires horaire
Préposé au blocage à la main	\$45.60	\$1.14
Bloqueur	42.10	1.05 $\frac{1}{4}$
Préposé à la couture des tissus	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Préposé à la couture des pailles	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Coupeur	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Drapeuse	28.60	0.71 $\frac{1}{2}$
Drapeuse préposée aux garnitures	25.13	0.63
Préposée aux garnitures	22.65	0.56 $\frac{1}{2}$

ii) en ajoutant un nouveau paragraphe "g" comme suit:

"g) *Vacances payées*: i) Tous les salariés assujettis aux dispositions de la présente convention et qui ont été à l'emploi de leur employeur au moins six mois avant le 30 juin de chaque année, et au moins un an dans l'industrie, ont droit à une semaine de vacances payée tel que prévu ci-après.

ii) Subordonnement aux dispositions de l'alinéa précédent, la période de vacances sera fixée entre le 22 juin et le 9 juillet de chaque année. La semaine de vacances doit être déterminée entre l'employeur et les salariés et l'on doit prendre en considération les besoins de l'entreprise pour chaque employeur;

iii) Tous les salariés qui, du 1er janvier au 31 décembre de chaque année, ont à leur crédit un total d'heures équivalant à huit mois complets de travail, c'est-à-dire un minimum de 1,400 heures de travail pendant ladite période pour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Millinery and Women's and Children's Headwear Industry for the Province of Québec has submitted to him a request to amend the decree number 142, of January 22, 1947, relating to the women's and children's millinery industry. It is requested:

1. That subsection "a" of section II be replaced by the following:

"a) *Territorial*: The territorial jurisdiction determined by the present decree comprises the entire Province of Québec."

2. That section III be amended:

i) by replacing subsection "a" with the following:

"a) The minimum wage rates shall be the following in each of the various trades for skilled workers:

Trades:	Weekly Wages	Hourly Wages
Hand Blocker	\$45.60	\$1.14
Blocker	42.10	1.05 $\frac{1}{4}$
Fabric Operator	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Straw Operator	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Cutter	41.10	1.02 $\frac{3}{4}$
Draper	28.60	0.71 $\frac{1}{2}$
Trimmer Draper	25.13	0.63
Trimmer	22.65	0.56 $\frac{1}{2}$

ii) by adding a new subsection "g", to wit:

"g) *Vacation with pay*: i) All employees governed by the provisions of the present agreement, and who have been in the employ of their employer at least six months previous to June 30th in any year, and at least one year in the industry, shall be entitled to a vacation of one week with pay as hereinafter provided;

ii) Subject to the provisions of the foregoing paragraph, the vacation period shall be fixed between June 22nd and July 9th in any year. The vacation week shall be determined between the employer and employees, and shall take into consideration the business requirements of the individual employer;

iii) All employees who, during the months of January 1st, to December 31st, in any year, have worked a minimum total number of hours comprising eight full months of work, that is, a minimum of fourteen hundred (1400) working

leur employeur actuel, doivent recevoir la rémunération d'une semaine de travail, à leur taux hebdomadaire, comme rémunération de vacances

iv) Tous les salariés qui, pendant l'année (du 1er janvier au 31 décembre de chaque année), ont à leur crédit moins que huit mois complets, c'est-à-dire un minimum de 1,400 heures de travail, pendant ladite période pour leur employeur actuel, doivent recevoir 2% de leur salaire brut durant ladite année avec leur employeur actuel comme rémunération de vacances;

v) Dans les cas où l'employé peut se prévaloir des dispositions précédentes mais n'a pas de compilation complète de son travail avec son employeur actuel pour l'année précédente, la compilation complète pour l'année précédente doit être utilisée comme base pour les calculs ci-haut décrits;

vi) La rémunération pour les vacances doit être versée aux salariés avant les vacances mais doit être considérée comme une avance par l'employeur à chaque salarié, à la condition que chaque salarié retournera à son travail au plus tard le 16 juillet de chaque année, après la période des vacances."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 31 mai 1947.

19232-o

hours during the said period for their present employer, shall receive one week's pay at their individual weekly rate, as vacation pay;

iv) All employees who, during the year (January 1st to December 31st in any year), have worked less than eight full months, that is, a minimum of fourteen hundred (1400) working hours, during the said period for their present employer, shall receive 2% of their gross earnings during the said year with the present employer as vacation pay;

v) In cases where employees qualify under the above provisions, but have not a complete working record with their present employer for the preceding year, their entire working record for the preceding year shall be used as a basis for the foregoing calculations;

vi) Vacation pay shall be paid to the employees prior to vacation, but shall be considered as an advance by the employer to the individual employee, subject to the fulfilment of the condition of the individual employee that he or she return to his or her work not later than July 16th in any year after the vacation period."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 31, 1947.

19232-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby, établi en exécution du décret numéro 1847, du 10 septembre 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 817, du 22 mai, 1947, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 141, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 17 septembre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire fixe et des pourcentages payés à leurs employés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire hebdomadaire moyen du compagnon, soit \$22.00 pour le boulanger, \$22.00 pour le pâtissier et \$22.00 pour le distributeur de pain.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus,

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, formed under decree No. 1847, of September 10, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 817, of May 22, 1947, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act R.S.Q. 1941 chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to September 17th, 1947 and apply as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the weekly wages fixed for the lowest paid journeyman, namely \$22.00 for the baker, \$22.00 for the pastry-maker and \$22.00 for the bread deliverer.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, le métier, le montant du salaire payé et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois. L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le cinq de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministère du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby pour la période se terminant le 17 septembre 1947.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOULANGERIE ET DE LA PÂTISSERIE DE GRANBY

État des recettes et des dépenses probables pour la période se terminant le 17 septembre 1947.

Recettes:	
Cotisations des employeurs professionnels et des artisans, (1/2 de 1%).....	\$ 75.00
Cotisations des salariés (1/2 de 1%).....	75.00
	\$150.00
Dépenses:	
Salaire du secrétaire et inspecteur.....	\$ 60.00
Vérification des livres.....	25.00
Electricité, loyer, téléphone.....	25.00
Timbres, impressions, papeterie, etc....	10.00
Frais légaux.....	15.00
Divers.....	15.00
	\$150.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 31 mai, 1947. 19234-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présente, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de détail des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 2331, du 17 juin 1940, et amendements, et chargé de surveiller l'application des décrets numéros 3516, du 21 septembre 1944, 4687, du 7 novembre

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the trade, the wages paid, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee will have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the fifth day of each month.

3. Financial Report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: June 30 and September 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, for the period ending September 17th 1947.

PARITY COMMITTEE OF THE BAKING AND PASTRY-MAKING INDUSTRY OF GRANBY

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending September 17th, 1947.

Receipts:	
Professional employers' and artisans' assessments (1/2 of 1%).....	\$ 75.00
Employees' assessments (1/2 of 1%)....	75.00
	\$150.00
Expenses:	
Salaries: Secretary and Inspector.....	\$ 60.00
Audition of books.....	25.00
Electricity, rent, telephone.....	25.00
Stamps, printing, stationery, etc.....	10.00
Legal fees.....	15.00
Miscellaneous.....	15.00
	\$150.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 31, 1947. 19234-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941), chapter 163 and amendments, that the Eastern Townships Retailers' Joint Committee established under decree number 2331, of June 17, 1940, and amendments, and entrusted with the administration of decrees number 3516 of September 21, 1944, 4687 of November 7, 1945, and 2861 of July 17, 1946, has been authorized by a by-

1945 et 2861, du 17 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 517, du 22 mai 1947, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis auxdits décrets, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1947 au 1er juin 1948. Toutefois, si l'un des décrets ci-haut mentionnés expire ou est abrogé avant le 1er juin 1948, les dispositions du présent règlement cesseront de s'appliquer aux employeurs professionnels, artisans et salariés assujettis audit décret. Cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par lesdits décrets doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, boni et pourcentages payés à leurs salariés assujettis auxdits décrets.

b) Les artisans (les propriétaires d'établissements qui n'ont pas d'employés ou salariés) régis par lesdits décrets, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le commis:

i) le moins rémunéré (exception faite des décrets numéros 4687 et 2861), soit \$8.00 par semaine;

ii) moyennement rémunéré, en ce qui concerne les assujettis aux décrets numéros 4687 et 2861, soit \$20.00 par semaine.

c) Les salariés assujettis auxdits décrets doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, boni et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels régis par lesdits décrets des formules de rapport sur lesquelles doivent être inscrits les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé, ainsi que les sommes qui doivent être versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les remettre lui-même audit comité.

Le comité paritaire exige que le rapport de l'employeur professionnel, dûment signé et accompagné des cotisations, de même que les cotisations des artisans ou des salariés, suivant le cas, lui soient remis à son siège social, 29 rue Gordon, Sherbrooke, Qué., dans les dix premiers jours de chaque mois, pour la période couvrant le mois de calendrier précédent et cela sans mise en demeure au préalable.

Le comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1947 et 31 mars 1948.

law approved by Order in Council number 817 of May 22, 1947, part "B", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decrees according to the following method and rate.

1. Assessments

The period of assessments extends from June 1 1947, to June 1, 1948. However, should one of the decrees above mentioned expire or be repealed before June 1, 1948, the provisions of the present by-law shall cease to apply to the professional employers, artisans and employees governed by the said decree. Such assessment shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages and of the bonuses and percentages paid to their employees governed by the said decrees.

b) The artisans (owners of establishments having no employees) governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established for the clerk:

i) receiving the lowest pay (with the exception of decrees number 4687 and 2861) namely \$8.00 per week;

ii) averagely remunerated, in respect of those governed by the decrees number 4687 and 2861 namely: \$20.00 per week.

c) The employees governed by the said decrees shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages bonuses and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers governed by the said decrees with report forms on which shall be inscribed: the name in full and address of every employee in their employ, the employee's competency, the number of regular and overtime hour worked each week, the nature of such work and the wages paid, as well as the sums owed to the Parity Committee.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit same himself to the said Committee.

The Parity Committee requires that report of the professional employer, signed and accompanied by the assessments, as well as the assessments of the artisans or employees, as the case may be, forwarded to its corporate seat, 29 Gordon st., Sherbrooke, within the first ten (10) days of each month for the period covering the preceding calendar month and without previous notification.

The Parity Committee has the right and power to exact sworn reports when it deems it advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1947, and March 31, 1948.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire du Commerce de détail des Cantons de l'Est pour la période comprise entre le 1er juin 1947 et le 1er juin 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Eastern Townships Retailers' Joint Committee for the period comprised between June 1, 1947, and June 1, 1948.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL
DES CANTONS DE L'EST

EASTERN TOWNSHIPS RETAILERS' JOINT
COMMITTEE

État des revenus et des dépenses probables du 1er juin 1947 au 1er juin 1948.

Estimate of the receipts and expenses from June 1st, 1947, to June 1st, 1948.

Revenus probables:

Probable receipts:

Décret numéro 2331 (Sherbrooke):
Cotisations de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs professionnels, des artisans et des salariés..... \$1,300.00
Divers..... 50.00
1,350.00

Decree number 2331 (Sherbrooke):
Assessments of $\frac{1}{2}$ of 1% of the professional employers artisans and employees..... \$1,300.00
Miscellaneous..... 50.00
1,350.00

Décret numéro 3516 (Windsor):
Cotisations de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs professionnels, des artisans et des salariés..... 416.00

Decree number 3516 (Windsor):
Assessments of $\frac{1}{2}$ of 1% of the professional employers, artisans and employees..... 416.00

Décret numéro 4687 (Mégantic):
Cotisations de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs professionnels, des artisans et des salariés..... 790.00
Divers..... 10.00
800.00

Decree number 4687 (Mégantic):
Assessments of $\frac{1}{2}$ of 1% of the professional employers, artisans and employees..... 790.00
Miscellaneous..... 10.00
800.00

Décret numéro 2861 (Richmond):
Cotisations de $\frac{1}{2}$ de 1% des employeurs professionnels, des artisans et des salariés..... 500.00
500.00
\$3,066.00

Decree number 2861 (Richmond):
Assessments of $\frac{1}{2}$ of 1% of the professional employers, artisans and employees..... \$ 500.00
500.00
\$3,066.00

Dépenses probables:

Probable expenses:

Décret numéro 2331 (Sherbrooke):
Salaires et frais d'administration... \$1,144.00
Déplacement..... 206.00
1,350.00

Decree number 2331 (Sherbrooke):
Salaries and administration expenses..... \$1,144.00
Travelling..... 206.00
1,350.00

Décret numéro 3516 (Windsor):
Frais d'administration..... 260.00
Déplacement et divers..... 156.00
416.00

Decree number 3516 (Windsor):
Administration expenses..... 260.00
Travelling and miscellaneous..... 156.00
416.00

Décret numéro 4687 (Mégantic):
Frais d'administration..... 520.00
Déplacement et divers..... 280.00
800.00

Decree number 4687 (Mégantic):
Administration expenses..... 520.00
Travelling and miscellaneous..... 280.00
800.00

Décret numéro 2861 (Richmond):
Frais d'administration..... 260.00
Déplacement et divers..... 240.00
500.00
\$3,066.00

Decree number 2861 (Richmond):
Administration expenses..... 260.00
Travelling and miscellaneous..... 240.00
500.00
\$3,066.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 31 mai 1947.

19235-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 31, 1947.

19235-0

Soumissions

Province de Québec

SYNDICAT NATIONAL DU RACHAT
DES RENTES SEIGNEURIALES

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription "Soumission pour emprunt de \$2,600,000. du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales" seront reçues par M. J.-R. Forest, secrétaire-trésorier du Syndicat, Hôtel du Gouvernement, Québec, jusqu'au mardi 10 juin 1947, à trois heures p.m. (heure avancée), heure à laquelle elles seront ouvertes en présence des soumissionnaires, pour l'achat d'une émission d'obligations en série au montant de \$2,600,000., à 24½ ans, datées du 1er juillet 1947 et à être émises par le Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales, lesdites obligations, conformément à l'arrêté ministériel N° 856, du 28 mai 1947, étant entièrement garanties, en capital et intérêts, par le Gouvernement de la province de Québec, en vertu de la Loi abolissant les rentes seigneuriales (S.R.Q., 1941, c. 322, et ses amendements).

Lesdites obligations qui seront bilingues et en coupures lithographiées de \$1,000. chacune porteront intérêt aux taux indiqués ci-après à compter de la date d'émission jusqu'aux dates d'échéance respectives:

Montant	Taux d'intérêt	Echéance
\$ 75,000.	1½	1er janvier 1948
76,000.	1½	" " 1949
77,000.	1¾	" " 1950
78,000.	1¾	" " 1951
80,000.	1¾	" " 1952
81,000.	2	" " 1953
83,000.	2¼	" " 1954
85,000.	2¼	" " 1955
86,000.	2½	" " 1956
89,000.	2½	" " 1957
91,000.	2½	" " 1958
94,000.	2½	" " 1959
95,000.	2¾	" " 1960
98,000.	2¾	" " 1961
101,000.	2¾	" " 1962
104,000.	2¾	" " 1963
106,000.	2¾	" " 1964
110,000.	2¾	" " 1965
112,000.	2¾	" " 1966
116,000.	2¾	" " 1967
119,000.	2¾	" " 1968
122,000.	2¾	" " 1969
125,000.	2¾	" " 1970
129,000.	2¾	" " 1971
268,000.	2¾	" " 1972

Lesdites obligations comporteront un certificat de légalité signé par le sous-ministre des Affaires Municipales, lequel certificat les rendra incontestables conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi abolissant les rentes seigneuriales.

L'intérêt, aux taux ci-dessus mentionnés, sera payable semi-annuellement le 1er janvier et le 1er juillet.

Le capital et les intérêts sont payables à Québec, Montréal ou Toronto.

A compter du 1er janvier 1960, ces obligations pourront être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, aux dates d'échéances des intérêts, sur préavis de pas moins de trente jours ni de plus de 60 jours avant la date du rachat.

Tenders

Province of Quebec

NATIONAL SYNDICATE FOR THE REDEMPTION
OF SEIGNIORIAL RENTS

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tender for Loan of \$2,600,000. of the National Syndicate for the Redemption of Seigniorial Rents" will be received by Mr. J. R. Forest, Secretary-Treasurer of the Syndicate, Parliament Buildings, Quebec, up to Tuesday, June 10th, 1947, at 3.00 p.m. (Daylight Saving Time) when they will be opened in the presence of the tenderers, for the purchase of an issue of \$2,600,000., 24½ year serial debentures dated July 1st, 1947, to be issued by the National Syndicate for the Redemption of Seigniorial Rents. Said debentures, in pursuance of Order in Council No. 856, dated May 28, 1947, will be fully guaranteed as to principal and interest by the Government of the Province of Quebec, in accordance with the Seigniorial Rent Abolition Act (R.S.Q., 1941, c. 322 as amended).

Said debentures, which will be lithographed in bilingual form in the denomination of \$1,000., will bear interest at the rates here under-mentioned from the date of issue to the respective dates of maturity:

Amount	Rate of Interest	Maturity
\$ 75,000.	1½	January 1st, 1948
76,000.	1½	" " 1949
77,000.	1¾	" " 1950
78,000.	1¾	" " 1951
80,000.	1¾	" " 1952
81,000.	2	" " 1953
83,000.	2¼	" " 1954
85,000.	2¼	" " 1955
86,000.	2½	" " 1956
89,000.	2½	" " 1957
91,000.	2½	" " 1958
94,000.	2½	" " 1959
95,000.	2¾	" " 1960
98,000.	2¾	" " 1961
101,000.	2¾	" " 1962
104,000.	2¾	" " 1963
106,000.	2¾	" " 1964
110,000.	2¾	" " 1965
112,000.	2¾	" " 1966
116,000.	2¾	" " 1967
119,000.	2¾	" " 1968
122,000.	2¾	" " 1969
125,000.	2¾	" " 1970
129,000.	2¾	" " 1971
268,000.	2¾	" " 1972

Said debentures will bear a certificate signed by the Deputy Minister of Municipal Affairs attesting their legality, which certificate will have the effect of rendering them incontestable in pursuance of the provisions of Section 9 of the Seigniorial Rent Abolition Act.

Interest, at the above-mentioned rates, will be payable semi-annually on January 1st and July 1st.

Principal and interest will be payable at Quebec, Montreal or Toronto.

Said debentures will be redeemable before maturity, on January 1st, 1960 or on any interest payment date thereafter, in whole or in part, at par, subject to a notice of not less than 30 days nor more than 60 days before the date fixed for redemption.

Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé à l'ordre du Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales égalant 1% du montant de l'emprunt.

Le Syndicat se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Québec, le 31 mai 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-R. FOREST,
Syndicat national du rachat
des rentes seigneuriales,
Hôtel du Gouvernement,
80, rue Saint-Eustache,
Québec.

19230-o

If said redemption be in part, the debentures to be redeemed will be called in the reverse order of maturities and serial numbers.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque to the order of the National Syndicate for the Redemption of Seigniorial Rents, equivalent to 1% of the amount of the loan.

The Syndicate does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Québec, May 31st, 1947.

J. R. FOREST,
Secretary-Treasurer,
National Syndicate for the Redemption
of Seigniorial Rents,
Parliament Buildings,
80 St. Eustache Street,
Québec.

19230-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 22

Index of the Quebec Official Gazette, No. 22

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Tellier vs Janvier..... 1492

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

816 — Concernant l'application des règlements provinciaux de plomberie sanitaire..... 1493
818, section "A".— Métier de coiffeur pour dames dans l'île de Montréal... 1494
818, section "B".— Commerce de détail dans la cité de Québec..... 1494
818, section "C".— Industrie du meuble dans la province de Québec..... 1493

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1477

AVIS DIVERS:

Bishop Asphalt Papers Limited (Directeurs)..... 1496
British Coal Corporation (Directeurs)... 1498
Chandler, village de (Tirage d'obligations)..... 1497
Commission scolaire de Garnier (Tirage d'obligations)..... 1497
Commission scolaire de St-Camille (Tirage d'obligations)..... 1497
Home Slippers Limited (Distribution de l'actif)..... 1498
Jonquière, ville de (Rachat d'obligations)..... 1499
Lacoste, Marc (Président d'élection)... 149
L'Ascension de Notre-Seigneur, paroisse de (Tirage d'obligations)..... 1497
L'Association Catholique des Institutrices de Valleyfield (Nom changé)... 1497
L'Association des Collèges Commerciaux Inc.—The Association of Business Colleges Inc. (Formation)..... 1498
St-Camille-de-Lellis, paroisse de (Tirage d'obligations)..... 1498
Viking Ski Club Inc. (Règlements)..... 1499

CHARTES — ABANDON DE:

McCoy's Limited..... 1499
Patates "Chips" Feuille d'Érable Limitée..... 1499
Stadium Decosse Limitée..... 1499

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Tellier vs Janvier..... 1492

ORDERS IN COUNCIL:

816. — Concerning the enforcement of the provincial sanitary plumbing by-laws..... 1493
818, part "A".— Ladies hairdressing trade in the Islands of Montreal..... 1494
818, part "B".— Retail trade in the city of Québec..... 1494
818, part "C".— Furniture industry in the Province of Québec..... 1493

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1477

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bishop Asphalt Papers Limited (Directeurs)..... 1496
British Coal Corporation (Directeurs)... 1498
Chandler, village of (Drawing of bonds)..... 1497
School Commission of Garnier (Drawing of bonds)..... 1497
School Commission of St-Camille (Drawing of bonds)..... 1497
Home Slippers Limited (Distribution of the assets)..... 1498
Jonquière, town of (Redemption of bonds)..... 1499
Lacoste, Marc (Returning-Officer).... 1496
L'Ascension de Notre-Seigneur, parish of (Drawing of bonds)..... 1497
L'Association Catholique des Institutrices de Valleyfield (Name changed). 1497
L'Association des Collèges Commerciaux Inc.—The Association of Business Colleges Inc. (Formation).... 1498
St-Camille-de-Lellis, parish of (Drawing of bonds)..... 1498
Viking Ski Club Inc. (By-laws)..... 1499

CHARTERS — SURRENDER OF:

McCoy's Limited..... 1499
Maple Leaf Potato Chips Limited.... 1499
Stadium Decosse Limitée..... 1499

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES
AFFAIRES:The Williams Brothers Construction
Company. 1500

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

St-Georges-Est, paroisse de. 1500

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Ascot, munic. scolaire de. 1500
 Belleterre, munic. scolaire de la ville de. 1501
 Dufresnoy, munic. scolaire de. 1502
 Gatineau, munic. scolaire de. 1502
 Haldimand, munic. scolaire de. 1500
 Lachute, munic. scolaire catholique de
 la ville de. 1501
 Massé & Ouimet, munic. scolaire de. 1503
 Orford, munic. scolaire de. 1502
 Ste-Catherine-d'Alexandrie, munic. sco-
 laire de. 1501
 St-François-Régis, munic. scolaire de. 1501
 Tingwick, munic. scolaire de. 1501
 York et Douglstown, munic. scolaires
 de. 1502

TRAVAIL:

Comité conjoint de la chapellerie pour
 dames et enfants dans la province de
 Québec (Modification). 1531
 Comité conjoint des métiers de la cons-
 truction du comté de Terrebonne
 (Modification). 1532
 Comité conjoint des tanneries et cor-
 roiries de la province de Québec
 (Modification). 1529
 Comité paritaire de l'industrie de la
 boulangerie et de la pâtisserie de
 Granby (Prélèvement). 1533
 Comité paritaire du commerce de détail
 des Cantons de l'Est (Prélèvement). 1500
 International Longshoremen's Associa-
 tion, local 375 (Requête). 1516
 Le Syndicat des Employés de Commerce
 de Granby Inc. (Requête). 1521
 Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse
 dans les comtés de Chicoutimi, Lac
 St-Jean et Roberval (Modification). 1525

EXAMEN DU BARREAU:

St-François: étude du droit. 1503

GREFFES DE NOTAIRES:

St-Pierre, Joseph-Cyprien. 1503

LETTRES PATENTES:

Alberts Ltd. 1478
 Association Sportive de Ste-Anne des
 Monts, Inc. 1479
 Champeau & Frère Incorporée. 1479
 Cheneaux Investments, Ltd. 1479
 Continental Foods Corporation. 1480
 Dural Co. Ltd. 1480
 Elegant Hosiery Mills, Limited. — La
 Manufacture de Bas de Soie Élégants,
 Limitée. 1481
 Ganterie St-Jean Ltée. — St. Jean Glove
 Ltd. 1481
 H. & J. Construction Company Limited
 Inter-American Fisheries Limited. 1482

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

The Williams Brothers Construction
Company. 1500

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

St-Georges-Est, parish of. 1500

EDUCATION:

Ascot, school munic. of. 1500
 Belleterre, school munic. of the town of. 1501
 Dufresnoy, school munic. of. 1502
 Gatineau, school munic. of. 1502
 Haldimand, school munic. of. 1500
 Lachute, Catholic school munic. of the
 town of. 1501
 Massé & Ouimet, school munic. of. 1503
 Orford, school munic. of. 1502
 Ste-Catherine-d'Alexandrie, school mu-
 nic. of. 1501
 St-François-Régis, school munic. of. 1501
 Tingwick, school munic. of. 1501
 York and Douglstown, school munic.
 of. 1502

LABOUR:

Joint Committee of the millinery and
 women's and children's headwear in-
 dustry for the Province of Quebec
 (Amendment). 1531
 Building industry Joint Committee
 of Terrebonne county (Amendment)
 Tanners and curriers Joint Committee
 of the Province of Quebec (Amend-
 ment). 1529
 Parity Committee of the baking and
 pastry-making industry of Granby
 (Levy). 1532
 Eastern Townships retailers' Joint Com-
 mittee (Levy). 1533
 International Longshoremen's Associa-
 tion, local 375 (Request). 1516
 Le Syndicat des Employés de Commerce
 de Granby Inc. (Request). 1521
 Barber and hairdresser trades in the
 counties of Chicoutimi, Lake St. John
 and Roberval (Amendment). 1525

BAR EXAMINATION:

St. Francis: study of law. 1503

NOTARIAL RECORDS:

St-Pierre, Joseph-Cyprien. 1503

LETTERS PATENT:

Alberts Ltd. 1478
 Association Sportive de Ste-Anne des
 Monts, Inc. 1479
 Champeau & Frère Incorporée. 1479
 Cheneaux Investments, Ltd. 1479
 Continental Foods Corporation. 1480
 Dural Co. Ltd. 1480
 Elegant Hosiery Mills, Limited. — La
 Manufacture de Bas de Soie Élégants,
 Limitée. 1481
 Ganterie St-Jean Ltée. — St. Jean Glove
 Ltd. 1481
 H. & J. Construction Company Limited
 Inter-American Fisheries Limited. 1482

La Compagnie de Matériaux de Construction Ravary Limitée.— Ravary Builders Supply Company Limited..	1482
La Corporation de Plage Saint-Laurent	1483
La Ligue d'Action Anti-Communiste ..	1483
Lehane & Langford Limited.....	1483
Les Meubles Boulet Limitée.— Boulet Furniture Limited	1484
Les Produits Acme Inc.— Acme Products Inc.....	1484
Les Produits de Bois de Ste-Julienne Limitée.— St. Julienne Wood Products Limited	1485
Les Produits Mont-Joli Ltée. — Mont-Joli Products Ltd.	1485
Melmor Mfg. Co. Inc.....	1485
Metal-Coatings Limited	1486
Paterson Windermere (Quebec) Ltd....	1486
Potvin & Bouchard Inc.....	1487
Renaissance Cinéma, Inc.....	1487
Teen-O-Miss Inc.....	1488
Trim Fit Manufacturing Co. Ltd.	1488
United Auto Parts (La Tuque) Ltd....	1489
Valcartier Transportation Co. Ltd....	1489
Willie Tremblay Inc.....	1490

La Compagnie de Matériaux de Construction Ravary Limitée.— Ravary Builders Supply Company Limited..	1482
La Corporation de Plage Saint-Laurent.	1483
La Ligue d'Action Anti-Communiste ..	1483
Lehane & Langford Limited.....	1483
Les Meubles Boulet Limitée.— Boulet Furniture Limited	1484
Les Produits Acme Inc.— Acme Products Inc.....	1484
Les Produits de Bois de Ste-Julienne Limitée.— St. Julienne Wood Products Limited	1485
Les Produits Mont-Joli Ltée.— Mont-Joli Products Ltd.	1485
Melmor Mfg. Co. Inc.....	1485
Metal-Coatings Limited	1486
Paterson Windermere (Quebec) Ltd....	1486
Potvin & Bouchard Inc.....	1487
Renaissance Cinéma, Inc.....	1487
Teen-O-Miss Inc.....	1488
Trim Fit Manufacturing Co. Ltd.	1488
United Auto Parts (La Tuque) Ltd....	1489
Valcartier Transportation Co. Ltd....	1489
Willie Tremblay Inc.....	1490

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Blais & Cie Ltée.	1490
Dress-Town Incorporated.	1490
Durable Upholsterers Limited.....	1491
Form-Fit Garments Ltd..	1491
Gagné, Ltée.	1491
La Sarre General Finance Inc.....	1491
L'Auberge des Monts Inc.	1492
Onward Gospel Church.	1492
Poterie Vandesca Pottery Ltée-Ltd....	1492
The Acton Rubber, Limited.	1492

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Blais & Cie Ltée.	1490
Dress-Town Incorporated.	1490
Durable Upholsterers Limited.....	1491
Form-Fit Garments Ltd..	1491
Gagné, Ltée.	1491
La Sarre General Finance Inc.....	1491
L'Auberge des Monts Inc.	1492
Onward Gospel Church.	1492
Poterie Vandesca Pottery Ltée-Ltd....	1492
The Acton Rubber, Limited.	1492

NOMINATIONS:

Diverses.	1503
----------------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	1503
---------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur de la Loi II George VI, chapitre 72 et de certaines dispositions de la loi II George VI, chapitre 71.	1506
Loi concernant le greffe des Cours de jeunes délinquants	1506
Loi concernant les ventes à tempérament.	1505

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the Act II George VI, chapter 72 and certain provisions of the Act II George VI, chapter 71.	1506
An Act concerning the Office of the Juvenile Delinquents Courts.....	1506
An Act respecting Instalment Sales....	1505

SIÈGES SOCIAUX:

General Refrigeration Equipment Ltd.	1508
Hatley Farm Limited	1508
Imprimerie Garceau, Limitée.— Garceau Printing, Limited	1508
Inter-American Fisheries Limited	1508
Les Meubles Boulet Limitée — Boulet Furniture Limited	1507

HEAD OFFICES:

General Refrigeration Equipment Ltd.	1508
Hatley Farm Limited	1508
Imprimerie Garceau, Limitée.— Garceau Printing, Limited.....	1508
Inter-American Fisheries Limited.....	1508
Les Meubles Boulet Limitée.— Boulet Furniture Limited	1507

SOUMISSIONS:

Commission scolaire de la cité de Drummondville.	1509
Sillery, cité de.	1508
Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales.....	1536

TENDERS:

School Commission of the city of Drummondville.	1509
Sillery, city of.	1508
National Syndicate for the Redemption of Seigniorial Rents	1536

VENTES POUR TAXES:

Iles-de-la-Madeleine, munic. du comté des.	1510
Québec-Ouest, ville de.....	1513

SALES FOR TAXES:

Magdalen Islands, munic. of the county of	1510
Quebec-West, town of	1513

VENTES PAR SHÉRIFS:**BEAUHARNOIS:**

J.-O. Clermont Limitée vs Lavoie. 1514

TERREBONNE:Laurin vs Alarie *et vir* 1514

Thomas vs Thomas 1515

TROIS-RIVIÈRES:

Beaudet vs Dumont. 1515

19241-o

SHERIFFS' SALES:**BEAUHARNOIS:**

J.-O. Clermont Limitée vs Lavoie. 1514

TERREBONNE:Laurin vs Alarie *et vir* 1514

Thomas vs Thomas. 1515

TROIS-RIVIÈRES:

Beaudet vs Dumont. 1515

19241-o